



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 148 • NUMÉRO 007 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 11 décembre 2015

Présidence de l'honorable Geoff Regan

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 11 décembre 2015

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

DISCOURS DU TRÔNE

• (1005)

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 8 décembre, de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a présenté lors de l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, avant de commencer, j'aimerais vous informer que je vais partager mon temps de parole avec ma collègue la députée d'Essex.

Comme il s'agit de mon premier discours complet à la Chambre des communes, je tiens à remercier les bonnes gens de Courtenay—Alberni de m'avoir élu député. C'est vraiment un honneur pour moi de représenter cette merveilleuse circonscription, qui englobe une partie importante du centre de l'île de Vancouver.

Monsieur le Président, je ne sais pas si vous êtes déjà allé dans ma circonscription, mais j'aimerais prendre quelques instants pour vous présenter, à vous et aux députés, cette région et les personnes qui y vivent. Puis, j'examinerai certains des défis auxquels elles doivent faire face ainsi que les possibilités qui s'offrent à nous à la suite du discours du Trône.

Je sais que bien des députés seraient prêts à dire que leur circonscription est la plus belle du Canada. Je suis tout de même convaincu que la géographie de Courtenay—Alberni est incomparable. Cette circonscription commence du côté de la vallée de Comox, des îles et du mont Washington, où les précipitations de neige sont normalement les plus abondantes en Amérique du Nord. Elle couvre la région d'Oceanside, qui comprend Parksville, Qualicum et Nanoose Bay. On y trouve les superbes plages que nous connaissons tous et qui nous tiennent tant à cœur. La circonscription s'étend ensuite jusqu'à la côte Est, aux îles Denman, Hornby et Lasqueti, et traverse la vallée Alberni et le mont Arrowsmith pour se rendre jusqu'à la côte du Pacifique. Elle englobe le parc national de la plage Long, les belles plages de Tofino, dix communautés nuu-chah-nulth, la nation de Qualicum et une partie des terres ancestrales de la nation K'ómoks.

Mon histoire personnelle dans cette circonscription remonte à plus de 100 ans, lorsque mon grand-père a rencontré ma grand-mère à Cumberland. Grâce à ma famille et à mes concitoyens, je connais très bien cette région. J'y ai été témoin des changements qui se sont

produits, des difficultés éprouvées et des victoires que nous avons obtenues ensemble, et je suis bien au fait des défis à relever aujourd'hui.

Parmi les défis auxquels ma circonscription doit faire face se trouvent les changements climatiques, dont les effets se font sentir sur tout son territoire. Le gouvernement conservateur qui nous a précédés a refusé de reconnaître ces réalités, mais il lui aurait suffi, pour s'en convaincre, de parler aux gens de ma circonscription, qui en sont les témoins directs. Bien des habitants de régions rurales pourront en dire autant. Les effets des changements climatiques les touchent à l'heure actuelle. Je pense notamment à la fonte sans précédent des glaciers et des cimes enneigées. En juin dernier, à la radio anglaise de Radio-Canada, Bob Cole, qui a toujours vécu à Port Alberni, a raconté que c'était la première fois de sa vie qu'il voyait le glacier fondre en juin.

L'augmentation des inondations et des avis d'ébullition a une incidence sur les infrastructures municipales de même que sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les grandes sécheresses et les immenses incendies de forêt ne sont pas sans conséquence pour l'économie.

Les résidents de la Colombie-Britannique, qu'ils vivent à l'intérieur des terres ou sur la côte, diront toujours que la santé de nos collectivités dépend de celle de nos saumons. Il s'est mis à pleuvoir juste à temps, en août, cette année; autrement, nous aurions perdu tous nos saumons. C'est pour nous une ressource vitale, sur laquelle reposent notre culture et notre économie.

L'acidification de l'océan dans le détroit de Baynes, il y a deux ou trois ans, a entraîné la disparition du secteur des mollusques et crustacés. Nous avons alors vu des encornets, une espèce exotique, sur les plages de Tofino.

Il y a bel et bien des changements climatiques. Je suis ravi que le gouvernement libéral, comme en témoigne le discours du Trône, ait adopté un ton différent au sujet des changements climatiques, mais les électeurs de ma circonscription ont besoin de plus que d'un changement de ton de la part du gouvernement. Il leur faut des actions concrètes, notamment, que l'on fixe des cibles ambitieuses de réduction des émissions pour lesquelles des comptes devront être rendus dans des rapports annuels montrant dans quelle mesure les cibles prévues par la loi canadienne ont été atteintes. Hier, ma collègue, la députée d'Edmonton Strathcona, nous a donné l'occasion de faire exactement cela. C'est l'occasion de renforcer le processus d'évaluation environnementale du Canada en y incluant des évaluations des répercussions sur le climat pour que les nouveaux projets ne fassent pas échouer les plans de réduction.

L'Adresse

Nous devons mettre l'accent sur le travail de protection environnementale et sur ceux qui s'y consacrent tous les jours, dont la Garde côtière. Le contrôle de la circulation maritime est un enjeu très important dans ma circonscription. On a fermé la station de Tofino-Ucluelet. C'est la station qui communiquait avec nos alliés américains au-delà du détroit de Juan de Fuca. Elle protégeait les marins dans l'une des zones maritimes de l'Amérique du Nord qui connaît la plus forte croissance.

La fermeture de la station de Comox est prévue en mars. Cette station revêt une grande importance pour les Britanno-Colombiens des régions côtières pour des raisons de sécurité du trafic maritime, car c'est le seul centre de contrôle du trafic maritime qui ne se trouve pas dans une zone de subduction pouvant causer des tsunamis. Nous savons qu'un tsunami va se produire. On ne se demande pas si cela arrivera, mais quand. C'est très important.

Lors de l'accident du navire *Leviathan II* à Tofino, ce sont les connaissances des résidents de l'endroit qui ont permis de sauver des vies. Les Autochtones ne sont pas bien équipés et n'ont pas reçu de formation spéciale pour pouvoir sauver des vies sur la côte de la Colombie-Britannique. Or, des membres de la bande Ahousaht ont sauvé des vies à Tofino. Les gens de l'archipel Haida Gwaii ont empêché le *Simushir*, qui était à la dérive, de percuter la côte. Des gens à Hartley Bay ont sauvé des vies lorsqu'un traversier de BC Ferries s'est échoué sur la côte centrale de la Colombie-Britannique. Nous devons mieux soutenir ces nations et ces collectivités côtières.

Les députés se douteront que ma ville et les villes côtières de la Colombie-Britannique sont grandement touchées par les navires abandonnés et la pollution des eaux, mais rien n'a été fait à ce chapitre. Au cours de la dernière session de la 41^e législature, Jean Crowder a pourtant offert une excellente occasion d'aborder le problème des navires abandonnés. Nous avons besoin d'un leadership national dans ce dossier pour protéger l'environnement et assurer la sécurité des marins lorsque des navires s'échouent.

Dans ma circonscription comme dans l'ensemble du Canada, il faut que l'activité économique soit davantage en accord avec l'environnement.

Les petites entreprises sont au cœur de notre économie et ce sont des leaders naturels en matière d'innovation. Le discours du Trône était muet à leurs propos et il faut remédier à cette situation.

Dans ma circonscription, les exportations de grumes ont décuplé en 10 ans. Elles n'ont pas doublé, elles ont décuplé. Cela porte grandement atteinte à l'économie de Port Alberni et de l'île de Vancouver, de même qu'aux générations futures.

Le tiers des enfants de la vallée d'Alberni vivent dans la pauvreté. C'est une situation inacceptable pour tous les habitants de ma circonscription et pour tous les députés de la Chambre.

Nous avons la possibilité d'investir dans l'innovation. En Suède, on fabrique des pièces d'automobile en bois. Ce matin, une entreprise forestière a annoncé qu'il est possible de produire du biocarburant avec du bois. Voilà le genre d'innovation qu'il nous faut et que nous pouvons réaliser, mais pour le faire, il nous faut l'aide du gouvernement.

Nous avons la possibilité d'investir dans les secteurs émergents comme la technologie. Ce secteur est celui qui connaît la plus forte croissance en Colombie-Britannique.

Y a-t-il meilleur endroit pour l'enseignement supérieur que dans un environnement naturel comme celui de Courtenay—Alberni et de la côte Ouest?

Nous devons renforcer le rôle du ministère des Pêches et des Océans afin qu'il fasse son travail et qu'il reprenne son mandat de protéger le saumon sauvage. Il nous faut des gens sur le terrain pour aider au retour de notre saumon dans la région côtière de la Colombie-Britannique.

Nous avons besoin de soutien pour l'infrastructure, en particulier pour BC Ferries.

J'espère que la Chambre répondra à ces importants appels à l'action.

Au sujet des défis sociaux, comme j'ai commencé à le dire, un tiers des enfants de Port Alberni et de la vallée d'Alberni vivent dans la pauvreté. Les aînés d'Oceanside et du reste de la circonscription n'ont pas accès à des médecins. C'est inacceptable.

Pour revenir à la vallée Alberni, l'espérance de vie y est de quatre ans inférieure à la moyenne canadienne. Elle occupe le 40^e rang dans le monde, juste devant la République dominicaine. Nous avons du travail à faire. Des services de garde d'enfant abordables permettraient aux gens de Courtenay—Alberni d'améliorer vraiment leur sort.

Il nous faut une stratégie pour les personnes âgées. L'âge médian des personnes âgées de ma circonscription étant le plus avancé au pays, je suis bien placé pour observer les effets de l'absence d'une stratégie pour les personnes âgées et d'une stratégie pour la maladie d'Alzheimer et les autres formes de démence. Il est important que nous nous dotions d'une telle stratégie.

Nous devons aider davantage les gens ayant des problèmes de santé mentale et les anciens combattants. Tous les jours, des électeurs que nous avons rencontrés nous en ont parlé, de même que des conséquences de la faiblesse de l'économie sur nos jeunes et sur l'emploi parmi les jeunes. Nous devons nous assurer que les jeunes peuvent compter sur une économie capable de répondre à leurs besoins futurs, qu'ils sont en mesure de gagner leur vie et de trouver une habitation abordable.

Des possibilités intéressantes s'offrent à nous pour l'avenir, et je voudrais en parler un peu. Elles impliquent une collaboration avec les Premières Nations. Souvent, c'est dans les régions rurales que la richesse commence à se créer au pays, mais elle quitte par la suite ces régions. Nous devons partager la richesse avec les Autochtones et avec toutes les collectivités du pays.

Au cours des dernières années, la nation Nuu-chah-nulth a remporté une importante victoire à la Cour suprême du Canada, qui leur a reconnu le droit de pêcher et de vendre le produit de leur pêche. Cette décision leur a été favorable, mais le gouvernement a quand même refusé de négocier équitablement avec les Nuu-chah-nulth. J'invite le nouveau gouvernement à entreprendre des négociations équitables et raisonnables.

Je suis ravi de pouvoir apporter dans cette enceinte un message d'espoir, d'optimisme et d'amour en provenance de Courtenay—Alberni. J'espère que la Chambre épousera notre cause et que nous pourrions collaborer pour tâcher de résoudre ensemble les difficultés que rencontrent les gens dans les circonscriptions du pays, de manière à bâtir un Canada meilleur, plus dynamique et plus prospère.

L'Adresse

•(1010)

M. Robert-Falcon Ouellette (Winnipeg-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais entendre l'avis du député sur les pêcheries autochtones et sur les façons dont le partage accru des ressources naturelles que recèlent notre territoire commun pourrait bénéficier aux communautés autochtones, notamment en sortant les enfants de la pauvreté et en donnant aux parents la fierté de pouvoir subvenir comme il se doit aux besoins de leur famille.

M. Gord Johns: Monsieur le Président, en réponse à mon collègue de Winnipeg-Centre, je tiens à souligner l'importance de l'affaire judiciaire en question.

Pendant la campagne électorale, la chef de la Première Nation de Hesquiatic, April Charleson, a parlé des compressions appliquées par le gouvernement aux prestations de l'aide sociale et de l'aide au revenu. Comme on avait sabré dans les services de transport, ces gens ne pouvaient même plus rentrer chez eux. Ceux qui allaient faire leur marché devaient payer 250 \$ pour prendre un bateau-taxi entre Hesquiatic et Tofino. Par ailleurs, même si la cour leur avait donné gain de cause pour leur permettre de pêcher et de vendre les poissons qui se trouvaient à proximité de leurs villages, ils ne pouvaient même pas accéder à ces ressources.

Mon collègue a tout à fait raison. Voilà la solution. Nous avons l'occasion de nourrir la population de Hesquiatic, de nourrir les gens de nos collectivités. Nous pouvons permettre aux gens de se prendre en mains au lieu de trouver des moyens inefficaces de lutter contre la pauvreté. Nous pouvons saisir dès maintenant cette occasion historique, et j'espère que mon collègue se joindra à moi pour m'aider à atteindre cet objectif.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, je dirais que ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, a également été aux prises avec les difficultés causées par l'exportation de grumes. Nous en entendions parler tous les soirs pendant la campagne. Les gens sont préoccupés à l'idée de voir des grumes être chargées dans des navires à proximité de nos collectivités côtières tandis que celles-ci perdent des emplois. Je crois comprendre que 20 000 emplois de haute technologie à valeur ajoutée dans le domaine de la transformation du papier et du bois ont été perdus dans notre province depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, il y a 10 ans.

J'espère que le député peut en dire davantage sur l'effet de cette perte d'emplois sur sa collectivité.

•(1015)

M. Gord Johns: Monsieur le Président, j'ai un lien personnel avec le secteur forestier. En effet, mon arrière-grand-père était ouvrier à la fabrication du papier dans une usine d'Ocean Falls, une collectivité florissante de 4 000 personnes située sur la côte centrale de la Colombie-Britannique. À cette époque, des gens de cet endroit sont même devenus des nageurs olympiques. Par contre, aujourd'hui, cette collectivité ne compte plus que 75 personnes. Je ne veux pas que la même chose se produise à Port Alberni, ni dans aucune autre collectivité côtière d'ailleurs, plus particulièrement celles de ma circonscription.

Nous avons l'occasion d'investir dans l'innovation et la technologie. Pendant la campagne électorale, nous avons mentionné que le NPD avait consacré 40 millions de dollars au secteur forestier, précisément à cette fin.

J'espère que le gouvernement constatera les perspectives qui s'offrent dans le secteur forestier et verra là une occasion de garder des emplois en Colombie-Britannique, au Canada, au lieu d'envoyer nos grumes à l'extérieur du pays et d'exporter des emplois par la

même occasion. Tout cela a d'énormes répercussions sur nos collectivités.

Les indicateurs socioéconomiques de la vallée Alberni montrent peut-être un taux de chômage de 10 %, mais ce chiffre ne correspond pas au véritable taux. Dans cette région, le taux d'aide sociale est 253 % plus élevé que la moyenne de la Colombie-Britannique. Ce n'est pas acceptable. Nous devons faire mieux. Des possibilités s'offrent à nous. Nous avons une très belle occasion d'investir dans notre secteur forestier. Nous voulons que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique travaillent en collaboration pour modifier le cap dans le secteur forestier et faire en sorte que nos produits soient plus concurrentiels, pour que nous puissions nous démarquer sur les marchés mondiaux. Nous avons maintenant la possibilité de le faire.

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à dire que j'ai apprécié le discours très enflammé du député.

J'ai moi-même passé quelque temps dans la région de Comox-Campbell River, dans le secteur de l'aquaculture. Je connais non seulement la beauté de la région, mais aussi les défis auxquels elle est confrontée.

Je suis originaire de Saint John, au Nouveau-Brunswick. Comme je l'ai mentionné à la Chambre plus tôt cette semaine, ma ville a la triste distinction d'être celle où le taux de pauvreté des enfants est le plus élevé au Canada. À Saint John, ce taux est de 31 %. En tant que député libéral, je suis donc fier de savoir que l'Allocation canadienne pour enfants permettra de tirer 315 000 enfants canadiens de la pauvreté. Le député d'en face convient-il que l'Allocation canadienne pour enfants aura un effet très positif dans sa circonscription?

M. Gord Johns: Monsieur le Président, nous voyons bien sûr d'un très bon oeil l'idée d'aider financièrement les gens dans le besoin, particulièrement les parents et les enfants. Voici un exemple. J'ai frappé à la porte d'une résidente de Parksville. Elle s'appelait Karlin. Karlin m'a montré sa facture de garderie, une facture de 750 \$. Elle m'a montré son chèque de paie, un chèque de 750 \$. Karlin travaille à 10,72 \$ l'heure, un salaire insuffisant. La garderie coûte 15 \$ par jour; les travailleurs ont besoin d'un salaire suffisant pour assurer leur subsistance. Dans Courtenay—Alberni, ce salaire suffisant correspond à 17,22 \$ l'heure.

Le gouvernement doit prendre des mesures. Nous serions heureux que le député travaille à nos côtés afin de trouver des solutions à ces problèmes, et d'assurer à Karlin une vie meilleure et beaucoup moins difficile.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante.

Je propose donc:

Qu'un Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes soit formé pour examiner le rapport du Comité externe sur les options de réponse législative à *Cartier c. Canada*, ainsi que d'autres activités de consultation et études récentes pertinentes, consulter les Canadiens, les experts et les intervenants, et formuler des recommandations sur le cadre d'une réponse fédérale à l'aide médicale à mourir respectueuse de la Constitution, de la Charte canadienne des droits et libertés, et des priorités des Canadiens;

Que le Comité soit formé de cinq sénateurs et dix députés avec deux coprésidents, le coprésident agissant au nom de la Chambre représentant le parti ministériel et l'autre coprésident représentant l'opposition officielle au Sénat, et qu'un député additionnel du troisième parti soit désigné membre du Comité sans le droit de vote;

L'Adresse

Que les députés siégeant à ce Comité soient inscrits sur une liste que le whip de chaque parti déposera auprès du Greffier de la Chambre, dans les cinq jours de séance suivant l'adoption de cet ordre;

Que les modifications apportées à la représentation de la Chambre des communes au sein du Comité entrent en vigueur immédiatement après qu'un avis signé par le whip en chef d'un parti reconnu ait été déposé auprès du greffier du Comité;

Qu'il soit ordonné au Comité de mener de vastes consultations et d'examiner les démarches adoptées à l'égard de ces questions au Canada et dans les régimes gouvernementaux comparables;

Que le Comité ait le pouvoir de siéger durant les travaux de la Chambre et au cours des périodes d'ajournement;

Que le Comité ait le pouvoir de faire rapport de temps à autre, de convoquer des témoins, de demander le dépôt de documents et de dossiers, et de faire imprimer des documents et des témoignages dont le Comité peut ordonner l'impression;

Que le Comité ait le pouvoir de recourir aux services d'experts, notamment de conseillers juridiques, de professionnels, de techniciens et d'employés de bureau;

Que le quorum du Comité soit fixé à huit membres lorsqu'il y a prise d'un vote, d'une résolution ou d'une décision, à la condition que les deux Chambres et que tous les partis officiellement reconnus soient représentés et que les coprésidents soient autorisés à tenir réunion, à entendre des témoignages et à autoriser leur impression, à la condition que six membres du Comité soient présents et que les deux Chambres et que tous les partis officiellement reconnus soient représentés;

Que le Comité soit habilité à mettre sur pied, en se servant de ses propres membres, tous les sous-comités qu'il jugera utiles, et à déléguer à ces sous-comités tous ses pouvoirs, sauf celui de faire rapport au Sénat et à la Chambre des communes;

Que le Comité soit habilité à se déplacer d'un endroit à l'autre au Canada et à l'étranger;

Que le Comité soit habilité à autoriser la télédiffusion et la radiodiffusion de tous ses travaux;

Que le Comité dépose son rapport final au plus tard le 26 février 2016;

Qu'un message soit envoyé au Sénat le priant de se joindre à la Chambre pour les fins susmentionnées et de choisir, s'il le juge opportun, des sénateurs pour le représenter audit Comité mixte spécial.

● (1020)

[Français]

Le vice-président: L'honorable secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer cette motion?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

[Traduction]

Le vice-président: Le whip de l'opposition invoque le Règlement.

M. Gordon Brown: Monsieur le Président, il y a aussi eu consultations, et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre et de ses comités, avant de procéder à l'élection d'un président de comité, conformément à l'article 106(2) du Règlement, le greffier du comité demande à tous les candidats à la présidence de s'adresser une fois au comité, pendant au plus trois minutes. Quand le dernier candidat termine son discours, le greffier du comité procède immédiatement à l'élection d'un président.

Le vice-président: Le whip en chef de l'opposition a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer cette motion?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le vice-président: La motion n'est donc pas adoptée.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes invoque le Règlement.

M. Kevin Lamoureux: Il y a eu consultations entre les partis et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: Que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, le Comité permanent des finances puisse tenir des séances d'organisation le 11 décembre 2015; et que la composition dudit comité soit la suivante: Wayne Easter, Raj Grewal, Steven MacKinnon, Jennifer O'Connell, Robert-Falcon Ouellette, Francesco Sorbara, Lisa Raitt, Ron Liepert, Phil McColeman et Guy Caron; et que, durant son étude des délibérations conformément à l'article 83.1 du Règlement, le Comité permanent des finances, accompagné du personnel nécessaire, puisse voyager à travers le Canada et autoriser la diffusion de ses délibérations; et que, nonobstant les dispositions de l'article 83.1 du Règlement, le Comité permanent des finances soit autorisé à présenter son rapport sur les consultations prébudgétaires au plus tard le 5 février 2016.

● (1025)

[Français]

Le vice-président: L'honorable secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes a-t-il le consentement unanime pour proposer cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD): Monsieur le Président, puisqu'il s'agit de mon premier discours à la Chambre, j'aimerais prendre un instant pour remercier les gens d'Essex de m'avoir fait confiance en me donnant l'occasion de les servir pour les quatre prochaines années. Essex est une belle circonscription diversifiée, composée de petites localités telles que LaSalle, Amherstburg, Kingsville, Lakeshore, Essex, Harrow et de bien d'autres encore. Étant la voix des résidents d'Essex au Parlement, j'écouterai leurs préoccupations et je ferai connaître leurs priorités à Ottawa, où je les défendrai par tous les moyens. En tant que députée, j'adopterai une perspective positive et progressive. Je consulterai le vrai monde et je m'efforcerai de faire en sorte que tous les ordres de gouvernement travaillent ensemble dans l'intérêt d'Essex.

L'Adresse

À l'issue d'une campagne électorale aussi longue, je tiens à remercier tous les bénévoles extraordinaires qui ont contribué à me faire élire. Leur dévouement est une véritable source d'inspiration et il s'est avéré crucial.

J'aimerais remercier les membres de ma famille de leur appui inconditionnel, mon époux Germaine, nos fils Maxwell et Maliq, mes parents Tom et Linda, mon frère et ma soeur ainsi que ma famille élargie et mes amis.

Aujourd'hui, j'ai l'honneur de m'adresser à la Chambre pour débattre du discours du Trône du gouvernement. Pendant la campagne électorale, les libéraux ont promis beaucoup de choses aux Canadiens, et les attentes sont élevées maintenant qu'ils forment le gouvernement. Le discours du Trône était avare de détails, et j'espère seulement que ce n'est pas le signe que les libéraux n'ont pas l'intention d'honorer leurs promesses.

À titre de représentante de la circonscription d'Essex et de membre du caucus néo-démocrate, c'est-à-dire de l'opposition progressiste, je tâcherai d'obtenir du gouvernement qu'il rende compte de ses actes et le presserai pour qu'il tienne parole concernant l'augmentation des investissements dans les infrastructures, la bonification du régime public de pensions et la mise en oeuvre des réformes démocratiques.

L'une des grandes priorités du gouvernement est ce qu'il appelle l'allègement du fardeau fiscal de la classe moyenne. Or, dans les faits, près de 70 % des Canadiens, y compris ceux qui gagnent un revenu dit « moyen », n'obtiendront rien du tout. Le NPD souhaitait que l'on modifie les modalités de l'allègement proposé afin que 90 % des Canadiens en profitent, ce qui aurait contribué à réduire l'inégalité des revenus et à rendre notre régime fiscal un brin plus équitable. Malheureusement, les libéraux ont rejeté notre proposition.

J'espère que le gouvernement fera de la création d'emplois une vraie priorité. Il arrive trop souvent que les travailleurs doivent se tourner vers un emploi précaire à temps partiel parce que les bons emplois à temps plein disparaissent à un rythme alarmant. La circonscription que je représente, Essex, affiche un des plus hauts taux de chômage du Canada, et ceux qui font partie de la classe ouvrière ont terriblement souffert pendant le règne des conservateurs.

Les collectivités dépendent des emplois et des secteurs comme la fabrication, l'agriculture, les TI et la logistique. Dans ma région, les petites entreprises donnent beaucoup à nos collectivités. J'ai rencontré de nombreuses personnes dans la circonscription qui ont d'excellentes idées quant à la façon dont nous pouvons faire avancer notre région et favoriser la création d'emplois locaux de qualité. J'ai hâte de voir ce que nous pouvons accomplir ensemble.

J'ai été heureuse de constater que le discours du Trône réitérait l'engagement à investir dans les infrastructures. Bien qu'il ait offert peu de détails, j'ai bon espoir que nous aurons bientôt un plan pour débloquer les fonds. Ma circonscription, Essex, profitera à bien des égards de ces importants investissements dans les infrastructures. S'il y a plus de chemins de fer et que les routes sont mieux entretenues, les gens et les biens pourront circuler plus facilement, ce qui permettra la création de bons emplois et renforcera l'activité économique. C'est ce dont notre région a désespérément besoin.

Comme bon nombre d'entre vous le savent, on prévoit construire un deuxième pont et passage frontalier dans le corridor entre Windsor et Detroit. La construction du pont permettra d'accroître le commerce, qui est essentiel pour notre prospérité économique à long terme. Je félicite mon collègue le député de Windsor-Ouest, qui a milité pendant des années pour la construction de ce nouveau

passage et a travaillé fort pour faire avancer le dossier. Je me réjouis à l'idée de travailler avec lui et avec le gouvernement sur cette question et bien d'autres.

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à donner aux Canadiens une retraite plus sûre en travaillant avec les provinces et les territoires en vue d'améliorer le Régime de pensions du Canada. Après des années de tergiversations de la part des conservateurs, je me réjouis de cet engagement important.

Lorsque j'ai fait du porte-à-porte dans Essex, de nombreuses personnes m'ont dit qu'elles craignaient de ne pas être en mesure d'épargner suffisamment pour pouvoir un jour prendre leur retraite dans la dignité. Les gens travaillent d'arrache-pied toute leur vie et ils méritent une plus grande sécurité à la retraite.

En tant que députée néo-démocrate, j'appuierai les efforts visant à renforcer le RPC, à ramener à 65 ans l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse, à protéger les régimes de retraite privés et à sortir les aînés de la pauvreté en bonifiant le Supplément de revenu garanti.

Je dois également signaler certaines questions qui n'ont pas été abordées dans le discours du Trône.

En tant que porte-parole du NPD en matière de commerce international, je souhaite que le gouvernement fournisse plus de détails sur son plan de consultation des Canadiens au sujet du Partenariat transpacifique. Les conservateurs ont négocié cet accord derrière des portes closes à la toute fin de leur mandat. Nous savons tous que cet accord pourrait entraîner la perte de dizaines de milliers d'emplois au Canada. Les effets négatifs de cet accord se feraient tout particulièrement sentir dans ma circonscription, Essex, où beaucoup de gens travaillent dans les secteurs de l'automobile et de l'agriculture.

- (1030)

Comme travailleuse de l'automobile, j'ai été à même de constater l'incidence que les pertes d'emploi ont eue sur des familles et des collectivités entières. Quand j'ai commencé à travailler à la chaîne de montage de Ford, nous étions 6 700 employés. Vingt ans plus tard, il n'y en a plus que 1 500. Ces pertes sont désastreuses.

En 2008, j'ai été mise à pied. Je sais comment on se sent dans de telles circonstances. Je connais les conséquences d'une mise à pied pour la famille et les décisions qu'il faut prendre pour la vie et l'avenir. Un grand nombre de mes amis et collègues de travail ont dû faire des choix difficiles: par exemple, certains ont quitté leur famille pour travailler ailleurs, d'autres sont retournés aux études, comme moi.

L'incertitude économique et l'obligation de repartir à neuf sont malheureusement des réalités que connaissent de nombreux Canadiens aujourd'hui. Je comprends leur colère et leurs difficultés, pour les avoir moi-même éprouvées, et je m'engage auprès des travailleurs de ma circonscription, Essex, et de tout le Canada à être leur porte-parole au Parlement.

Compte tenu de tout ce qui est en jeu, les Canadiens méritent d'être écoutés. Au cours de la campagne électorale, les libéraux ont promis des consultations publiques, mais le discours du Trône est muet à ce chapitre et ne dit rien non plus de l'indemnisation des agriculteurs et des travailleurs de l'automobile, qui souffriront de cet accord.

L'Adresse

J'ai hâte de travailler avec la députée d'University—Rosedale au dossier du Partenariat transpacifique et à bien d'autres questions liées au commerce. Nous ne serons pas toujours d'accord, je le sais, mais j'ai bon espoir que nous saurons travailler dans un esprit de collaboration.

Je suis aussi impatiente de collaborer avec le député de LaSalle—Énard—Verdun en sa qualité de secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, ainsi qu'avec le député de Battlefords—Lloydminster, porte-parole conservateur en matière de commerce international. En ce qui concerne le Partenariat transpacifique, je suis convaincue que nous pouvons parvenir à un accord plus avantageux pour les Canadiens.

J'aimerais maintenant aborder un autre sujet. Dans le discours du Trône, il est question de mettre sur pied un nouvel accord sur la santé en collaboration avec les provinces et les territoires. Toutefois, le gouvernement ne s'engage pas à annuler les compressions que les conservateurs avaient annoncées dans le système de santé. L'annulation de ces compressions nous permettrait de consacrer des fonds à l'amélioration des soins pour les personnes âgées, de rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables en améliorant la couverture de l'assurance-médicaments et de faire en sorte qu'un plus grand nombre de Canadiens aient un médecin de famille.

Le discours du Trône ne prévoit pas, non plus, de plans de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités au Canada. Tout à l'heure, j'ai félicité le gouvernement de s'être engagé à améliorer le Régime de pensions du Canada. Les néo-démocrates estiment toutefois qu'il faudrait aussi faire beaucoup d'autres choses pour aider les personnes âgées à faible revenu, notamment bonifier le Supplément de revenu garanti et annuler les compressions touchant la Sécurité de la vieillesse que les conservateurs ont imposées.

Le taux de pauvreté chez les enfants est scandaleusement élevé au Canada, et le gouvernement fédéral devrait s'en soucier davantage. Je suis fière de faire partie d'un parti qui s'emploie à faire avancer cette cause depuis des décennies. En 1989, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité la motion de l'ancien chef néo-démocrate Ed Broadbent visant à éliminer la pauvreté chez les enfants au Canada, mais, depuis 25 ans, les gouvernements conservateurs et libéraux n'ont rien fait.

Aujourd'hui, on compte plus d'enfants pauvres qu'en 1989. Le NPD a proposé une nouvelle solution: éliminer l'échappatoire fiscale qui permet aux PDG d'éviter de payer de l'impôt sur les régimes d'options d'achat d'actions. Les recettes ainsi obtenues serviraient à bonifier la Prestation fiscale pour le revenu de travail et le Supplément de la prestation nationale pour enfants afin d'aider les familles à faible revenu.

Comme mon temps de parole est presque écoulé, je tiens à vous remercier, monsieur le Président, de m'avoir donné la parole aujourd'hui à la Chambre. À titre de députée d'Essex, je suis résolue à défendre les intérêts des gens de ma circonscription. Je me battraï pour qu'ils y aient de bons emplois et un meilleur système de santé, pour qu'on aide les gens qui travaillent fort à améliorer leur sort et pour que le Canada sorte davantage gagnant du Partenariat transpacifique.

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à profiter de l'occasion pour remercier la députée d'en face de son premier discours officiel à la Chambre. Je la remercie pour cet excellent discours empreint d'émotion au cours duquel elle a présenté des renseignements utiles.

Je tiens aussi à dire que bien des difficultés éprouvées dans la région de la députée seront manifestement aplanies à mesure que les

promesses libérales seront remplies au cours des quatre prochaines années, puisqu'il a aussi été question de ces problèmes dans le discours du Trône ou au cours de la campagne électorale.

La question que je pose à la députée concerne le Partenariat transpacifique, auquel le NPD était totalement opposé et dont il voulait se retirer. Dans son discours, la députée semblait dire que nous devrions aller de l'avant, en y apportant toutefois certains changements ou en procédant à des consultations. Je me réjouis d'entendre ces propos, mais j'aimerais savoir si le NPD estime maintenant que nous devons travailler en étroite collaboration pour conclure cet accord commercial.

• (1035)

Mme Tracey Ramsey: Monsieur le Président, je répondrai au député d'en face que ce que j'ai dit dans mon discours au sujet du PTP, c'est que les Canadiens s'attendent à que le gouvernement les renseigne sur ce dossier, comme il l'a promis.

Il est certain que nous participerons à toutes les discussions concernant le PTP, parce que c'est un accord commercial qui a d'importantes répercussions sur les travailleurs.

Les Canadiens et les habitants de ma circonscription, Essex, ne peuvent pas se permettre que notre économie et nos collectivités perdent des dizaines de milliers d'emplois bien rémunérés. Je suis impatiente de travailler avec le gouvernement pour demander des explications sur ce que contient le PTP, afin de déterminer s'il est avantageux pour les Canadiens.

Je le répète, j'invite les députés d'en face à informer les Canadiens sur ce dossier, tel que promis par leur gouvernement.

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de la députée. Je suis d'accord avec elle sur certains points, mais j'ai assurément des questions à poser relativement à certaines des solutions qu'elle a décrites.

En réponse à une question qui a été posée, je tiens à dire qu'il semble que le Parti libéral pense que les promesses donnent des résultats. Ce n'est pas le cas. Les actions donnent des résultats. Le gouvernement a montré, dans le discours du Trône, qu'il est fort sur les promesses et peu porté sur l'action.

Les mesures proposées pour alléger le fardeau fiscal de la classe moyenne et dont la députée a parlé dénotent une vision à très court terme, et les mesures que le gouvernement a proposées et même présentées à la Chambre ne profiteront pas à un grand nombre de citoyens. J'ai grandi dans un logement de l'État parmi des gens qui gagnent le moins dans la société. Ces gens-là ne demandaient pas qu'on leur fasse de cadeaux, mais qu'on les aide à s'en sortir.

Pour ce qui est de la création d'emplois dans le secteur manufacturier, il n'y a pas un mot à ce sujet dans le discours du Trône. Quelle est la position de la députée à cet égard et que proposerait le NPD pour que nous augmentions véritablement le nombre d'emplois manufacturiers en Ontario?

L'Adresse

Mme Tracey Ramsey: Monsieur le Président, je crois que le NPD a exprimé clairement son désir de doter le Canada d'une stratégie de l'automobile et d'une stratégie pour le secteur secondaire. Les emplois de ce secteur entraînent la création indirecte de nombreux autres emplois. C'est très bénéfique pour les circonscriptions concernées. Il nous faut une stratégie pour le secteur secondaire parce que ce dernier constitue une partie importante de notre PIB. Par conséquent, il faut que le gouvernement, en face, et les députés de l'opposition examinent sérieusement la possibilité de mettre en oeuvre une stratégie pour le secteur secondaire au Canada, de manière à conserver des emplois bien rémunérés dans l'intérêt de tous les Canadiens.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je voudrais d'abord féliciter ma collègue pour son premier discours aux Communes. Je la remercie de nous avoir entretenus de ses valeurs, de sa passion et des solides principes qu'elle met au service des gens d'Essex et du reste du Canada.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, l'âge médian de la population de Parksville, municipalité située dans ma circonscription, est de 58 ans. Lorsque je frappais aux portes de mes électeurs de Parksville, j'ai pu rencontrer des personnes âgées qui avaient dû s'approvisionner dans une banque alimentaire pour la première fois de leur vie. Une femme m'a dit avoir dû choisir entre manger et prendre ses médicaments. Elle n'a pas pu acheter ses médicaments.

Je voudrais que la députée nous en dise un peu plus sur sa proposition de régime d'assurance-médicaments et sur les moyens à prendre pour que cette femme n'ait pas à faire ce choix épouvantable.

Mme Tracey Ramsey: Monsieur le Président, j'ai entendu, moi aussi, les gens me raconter la même chose sur le pas de leur porte. Ils m'ont dit devoir faire des choix très difficiles parce qu'ils n'étaient pas certains d'avoir les moyens d'acheter leurs médicaments. Il ne s'agit pas simplement de savoir si une personne a les moyens de se procurer des médicaments qui lui sont nécessaires, mais aussi d'améliorer la santé des Canadiens en général. Si leur santé est bonne, la vitalité et la productivité de la société s'en trouveront améliorées. Les néo-démocrates sont résolument pour la création d'un régime d'assurance-médicaments au Canada.

• (1040)

M. Terry Sheehan (Sault Ste. Marie, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Labrador. Avant de commencer, je tiens à vous féliciter pour votre élection à la présidence et à féliciter tous les autres députés pour leur élection.

C'est un grand honneur et un privilège pour moi de prendre la parole pour la première fois dans cet endroit remarquable qu'est la Chambre des communes.

Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier tous mes partisans et bénévoles; je remercie tout spécialement mon épouse Lisa, mes deux enfants, Riley et Kate, mes parents, Mike et Linda, et les autres membres de ma famille et de ma belle-famille, ainsi que mes amis. Je les remercie tous.

Le 4 décembre dernier, j'ai été très heureux d'entendre le discours du Trône présenté par Son Excellence le gouverneur général, David Johnston. Le gouverneur général est une personne extrêmement intelligente et remarquable. C'était d'autant plus particulier pour moi de l'entendre lire ce discours qu'il est originaire du Nord de l'Ontario. Il est né à Sudbury, mais a grandi et étudié à Sault Ste. Marie.

Maintenant que le discours du Trône a été présenté, nous commençons à réaliser le vrai changement pour les habitants de Sault Ste. Marie et de notre grand pays. La circonscription de Sault

Ste. Marie est située au coeur de la région des Grands Lacs, le long de la Transcanadienne, près de la frontière du Michigan. Elle abrite divers groupes, dont les Premières Nations de Garden River et de Batchewana, ainsi que les localités de Goulais River, Heyden, Searchmont, Aweres, Prince Township et Sault Ste. Marie.

Elle est reconnue comme un endroit très chaleureux et accueillant. On y trouve le Collège Sault, l'Université Algoma, l'Institut forestier du Canada, la station de ski Searchmont, un grand nombre de beaux parcs provinciaux, et les Greyhounds de Sault Ste. Marie.

Depuis les élections du 19 octobre, j'ai eu l'occasion de rencontrer un certain nombre de leaders du monde des affaires, du milieu politique et du domaine communautaire à Sault Ste. Marie; l'optimisme et l'espoir sont de retour dans ma circonscription, et je crois que c'est aussi le cas dans l'ensemble du pays. D'ailleurs, hier, j'ai eu l'occasion de tenir ici même, à Ottawa, une rencontre avec le chef de la Première Nation de Garden River, Paul Syrette. Il était accompagné des conseillers Chris Solomon, Caroline Barry et Andy Rickard. Nous avons discuté d'un certain nombre de questions importantes pour Garden River, y compris les besoins en matière d'infrastructure, le développement économique et l'enquête sur les femmes et les filles autochtones assassinées ou disparues. C'était une excellente conversation, et j'ai hâte de collaborer avec eux au cours des quatre prochaines années dans le cadre d'une discussion de nation à nation qui inclura également la Première Nation de Batchewana et d'autres Premières Nations.

Cependant, la diversité de Sault Ste. Marie ne se trouve pas seulement dans sa population. On y trouve également diverses industries. La ville s'est autoproclamée capitale nord-américaine des énergies de rechange. Elle participe à une foule de projets énergétiques, notamment dans le secteur éolien, avec le parc éolien de Prince Township, dans le secteur de l'hydroélectricité, avec cinq centrales hydroélectriques qui génèrent un total de 203 mégawatts d'énergie renouvelable, ainsi que dans les secteurs de l'énergie solaire, de la cogénération et de la polymérisation inversée.

Pendant la campagne, le premier ministre s'est rendu dans ma circonscription pour réaffirmer l'engagement du gouvernement d'investir 200 millions de dollars de plus par année afin de créer des stratégies sectorielles axées sur l'innovation et les technologies propres dans le secteur forestier, les pêches, le secteur minier, le secteur de l'énergie et le secteur agricole.

C'est pour cette raison que j'ai été enchanté d'entendre dans le discours du Trône que le gouvernement continuerait de respecter cette promesse. La protection de l'environnement et la croissance économique ne sont pas des objectifs incompatibles, et il est temps que le gouvernement les considère comme tels.

Il est maintenant plus important que jamais de diversifier l'économie, tant à Sault Ste. Marie qu'ailleurs au Canada. L'économie de Sault Ste. Marie repose principalement sur l'industrie sidérurgique. Essar Steel Algoma et Tenaris Algoma Tubes sont deux des plus grands employeurs de ma circonscription. Pour bien situer les choses, soulignons qu'il ne reste plus que trois aciéries entièrement intégrées au Canada, dont Essar Steel Algoma, et que, chaque année, celle-ci ajoute 1,2 milliard de dollars au PIB du Canada. Elle offre aussi 2 800 emplois directs et plus de 5 000 emplois indirects.

Recours au Règlement

•(1045)

Sault Ste. Marie s'est bâtie grâce à l'industrie sidérurgique et, puisque je représente ma collectivité ici, à Ottawa, je dois veiller à ce que le gouvernement fasse tout ce qui est en son pouvoir pour protéger cette industrie et maintenir sa croissance. Ce ne sera pas une mince affaire. En effet, comme beaucoup d'autres industries, celle de l'acier est aux prises avec des difficultés économiques après avoir été négligée pendant une décennie. En fait, peu après mon élection à la Chambre, Essar Steel Algoma s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et a entrepris une restructuration. Tenaris, l'un des principaux fournisseurs de tubes et de services connexes pour l'industrie de l'énergie, a mis à pied des centaines d'employés qui habitent dans ma circonscription. L'industrie sidérurgique de Sault Ste. Marie, comme celle d'autres régions du pays, se heurte à de nombreuses difficultés. Elle souhaite que les gouvernements, y compris le gouvernement fédéral, jettent un regard critique sur la situation et collaborent avec les producteurs et les autres intéressés pour trouver des solutions adéquates.

Pour ces raisons, je suis ravi que le gouvernement se soit engagé à faire des investissements sans précédent dans l'infrastructure, comme il l'a promis pendant la campagne électorale. Ces investissements stimuleront l'économie, à l'échelle tant nationale que locale, notamment à Sault Ste. Marie.

Après quatre mandats à titre de conseiller municipal, je sais que les municipalités canadiennes sont aux prises avec d'importants problèmes d'infrastructures. Elles ont besoin d'un soutien fédéral accru après avoir été négligées pendant des années. Les infrastructures tombent en ruines. Ces investissements d'envergure historique dans le transport en commun, les infrastructures sociales et les infrastructures vertes régleraient une grande partie des problèmes. Ils procureraient de l'emploi aux Canadiens et rendraient nos villes et nos résidences plus sûres. Autre point positif, les projets d'infrastructure requièrent de l'acier, un matériau produit dans ma circonscription.

Par ailleurs, dans toutes les circonscriptions du pays, des gens ont du mal à joindre les deux bouts et à trouver les fonds nécessaires pour prendre soin de leurs enfants et épargner pour l'avenir. C'est aussi le cas à Sault Ste. Marie. Le gouvernement s'est engagé à créer une prestation pour enfants bonifiée et exempte d'impôts, qui permettra de tirer 315 000 enfants de la pauvreté, une mesure cruciale. Le gouvernement a aussi montré, mercredi, qu'il renforcerait la classe moyenne grâce à une réduction d'impôts qui profitera chaque année à quelque neuf millions de Canadiens. Ce ne sont là que quelques aspects du plan qui apportera aux Canadiens un réel changement.

Le gouvernement investit dans l'avenir des enfants et voit à ce que les familles disposent de plus d'argent pour épargner, investir et stimuler l'économie. C'est connu: quand les Canadiens de la classe moyenne prospèrent, ils dépensent leur argent localement. Ils ont ainsi un effet positif sur les entreprises locales, qui, à leur tour, contribuent à la vigueur de l'économie et créent de l'emploi.

À Sault Ste. Marie, nous souhaitons que les gens de la classe moyenne prospèrent, mais nous voulons également venir en aide aux gens qui ont du mal à joindre les deux bouts ou ceux que la chance a abandonnés. Le gouvernement actuel s'est engagé à créer des emplois au moyen d'investissements dans les infrastructures, mais il compte aussi, comme cela a été mentionné dans le discours du Trône, renforcer le régime d'assurance-emploi. Nous veillerons à ce que ce régime soit au service de l'économie et des Canadiens. Ayant

moi-même déployé de grands efforts dans ma collectivité pour assurer la réussite économique de tout un chacun, je suis particulièrement fier de cette mesure. Les gens de Sault Ste. Marie et partout au Canada ont besoin d'un filet de sécurité sociale pour les aider à traverser les périodes difficiles, et un régime d'assurance-emploi efficace est un pas dans la bonne direction.

Je suis également fier du fait que le gouvernement collaborera avec les provinces et les territoires sur un certain nombre d'initiatives, notamment pour assurer une plus grande sécurité du revenu lorsque les gens prennent leur retraite, pour réduire les frais d'études postsecondaires, pour élaborer un nouvel accord en matière de santé et pour réduire la pollution causée par le carbone. Bref, les Canadiens réussissent mieux lorsque les gouvernements collaborent.

Il nous faut investir dans notre pays, dans les Canadiens et dans les industries qui assureront un soutien durable pour les générations à venir. C'est ce que le gouvernement actuel s'est engagé à faire, et le discours du Trône en est la preuve.

Une fois de plus, je tiens à remercier les habitants de Sault Ste. Marie de m'avoir élu. Je suis impatient de collaborer avec tous les députés afin d'améliorer l'économie, tout particulièrement en veillant à la réussite de l'industrie sidérurgique au Canada. Il est grand temps d'élever le débat sur l'importance de l'industrie sidérurgique au Canada, et je me réjouis à l'idée de collaborer avec tous les députés.

Le Président: Nous avons un recours au Règlement. Le député de Carleton a la parole.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (B) 2015-2016

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, hier, la Chambre a adopté le projet de loi C-3, Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2016. Comme le veut l'usage, je me suis levé au cours de la séance du comité plénier pour poser une question au président du Conseil du Trésor. Je lui ai demandé s'il pouvait confirmer que le projet de loi était présenté sous sa forme habituelle, ce à quoi le président du Conseil du Trésor a répondu: « Le projet de loi a, en effet, été présenté sous la même forme que ceux adoptés au cours de la période antérieure d'octroi de crédits. »

Or, après avoir vérifié dans les Journaux ce matin, j'ai constaté que le projet de loi adopté par la Chambre des communes ne renferme pas les annexes contenant les montants prévus par le Budget supplémentaire des dépenses. Il semble donc que nous n'avons pas réellement octroyé de crédits à Sa Majesté pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars parce que le projet de loi présenté était incomplet, étant donné qu'il ne contenait pas les annexes précisant l'autorisation que doit donner la Chambre.

Depuis la Magna Carta, la Couronne ne peut plus dépenser ce que le peuple n'a pas approuvé par l'entremise de ceux qu'ils ont élus à la Chambre des communes. Il s'agit probablement du principe le plus fondamental des finances publiques. Donc, si l'information sur les dépenses n'est pas incluse comme il se doit dans la loi qu'adopte la Chambre, le gouvernement du Canada n'a pas l'autorisation de dépenser l'argent dans ses coffres. C'était le premier point.

Déclarations de députés

Le second, maintenant. Le président du Conseil du Trésor s'est donné beaucoup de peine pour m'annoncer qu'il allait me « surprendre » en répondant pour vrai à ma question. Si je dois admettre qu'il m'a effectivement surpris en faisant ce qu'il avait dit qu'il ferait, il me surprend encore aujourd'hui, puisque je constate que sa réponse était incorrecte. J'ai consulté le dernier projet de loi de crédits adopté par la Chambre des communes, et l'annexe en question y était bel et bien jointe. Or, voilà qui contredit le président du Conseil du Trésor, puisque celui-ci a affirmé que le projet de loi adopté hier était identique à celui adopté à la dernière période des crédits. Nous savons aujourd'hui que c'est inexact et que le président du Conseil du Trésor a induit la Chambre en erreur.

Nous sommes de toute évidence devant un dilemme, puisque l'annexe en question n'a pas été adoptée par la Chambre, et je dois admettre que je n'en connais pas la solution. Mes obligations en tant que député me commandaient néanmoins de le porter à votre attention, monsieur le Président, et à celle de la Chambre.

● (1050)

Le Président: Je remercie le député de Carleton d'avoir porté la question à mon attention. La parole est au secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre au sujet du même recours au Règlement.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir porté, de bonne foi, cette question à l'attention de la Chambre. J'aimerais lui répondre brièvement.

Je prends la parole pour répondre au recours au Règlement du député concernant les propos tenus par le président du Conseil du Trésor en comité plénier hier soir au sujet de la forme du projet de loi. Je tiens à informer la Chambre qu'il y a effectivement eu une erreur administrative dans la version imprimée du projet de loi dont la Chambre est saisie. Le projet de loi ne contenait pas les annexes qui se trouvent habituellement dans ce genre de projet de loi.

Je fais appel à la compréhension des députés, et je m'excuse sincèrement de cette erreur et de la confusion qu'elle a pu causer aux députés et aux membres du personnel.

[Français]

Le Président: À ce sujet, je désire informer la Chambre qu'une série d'erreurs administratives se sont produites relativement au projet de loi C-3, Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2016.

[Traduction]

En raison de ces erreurs administratives, la copie du projet de loi distribuée au début de la séance d'hier ne contenait pas l'annexe qui indique habituellement comment le montant global prévu dans le Budget supplémentaire des dépenses est réparti entre les divers crédits. Comme le veut la coutume, la Chambre a étudié et approuvé le Budget supplémentaire des dépenses, puis le projet de loi de crédits découlant de ce budget.

J'ai demandé au greffier par intérim et à ses fonctionnaires de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'autre endroit reçoive un exemplaire corrigé du projet de loi C-3, qui reflète réellement la volonté de la Chambre.

[Français]

Je remercie les honorables députés de leur attention.

● (1055)

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, le député de Sault Ste. Marie et moi-même avons tous deux été conseiller municipal par le passé — lui, quatre mandats durant, et moi trois. C'est pourquoi nous remarquons nettement les problèmes d'infrastructure qui accablent les municipalités de notre grand pays.

Il a notamment été question, depuis les élections, de l'absence de plan libéral en matière d'infrastructure. Tel qu'annoncé, beaucoup d'argent a été envoyé aux pays en développement, plus de 2,65 milliards de dollars, mais aucune somme n'a été annoncée pour les localités canadiennes.

Le député pourrait-il nous exposer le plan libéral en matière d'infrastructure, compte tenu du fait que notre gouvernement conservateur a annoncé le programme de dépenses en infrastructure le plus important depuis longtemps?

M. Terry Sheehan: Monsieur le Président, mon ancien rôle de conseiller municipal m'a appris l'importance de l'infrastructure. C'est pourquoi il m'a tant fait plaisir que notre parti annonce, durant la campagne, un programme de dépenses historique qui doublerait l'investissement dans les transports en commun, les infrastructures sociales dont on a tant besoin et les infrastructures vertes, le portant à 125 milliards de dollars. Ce sont des investissements nécessaires.

Les infrastructures municipales de l'ensemble du pays s'écroulent; c'est à cause de ce déficit d'infrastructure qu'il est si important de doubler notre engagement financier. Ce sera un plaisir insigne pour moi de rencontrer toutes les personnes intéressées pour apprendre quelles sont leurs priorités et commencer à nous y attaquer. Le transport en commun est important dans les villes. La Première Nation de Garden River, avec laquelle je me suis entretenu, a cerné un certain nombre de priorités.

C'est un investissement historique. C'est extraordinaire. Il nous aidera énormément, non seulement à combler le déficit d'infrastructure, mais aussi à créer les emplois dont on a tant besoin et à renforcer les secteurs de la construction et de l'acier.

Le Président: Comme il est 11 heures, je désire informer la Chambre qu'il restera trois minutes pour les questions et observations après la période des questions.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LA JOURNÉE NATIONALE DE LA PROMOTION DE L'INDÉPENDANCE DU PEUPLE QUÉBÉCOIS

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je suis fier d'annoncer ici, à la Chambre, que ce dimanche 13 décembre, de 11 heures à 15 heures, des centaines de Québécoises et de Québécois de toutes les régions seront sur le terrain pour participer à la journée nationale de la promotion de l'indépendance du peuple québécois.

Déclarations de députés

Tel que le rappelait le premier ministre mercredi dernier, la population québécoise n'a pas été consultée lors du rapatriement constitutionnel de 1982. Depuis, le Québec est régi par des lois auxquelles il n'a jamais consenti.

J'aimerais lui rappeler que le Québec a le droit à son auto-détermination, comme n'importe quel autre peuple. L'indépendance du Québec sera payante économiquement pour notre nation. C'est ce que nous comptons expliquer aux Québécois ce dimanche.

J'en profite également pour inviter tous les distingués députés de la Chambre à se joindre à nous s'ils souhaitent participer.

* * *

[Traduction]

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE

M. Seamus O'Regan (St. John's South—Mount Pearl, Lib.): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre en tant que député de St. John's South—Mount Pearl, et mon premier devoir et désir consiste à remercier ma famille aimante, mes amis fidèles, mes bénévoles dévoués et les gens de la circonscription qui m'ont fait confiance. Je promets de les servir tous honorablement et rigoureusement.

Le gouvernement a agi rapidement dans les premiers jours qui ont suivi son arrivée au pouvoir au sujet d'une question d'une importance cruciale pour les gens de ma circonscription en annonçant la réouverture du centre auxiliaire de sauvetage maritime de St. John's, fermé il y a trois ans.

Je remercie le ministre Tootoo et mes collègues d'avoir fait de l'excellent travail pour défendre ce dossier.

Le centre fournit une capacité d'opérations de recherche et de sauvetage névralgique sur plus de 900 000 kilomètres carrés d'océan. Il protège ceux qui gagnent leur pain en mer, notamment les pêcheurs et les nombreuses personnes qui travaillent à exploiter notre abondant pétrole extracôtier. Ces travailleurs font la navette à bord d'hélicoptères. Ce faisant, ils survolent la colline Signal Hill, le détroit, la baie Bulls et la baie Witless.

J'invite les députés à venir visiter ma belle circonscription. Comme le disent nos célèbres publicités touristiques...

Le Président: Je tiens à rappeler à tous les députés qu'il faut désigner les autres députés par leur titre. Je suis convaincu que le député voulait parler du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, et c'est là le titre qu'il voudra employer.

Il importe également que les adjoints des députés en prennent bonne note pour que, lorsqu'ils aident les députés à préparer leurs déclarations ou leurs questions, ces dernières désignent les personnes par leur titre et non leur nom.

Le député de Red Deer—Mountain View a la parole.

* * *

• (1100)

RED DEER—MOUNTAIN VIEW

M. Earl Dreesen (Red Deer—Mountain View, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour remercier les électeurs de ma belle circonscription, Red Deer—Mountain View, de m'avoir réélu à la Chambre des communes. Je suis fier de continuer de représenter Red Deer et son comté, en plus du comté de Mountain View et des belles collectivités d'Olds, de Carstairs, de Didsbury, de Sundre et de Cremona.

Red Deer—Mountain View est un élément important de l'économie du centre de l'Alberta. Notre circonscription dépend de l'agriculture, du développement des ressources naturelles et de la fabrication. Au cours des dernières années, nous avons été confrontés à de nombreux enjeux, notamment le faible prix du pétrole et les arriérés dans le transport du grain. C'est pourquoi l'absence de l'agriculture et des ressources naturelles dans le discours du Trône du gouvernement m'a beaucoup inquiété.

Comme ces enjeux ont une incidence directe sur notre région, mais ne semblent pas attirer l'attention des libéraux, je me suis engagé à faire de ces secteurs une priorité. Il est important que le gouvernement respecte le centre de l'Alberta et ne l'oublie pas, comme il ne doit pas oublier les milliers de Canadiens qui dépendent du secteur de l'agriculture ou de l'énergie pour mettre du pain sur la table de leur famille.

* * *

[Français]

RIVIÈRE-DES-MILLE-ÎLES

Mme Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour la première fois dans cette enceinte de la démocratie. Je me sens privilégiée de pouvoir porter la voix des citoyens de ma circonscription. À mes électeurs, bénévoles et ma famille, merci infiniment!

Je profite également de ce temps de parole pour souhaiter à tous mes collègues mes plus sincères voeux pour le temps des Fêtes, un joyeux Noël et une bonne année 2016.

Rivière-des-Mille-Îles est une circonscription qui a la chance d'avoir plusieurs entreprises innovantes, notamment dans le domaine du transport. Prochainement, j'aurai la chance de visiter l'entreprise Nova Bus, basée à Saint-Eustache, qui oeuvre dans le domaine du transport collectif depuis 1993.

Depuis maintenant plusieurs années, cette entreprise démontre son leadership en matière de transport en commun électrifié. C'est le cas notamment de leur modèle d'autobus hybride utilisant une source électrique.

Je souhaite donc souligner l'apport de Nova Bus à sa collectivité ainsi que son engagement à améliorer les processus en matière d'empreinte écologique.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD): Monsieur le Président, cette semaine, j'ai demandé au gouvernement de divulguer les détails de l'entente secrète conclue entre le gouvernement précédent et la société U.S. Steel. Cette entente met en péril les pensions et les prestations de maladie de 20 000 travailleurs et retraités. Après avoir approuvé sans discussion la prise de contrôle de Stelco, les conservateurs n'ont pas défendu les emplois des résidents d'Hamilton en signant un accord ayant causé la perte de milliers d'emplois, compromis les pensions et entraîné l'annulation des prestations de maladie.

À Hamilton, pendant la campagne électorale, les candidats libéraux ont vivement critiqué le gouvernement précédent pour avoir gardé secrets les détails de l'accord. En réponse à ma question, le ministre a fait savoir clairement que le gouvernement n'avait pas l'intention de divulguer les détails de l'entente, comme le demandent pourtant les travailleurs, les retraités, les Métallurgistes unis et tous les députés néo-démocrates fédéraux et provinciaux qui représentent des circonscriptions situées à Hamilton.

Le gouvernement doit agir maintenant et divulguer les détails de l'entente secrète. La société U.S. Steel doit être tenue responsable de toutes les obligations prévues dans cette entente et veiller à ce que les 20 000 travailleurs et retraités vulnérables soient protégés. C'est le moins que le gouvernement puisse faire.

* * *

[Français]

ACADIE—BATHURST

M. Serge Cormier (Acadie—Bathurst, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole aujourd'hui, à la Chambre des communes, pour la première fois, en tant que député de la circonscription d'Acadie—Bathurst au Nouveau-Brunswick.

[Traduction]

Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, monsieur le Président, de votre nouveau rôle en tant que Président de la Chambre et à féliciter tous les députés de leur récente élection.

[Français]

Je veux également remercier du fond du coeur les électrices et les électeurs d'Acadie—Bathurst de leur confiance à mon égard. C'est un honneur pour moi de les représenter ici à Ottawa.

[Traduction]

Depuis quelques années, la circonscription d'Acadie—Bathurst connaît des moments difficiles sur les plans économique, social et culturel.

[Français]

Notre plan va faire en sorte que des jours meilleurs soient devant nous et il va nous aider à rebâtir la circonscription d'Acadie—Bathurst à tous les niveaux. Je suis fier de vivre dans une circonscription où les communautés francophones, anglophones, ainsi que la Première Nation Pabineau partagent le territoire et collaborent entre elles pour faire croître notre économie.

* * *

[Traduction]

LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier les gens d'Oshawa de m'avoir encore confié le mandat, pour la cinquième fois, de les représenter à la Chambre. J'en suis honoré et touché.

L'industrie de l'automobile est très présente dans la circonscription d'Oshawa. Je suis fier que le gouvernement conservateur ait investi dans cette industrie après la récession économique de 2008 et 2009 et qu'il ait ainsi contribué à éviter des pertes d'emplois au Canada. Mais la situation a changé. Les libéraux sont de retour.

Dans le discours du Trône, on constate que le nouveau gouvernement libéral a laissé tomber l'industrie de l'automobile et les gens des circonscriptions comme Oshawa. Il a choisi de faire fi des difficultés que pose la concurrence dans Oshawa en raison du coût élevé de l'énergie et de la main-d'oeuvre, dont les libéraux de

Déclarations de députés

l'Ontario, les cousins des libéraux fédéraux, sont responsables. Comme si ce n'était pas assez, les libéraux fédéraux semblent résolus à mettre en oeuvre, dans l'ensemble du Canada, leurs politiques fiscales inefficaces relativement à l'énergie et aux charges sociales. Ces politiques ont anéanti la compétitivité de l'Ontario par rapport aux États du Nord des États-Unis.

Je prie les députés d'unir leurs efforts pour créer des politiques qui favorisent la création d'emplois dans l'industrie de l'automobile. C'est ce qu'il faut faire au lieu de faire disparaître des emplois en créant des taxes sur le carbone et en augmentant les charges sociales.

* * *

●(1105)

[Français]

FREDERICTON

M. Matt DeCoursey (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de me lever à la Chambre aujourd'hui en tant que représentant des bons citoyens de Fredericton, Oromocto, New Maryland et la région de Grand Lake. Je vais travailler avec ardeur pour gagner la confiance de ces gens chaque jour.

La possibilité d'aider d'une façon aussi privilégiée à diriger le cours de notre grand pays et de fournir une voix forte à ma région est non seulement un véritable honneur, mais aussi la réalisation d'un rêve pour ce jeune gars de Freddy Beach.

J'aimerais aussi remercier toutes les personnes qui ont travaillé fort lors de ma campagne électorale. Leur intelligence et leur prévoyance ont grandement aidé à ce que je sois élu. Comme tous les députés ici sont au courant, cela prend la détermination et la passion incroyable d'une équipe pour avoir du succès lors d'une campagne électorale.

* * *

[Traduction]

CLOVERDALE—LANGLEY CITY

M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que j'interviens à la Chambre et que je suis le premier député de Cloverdale—Langley City, j'en profite pour remercier de leur soutien ma famille et les résidents de ma circonscription. Je tiens également à souligner que ma circonscription fait partie du territoire traditionnel du peuple salish de la côte.

Ces 32 dernières années, j'ai servi le pays comme fonctionnaire à Parcs Canada, ce qui m'a amené à vivre et à travailler dans de nombreuses régions du Canada. Mes nouvelles fonctions de député sont un prolongement de ma longue carrière à la fonction publique fédérale.

À l'heure actuelle, les trois principales difficultés auxquelles se heurtent les familles de Cloverdale—Langley City sont le coût de la vie élevé dans le Grand Vancouver et la stagnation des revenus, les sérieuses lacunes du transport en commun dans la région au sud du Fraser, dans le Grand Vancouver, ainsi que la pauvreté, l'itinérance, les toxicomanies et la criminalité.

Je suis heureux que le plan du gouvernement pour apporter un vrai changement porte directement sur les questions qui touchent mes électeurs. J'ai hâte de me pencher sur les préoccupations de ma circonscription à la Chambre et de travailler avec tous les députés à améliorer nos collectivités et notre pays.

*Déclarations de députés***HARRY PRATT**

M. Gordon Brown (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je fais une déclaration à la Chambre en cette 42^e législature, je vais commencer par féliciter tous les députés, élus et réélus.

Je remercie également mes chers concitoyens de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes de m'avoir choisi une cinquième fois pour les représenter. Je suis touché et honoré par la confiance qu'ils me témoignent et leurs attentes.

Sur une note moins gaie, j'ai été attristé cette semaine d'apprendre le décès de mon ami Harry Pratt, de Kemptville, dans ma circonscription. Harry, qui était courtier immobilier, travaillait sans relâche pour sa collectivité, siégeant à de nombreux conseils d'administration et dans de multiples organismes. On le surnommait le plus grand meneur de claqué en ville.

Il a été hospitalisé pour un cancer du pancréas. Samedi dernier, ses amis et sa famille ont transformé la cafétéria de l'hôpital en chapelle pour que Harry puisse assister au mariage de sa fille.

Harry est décédé dimanche après-midi à l'âge de 68 ans.

Nos pensées et nos prières accompagnent son épouse, Sheila, et sa famille.

* * *

JULIA TURNER

M. Vance Badawey (Niagara-Centre, Lib.): Monsieur le Président, mardi prochain, le 15 décembre, les équipes midgets du hockey mineur de Welland et des gens de tout Niagara-Centre seront vêtus de violet pour rendre hommage à Julia Turner. Julia a tragiquement perdu sa bataille contre le cancer à 15 ans. Elle était une grande amatrice de hockey et, chaque année, ses amis se réunissent à l'occasion de la Soirée du hockey Julia Turner, tenue à Welland en sa mémoire.

Julia était déterminée à aider les personnes moins fortunées de sa collectivité. Pour honorer sa mémoire et son travail, on demande à tous les participants de l'événement d'apporter des denrées alimentaires non périssables qui seront remises à l'organisme The Hope Centre à Welland, en Ontario.

Je tiens à remercier les organisateurs de la Soirée du hockey Julia Turner à Welland, surtout sa famille et ses amis, de l'hommage sincère qu'ils rendent à cette jeune femme remarquable.

Dans l'esprit du dévouement de Julia à l'égard des gens dans le besoin de sa collectivité, je demande à tous les députés de la Chambre, à toute la collectivité et à tous les Canadiens d'avoir une pensée pour les moins fortunés à l'approche de la période des Fêtes et à soutenir leur banque alimentaire locale.

* * *

• (1110)

JAMES CHAPLIN

M. Bryan May (Cambridge, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole aux Communes, je voudrais remercier les gens de Cambridge, North Dumfries et North Brant de m'avoir accordé leur confiance en me choisissant pour les représenter.

Je voudrais aujourd'hui rendre un dernier hommage à James Chaplin, un homme qui a changé le cours de nombreuses vies à Cambridge, y compris la mienne, au fil de mes années passées au YMCA.

Jim a consacré 57 années de son existence à la tête de Canadian General Tower, où il a occupé les postes de président, président du conseil d'administration et PDG. Il a fait partie également du conseil municipal de Galt. Mais, dans notre circonscription, les gens connaissaient Jim Chaplin avant tout pour les nombreuses causes importantes qu'il parrainait et appuyait. C'était un ardent défenseur du Chaplin Family YMCA, qui porte son nom, ainsi que du refuge The Bridges.

Je n'arriverai jamais, en une seule minute, à dresser un portrait détaillé de lui illustrant son dévouement, son sens du devoir et sa passion pour sa famille et sa collectivité.

Je remercie Jim d'avoir vécu une vie aussi exceptionnelle. Nos pensées et nos prières l'accompagnent, ainsi que sa famille.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, la Chambre des communes a repris ses travaux il y a à peine une semaine, et déjà, les lutins du père Noël peuvent constater qui est vilain et qui est sage. Compte tenu de leurs promesses non tenues au sujet des déficits, des réfugiés, de la transparence et de la réforme du Sénat, nos collègues libéraux doivent s'inquiéter des émissions de carbone qui seront produites par le morceau de charbon qu'ils trouveront dans leurs bas de Noël.

Sur une note plus sérieuse, les Canadiens sont déçus que les libéraux s'entêtent à vouloir faire marche arrière au lieu d'intensifier les efforts dans la lutte contre les terroristes brutaux du groupe État islamique. Ils devraient écouter l'opinion de gens comme les députés libéraux de Fleetwood—Port Kells et de Kelowna—Lake Country, qui ont tous deux déclaré judicieusement, durant la campagne électorale, que la poursuite des frappes aériennes était un élément clé d'une approche équilibrée. Pourquoi le gouvernement, au lieu d'écouter ses propres députés, les a-t-il forcés à voter contre leurs croyances sur une question aussi importante pour des millions de victimes du régime brutal du groupe État islamique?

Les Canadiens n'abandonnent pas; il n'y a que les libéraux, au Canada, qui reculent devant le groupe État islamique.

* * *

LE PARTI LIBÉRAL DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

M. Scott Simms (Coast of Bays—Central—Notre Dame, Lib.): Monsieur le Président, la semaine prochaine sera spéciale pour Terre-Neuve-et-Labrador. Un certain Dwight Ball, que je connais depuis de nombreuses années, comme bon nombre d'entre nous, sera assermenté la semaine prochaine, devenant ainsi le prochain premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador. Il y a longtemps que nous attendons ce moment.

Dwight est un homme bienveillant qui sait faire preuve d'empathie envers tous les citoyens de Terre-Neuve-et-Labrador. C'est assurément un excellent député de l'Assemblée législative, et il sera désormais notre prochain premier ministre.

J'aimerais féliciter plus particulièrement les nouveaux députés de l'Assemblée législative qui se trouvent dans ma circonscription: Brian Warr, député de Baie Verte-Green Bay; Al Hawkins, député de Grand Falls-Windsor-Buchans; Jerry Dean, député d'Exploits; Derek Bennett, député de Lewisporte-Twillingate; Tracey Perry, députée de Fortune Bay-Cape La Hune; John Haggie, député de Gander; et Derrick Bragg, député de Fogo Island-Cape Freels.

Je félicite le Parti libéral de Terre-Neuve-et-Labrador. Nous avons hâte de...

Questions orales

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. La députée d'Essex a la parole.

* * *

L'AGRICULTURE

Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD): Monsieur le Président, je tiens à remercier les gens d'Essex de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir élue pour les représenter à Ottawa. Je vais travailler d'arrache-pied jour après jour pour défendre avec vigueur leurs priorités.

À Essex, les fermes familiales sont très nombreuses, et elles jouent un rôle essentiel dans la prospérité de l'économie locale. Un trop grand nombre de fermes familiales ont cessé leurs activités au cours de la dernière décennie à Essex, mais malgré les difficultés auxquelles les agriculteurs se heurtent, ils adoptent quand même des pratiques durables sur le plan environnemental et des méthodes de conservation progressistes.

Je tiens à souligner tout particulièrement le travail accompli par Don et Neil Huber, des gens qui, comme de nombreux autres agriculteurs de ma collectivité, sont des précurseurs et adoptent des pratiques agricoles novatrices. En pratiquant la culture sans labour et l'ensemencement par hélicoptère, ils protègent l'environnement, réduisent l'érosion du sol et améliorent la qualité de l'eau.

Le rôle des agriculteurs ne se résume pas seulement à produire de la nourriture. En effet, ils jouent aussi le rôle de propriétaire de petite entreprise, d'employeur, de comptable, de mécanicien et de climatologue. Ils subviennent à leurs besoins avec une très maigre marge de profit, et ils travaillent bien plus que 40 heures par semaine.

Je tiens à remercier Don et Neil Huber, de même que tous les agriculteurs de ma circonscription et des autres régions du Canada, qui ne se contentent pas de nourrir leur famille et leurs voisins; ce sont de véritables artistes dans leur « champ » de compétence.

* * *

LE 18^E PREMIER MINISTRE DU CANADA

L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, c'est un grand honneur de prendre la parole aujourd'hui pour rendre hommage au très honorable Brian Mulroney, 18^e premier ministre du Canada. M. Mulroney vient tout juste de recevoir le prix Supreme Companion of Oliver Reginald Tambo, la plus haute distinction décernée par l'Afrique du Sud à des étrangers. Cette récompense témoigne du courage, de la conviction et du leadership avec lesquels M. Mulroney s'est opposé à l'apartheid et a demandé la libération de Nelson Mandela.

Je suis très fier que le leadership exercé par M. Mulroney sur la scène internationale soit reconnu une fois de plus. Lorsque j'étais ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères, je me suis rendu trois fois en Ukraine. Je comptais bien mentionner que le Canada, sous Brian Mulroney, avait été le premier pays à reconnaître la liberté et l'indépendance de l'Ukraine. À deux occasions, des ministres ukrainiens l'ont mentionné avant que je puisse le faire moi-même.

Pour sa part, le ministre de la Défense du Koweït tenait à me dire combien il était reconnaissant que le Canada, toujours sous le leadership de Brian Mulroney, se soit porté à la défense de son pays.

Le prix décerné par l'Afrique du Sud honore grandement le 18^e premier ministre du Canada, Brian Mulroney. Je suis fier, comme tous les Canadiens, de célébrer ses réalisations.

●(1115)

[Français]

TORONTO—DANFORTH

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, j'aimerais commencer par remercier les résidents de Toronto—Danforth de m'avoir fait confiance. Je remercie également ma famille qui m'a soutenue lorsque j'ai voulu servir les électeurs de mon comté.

[Traduction]

Joyeuses Fêtes! C'est un moment idéal pour passer du temps avec ceux qui nous sont chers. C'est aussi l'occasion de penser aux gens de notre communauté qui vivent des moments difficiles, et de chercher des façons de mettre du soleil dans leur nouvelle année.

Vendredi prochain, je participerai au Déjeuner en panache de Riverside, afin de soutenir un programme de nutrition pour les enfants de la région. La fin de semaine dernière, j'ai assisté au concert Riverdale Share, qui sert à soutenir des programmes locaux. Lundi, un groupe local, le projet Ripple Refugee, a accueilli dans notre communauté une famille syrienne de huit personnes.

Ce n'est là qu'un aperçu des nombreuses activités caritatives qui se déroulent dans Toronto—Danforth et partout au Canada.

De notre part à tous, un grand merci à tous ces gens.

[Français]

Joyeuses Fêtes à tout le monde!

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE SÉNAT

L'hon. Denis Lebel (Lac-Saint-Jean, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre aime beaucoup faire de beaux discours au sujet du Sénat. Dans les faits, c'est la même vieille recette libérale: nommer des amis. Son premier geste a été de nommer sans consultation le Président du Sénat. Par-dessus le marché, ce dernier est unilingue.

Entendons-nous: le seul critère de sélection pour cette nomination, c'est d'être un grand *chum* du leader du gouvernement à la Chambre des communes.

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme mon honorable collègue le sait très bien, nous avons entamé un nouveau processus pour nommer les sénateurs. C'est un processus beaucoup plus transparent et ouvert, et les Canadiens de partout au pays pourront y contribuer.

Quant à la décision du premier ministre de désigner un nouveau Président du Sénat, nous avons choisi quelqu'un d'une très grande intégrité, un parlementaire de longue expérience. C'est la première fois que nous avons l'occasion d'avoir quelqu'un de Terre-Neuve-et-Labrador comme Président d'une Chambre de ce Parlement.

* * *

LES NOMINATIONS GOUVERNEMENTALES

L'hon. Denis Lebel (Lac-Saint-Jean, PCC): Monsieur le Président, ce que je comprends, c'est qu'un *chum*, c'est un *chum*.

Questions orales

Pour le leader du gouvernement à la Chambre des communes, c'est la saison de la chasse aux sorcières. Hier, la présidente du conseil d'administration de Postes Canada est venue contrecarrer les plans du gouvernement de congédier des Canadiens de qualité. En effet, Mme Matthews a affirmé que le président-directeur général de Postes Canada, M. Deepak Chopra, a été choisi à la suite d'un processus rigoureux. Il devrait être félicité et non humilié.

Le leader du gouvernement à la Chambre des communes va-t-il poursuivre son stratagème pour encore une fois nommer des amis du Parti libéral?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aime bien mon honorable collègue d'en face, mais le fait qu'il nous parle de nommer des amis à des postes gouvernementaux, c'est un peu fort.

En ce qui a trait à la nomination qu'il a décrite, nous avons éprouvé de l'inquiétude en raison d'un processus, entamé par son gouvernement, que nous avons jugé abusif. La démarche que nous avons entreprise vise à rendre le processus de nomination plus transparent et plus ouvert. D'ailleurs, si des Canadiens, nommés dans le cadre d'un processus que nous avons jugé comme étant un mauvais processus, désirent faire à nouveau une demande, leur candidature sera considérée. C'est ce qui était écrit dans ma lettre. Je suis toutefois surpris que la présidente du conseil d'administration ait décidé de rendre publics les noms des personnes qui ont reçu des lettres. Nous n'avons pas rendu publics les noms de qui que ce soit à aucun moment.

[Traduction]

Le Président: Je donne maintenant la parole à une personne qui m'a énormément aidé pendant les derniers jours, le député de Regina—Qu'Appelle.

* * *

IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, nous avons déjà pu constater que les libéraux sont incapables de gérer les coûts liés à la réinstallation des réfugiés. Les 250 millions de dollars promis pendant la campagne électorale sont maintenant passés à plus d'un milliard de dollars, et nous savons maintenant pourquoi.

L'ancien député libéral Denis Coderre a trouvé une façon d'utiliser les fonds destinés à la réinstallation en venant en aide à un ami. Il aurait versé à cet ami des honoraires de 1 800 \$ par jour. Cette somme d'argent pourrait en fait être utilisée pour aider les réfugiés. Avec le même montant, la Ville de Toronto a pu embaucher quatre personnes.

Quelles mesures le gouvernement prendra-t-il pour veiller à ce que l'argent des contribuables soit utilisé pour aider les personnes les plus vulnérables du monde plutôt que pour aider des amis des libéraux qui sont grassement rémunérés?

• (1120)

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je n'étais pas au courant de cette situation concernant Denis Coderre, mais je vais me renseigner dans les plus brefs délais.

Je tiens seulement à préciser que mes collègues, la ministre de la Santé et le ministre de la Défense nationale, et moi-même étions avec le premier ministre hier soir pour accueillir les premiers réfugiés qui sont arrivés à Toronto à bord d'un avion des Forces armées canadiennes. Ce fut une soirée marquante pour tous les Canadiens.

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, j'espère simplement que le copain de M. Coderre n'était pas de la partie, à toucher des honoraires.

Jusqu'à présent, le seul vote prévu sur les modifications au processus électoral est un vote à la Chambre — dont l'issue est certaine, compte tenu de la majorité libérale. Cent quatre-vingt-quatre libéraux seulement auront le dernier mot sur la façon dont 30 millions de Canadiens éliront le prochain gouvernement.

Le premier ministre a qualifié de « vastes » et d'« approfondies » les consultations prévues au sujet de la réforme électorale. Nous savons tous que la meilleure façon de consulter les Canadiens, de leur donner une voix, c'est de soumettre la question à un référendum. Pourquoi le gouvernement préconiserait une approche autre que l'approche idéale, soit un référendum?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, j'affirme clairement à la Chambre depuis le début de la semaine que nous comptons constituer un comité composé de représentants de tous les partis, qui sera chargé d'examiner le processus et de veiller à ce qu'il soit propice à la collaboration et à la réflexion. À notre avis, une telle question mérite un tel processus; ce sera un plaisir de travailler avec nos collègues d'en face pour faire en sorte que le prochain régime électoral fasse en sorte que chaque vote compte.

M. Gordon Brown (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, le député d'Ajax a déclaré cette semaine qu'il était insensé de tenir pour acquis le résultat des consultations sur la réforme électorale. Pourtant, c'est exactement ce que font les libéraux.

En effet, ils ont déjà exclu l'une des avenues possibles dans ce dossier et ils refusent aux Canadiens la possibilité de se prononcer par référendum. Les Canadiens veulent peut-être un changement, mais il n'y a pas de consensus sur la forme qu'il devrait prendre. Tous les Canadiens devraient pouvoir faire ce choix.

Pourquoi le gouvernement craint-il de laisser les Canadiens s'exprimer par référendum?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, pour donner aux Canadiens la certitude que leur vote compte réellement, les députés doivent mettre de côté leurs différends partisans et s'attacher à examiner sérieusement le fonctionnement des élections.

Il faut explorer la question correctement. Avant de passer à l'action, nous allons donc lancer une réflexion approfondie sur les différentes avenues possibles en matière de réforme électorale. Contrairement au gouvernement précédent, nous tenons absolument à ce que les Canadiens aient voix au chapitre du début à la fin de la démarche.

Questions orales

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, à Paris, les négociations achoppent sur les compensations pour les pays les plus vulnérables. Or qui bloque les ententes sur cette question? C'est la délégation canadienne, avec à sa tête la ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Le Canada s'est même mérité deux prix Fossile pour avoir fait obstruction aux négociations. On se croirait encore à l'époque des conservateurs.

Le gouvernement va-t-il arrêter de faire de l'obstruction, tenir ses promesses et travailler à ce qu'un accord soit enfin adopté?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue est mal informé. En fait, le Canada pousse à la roue pour avoir une entente robuste qui fera en sorte que l'humanité tout entière sera unie dans la lutte contre les changements climatiques. Nous pouvons être très fiers du rôle que joue la ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Quel changement comparativement aux 10 dernières années!

[Traduction]

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, avec deux prix Fossile à son actif, le gouvernement ne tardera pas à rattraper les conservateurs.

Selon la version provisoire de l'accord de Paris, les pays s'engageront à limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius [afin] d'atténuer considérablement les risques et les répercussions.

Les cibles du NPD auraient permis au Canada d'enfin faire sa juste part. Les cibles des conservateurs, qui sont maintenant aussi celles des libéraux, ne nous permettront jamais d'atteindre cet objectif.

Le gouvernement va-t-il s'engager à adopter de nouvelles cibles plus ambitieuses et à les assortir de véritables mécanismes de reddition de comptes, ou préfère-t-il continuer à accumuler les prix Fossile?

● (1125)

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, la communauté internationale célèbre au contraire le rôle que le Canada joue à Paris.

Nous rôle là-bas est extrêmement positif. Nous avons traîné la patte durant les 10 dernières années, mais nous sommes aujourd'hui parmi les meneurs. Il y a de quoi être fiers. Nous pouvons espérer obtenir un accord international rigoureux grâce auquel le Canada pourra mettre en oeuvre un plan tout aussi rigoureux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en collaboration avec les provinces, et faire sa part dans la lutte contre les changements climatiques.

* * *

[Français]

LA GARDE D'ENFANTS

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, un rapport nous apprend ce matin que le coût des services de garde est en hausse au pays. Ce sont les familles et les femmes qui en paient le prix.

Au lieu de s'attaquer à ce problème, les libéraux ont choisi, en priorité, de donner une réduction d'impôt aux personnes bien nanties.

Le nouveau gouvernement doit mettre ses priorités au bon endroit. Peut-il nous indiquer ce qu'il entend faire pour freiner l'augmentation des coûts de services de garde?

[Traduction]

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je m'adresse à la Chambre, je tiens à remercier les habitants de Winnipeg-Sud de m'avoir fait confiance; je peux leur assurer que je trimerai dur tous les jours pour continuer à mériter cette confiance.

Dans notre plateforme, nous nous sommes engagés à créer, en collaboration avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones, un cadre national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants afin que ceux qui ont en besoin puissent obtenir des services de garde polyvalents, abordables et de qualité.

D'autres annonces suivront dans les jours qui viennent. Je remercie la députée de sa question.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, les familles canadiennes croulent sous le poids du coût de plus en plus élevé des services de garde. Au cours de la dernière année, le coût des services de garde a augmenté cinq fois plus vite que l'inflation. Tandis que les services de garde des enfants du premier ministre sont payés à même les fonds publics, beaucoup trop de Canadiens ne savent pas où se tourner pour répondre à leurs propres besoins en la matière. Pourquoi le gouvernement aide-t-il les riches et laisse-t-il tomber tant de familles canadiennes?

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, comme je viens de le dire, nous nous sommes engagés à créer, en collaboration avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones, un cadre d'éducation préscolaire et de garde d'enfants. Je signale à la députée que nous instaurerons une Allocation canadienne aux enfants, qui aidera neuf familles sur dix — plus que le plan proposé par les conservateurs — en leur permettant de garder plus d'argent dans leurs poches et en sortant beaucoup plus d'enfants de la pauvreté.

* * *

LES TRANSPORTS

Mme Kelly Block (Carlton Trail—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, deux minutes à peine après avoir écrit sur Twitter qu'il était heureux d'apprendre à connaître ses dossiers, le ministre des Transports a annoncé qu'il ne renégocierait pas l'entente qui régit l'aéroport de l'île de Toronto. Il n'a pas du tout tenu compte du fait que l'aéroport accueille plus de deux millions de passagers chaque année. Cette décision a eu des répercussions sur des milliers d'emplois au Canada, ainsi que sur le nouveau programme d'avions C Series de Bombardier.

Le ministre pourrait-il nous dire comment il a pris une décision stratégique fondée sur des données probantes en seulement deux minutes?

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, le processus en cours portait sur une question de planification très complexe visant la ville de Toronto. Cette question a fait l'objet de beaucoup de débats à Toronto, et de nombreux rapports ont été déposés à ce sujet auprès du conseil municipal.

Questions orales

Si les députés examinaient ces dossiers, ils comprendraient que la décision ne se rapportait pas uniquement à l'aéroport, mais à l'ensemble du secteur riverain. Il s'agit d'un investissement que le gouvernement est prêt à appuyer et à poursuivre, tandis que nous tentons de contribuer à l'édification de cette grande ville sans nuire à son secteur riverain et en conciliant les besoins parfois contradictoires.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Monsieur le Président, alors que nous accueillons cette semaine au Canada les premières familles des 25 000 réfugiés syriens parrainés par le gouvernement, pourquoi le gouvernement laisse-t-il pour compte le réfugié afghan James Akam? James a servi courageusement aux côtés de nos militaires en Afghanistan en tant qu'interprète et a maintenant besoin de se réfugier au Canada. Alors que nous accueillons des milliers de réfugiés, pourquoi le gouvernement laisse-t-il M. Akam pour compte, lui qui a rendu un énorme service à notre pays?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et de sa mention de la merveilleuse soirée d'hier. C'est vrai, c'était merveilleux. J'ai omis de mentionner que, outre mes collègues fédéraux, la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynn, était présente.

Pour répondre à la question, le cas dont parle le député fait l'objet d'une enquête active par mon ministère à l'heure où l'on se parle.

* * *

• (1130)

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, sur la côte Est du Canada, la pêche de la mactre de Stimpson est saine et durable, et elle est contrôlée par une seule entreprise. L'ancienne ministre Gail Shea avait proposé d'élargir l'accès à cette pêche et d'ouvrir celle-ci à de nouveaux participants, selon les conseils scientifiques des fonctionnaires du ministère des Pêches et des Océans. Cette semaine, la ville de Burin et le Cooke Clam Group se sont joints à d'autres municipalités et sociétés qui demandent au ministre de permettre l'entrée de nouveaux participants.

Je sais que les pêches n'ont pas mérité leur place dans le discours du Trône, mais qu'attend le ministre? Quand mettra-t-il fin au monopole de la pêche de la mactre de Stimpson pour favoriser la création de nouveaux emplois?

M. Serge Cormier (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, la décision relative à l'ouverture de la pêche et au nombre de prises sera fondée sur des données scientifiques fiables et une consultation avec les personnes dont la subsistance dépend de la pêche. La gestion des pêches fondée sur des données scientifiques robustes est une priorité pour le gouvernement et, pour la première fois, je crois que les scientifiques et les biologistes pourront parler librement des pêches et des océans.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi d'intervenir aujourd'hui pour la première fois à la Chambre au nom des résidents de North Okanagan—Shuswap.

Plus le ministre tergiverse, plus les habitants du Canada atlantique devront attendre ces nouveaux emplois. La pêche de la palourde de

Stimpson représente une véritable possibilité de croissance économique pour la région. Quand le ministre donnera-t-il suite au plan conservateur visant à appuyer la venue de nouveaux pêcheurs? Pourquoi n'agit-il pas dès maintenant à cet égard?

M. Serge Cormier (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je le répète: la gestion des pêches en fonction de données scientifiques solides est l'une des priorités du gouvernement. C'est pourquoi le ministre a demandé aux fonctionnaires de passer en revue les décisions récentes prises à l'égard de ce type de pêche et de présenter leur avis sur l'orientation qui s'impose.

* * *

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Sylvie Boucher (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, au dernier Sommet de la Francophonie, à Dakar, le Canada et les chefs d'État et de gouvernement ont adopté une résolution exposant leur inquiétude face à la montée d'actes de terrorisme et un soutien indéfectible à la lutte contre le terrorisme.

Alors que nos alliés dans le monde entier intensifient leur lutte contre le groupe État islamique, le Canada fait marche arrière en retirant ses CF-18.

Le gouvernement libéral a-t-il aussi l'intention d'abandonner ses partenaires de la Francophonie dans la lutte contre le terrorisme?

[Traduction]

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, comme nous l'avons dit à maintes reprises, nous poursuivons la lutte contre le groupe État islamique. Je m'inquiète tout particulièrement de l'avancée de ce groupe dans d'autres régions, et plus particulièrement dans d'autres pays.

De concert avec nos partenaires de la coalition, nous allons examiner les renseignements recueillis jusqu'ici afin de pouvoir disposer des capacités appropriées et prévenir des catastrophes semblables à celles qui se sont produites par le passé.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Kevin Waugh (Saskatoon—Grasswood, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens n'ont jamais été aussi nombreux, en 2015, à délaissier la câblodiffusion au profit de services de téléchargement numérique comme Netflix.

Oui, contrairement au Parti libéral, le Parti conservateur préconise de faibles taux d'imposition afin de donner aux Canadiens la liberté de choisir la façon dont ils regardent leurs émissions de télévision.

Pourquoi les libéraux ne veulent-ils pas limiter les choix? En fait, ils veulent imposer des taxes.

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de me permettre de répondre pour la première fois à titre de secrétaire parlementaire.

Le gouvernement estime qu'Internet doit être ouvert et que les Canadiens doivent pouvoir choisir ce qu'ils téléchargent, en toute légalité. Il va sans dire que le préambule de sa question est erroné. Chose certaine, le gouvernement estime qu'Internet doit être ouvert et neutre.

Questions orales

[Français]

LE LOGEMENT

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, en campagne électorale, les libéraux ont promis de réinvestir dans le logement social et abordable et de renouveler les ententes de subvention à long terme.

Si rien n'est fait, à la fin du mois, 5 200 ménages au Québec vont perdre leur subvention. En cette période du temps des Fêtes, il est inacceptable de laisser ces familles dans une telle angoisse.

Le gouvernement va-t-il nous indiquer s'il va réinvestir dans le logement social et abordable et renouveler les ententes de subvention à long terme, tel que promis?

● (1135)

[Traduction]

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a promis de consacrer 20 milliards de dollars à un programme d'infrastructures dans lequel les infrastructures sociales occuperont une place de choix. Il y sera notamment question, comme la députée l'a mentionné, du logement, du renouvellement des ententes de subvention en matière de logement, des installations pour les personnes âgées, de l'éducation préscolaire et de la garde des enfants.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, 1,5 million de familles canadiennes n'ont pas de logement adéquat. Certaines familles languissent depuis 10 ans sur une liste d'attente pour obtenir un logement social. Les accords sur le logement abordable arriveront bientôt à échéance.

La secrétaire parlementaire du premier ministre a promis à maintes reprises, au cours de la campagne, que les libéraux affecteraient 20 milliards de dollars au logement abordable, mais il semble maintenant que ces fonds serviront plutôt à financer toutes sortes d'autres priorités.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il dire à la population combien, exactement, les libéraux consacreront au logement abordable?

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, j'ai rencontré le député pour la première fois ce matin, dans l'ascenseur. Je le remercie de sa question.

Je répéterai ce que j'ai déjà dit. Le gouvernement s'est engagé à affecter 20 milliards de dollars à l'infrastructure sociale au cours des 10 prochaines années, et l'essentiel de cette somme ira au logement social et au renouvellement des accords sur le logement, comme cela a été indiqué.

Nous annoncerons les détails du programme sur le logement dans les jours à venir. J'ai hâte d'entendre les interventions des députés à ce sujet.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

L'hon. Alice Wong (Richmond-Centre, PCC): Monsieur le Président, durant la campagne électorale, le premier ministre a déclaré qu'un grand pourcentage des petites entreprises n'étaient rien d'autre que des abris fiscaux pour les Canadiens fortunés qui tentent de se soustraire au fisc. La ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme est en train de faire de cette déclaration une politique gouvernementale officielle.

Comment la ministre peut-elle justifier qu'on s'en prenne aux propriétaires de PME pour éponger le déficit du ministre des Finances?

L'hon. Bardish Chagger (ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme, Lib.): Monsieur le Président, c'est à la fois un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole à la Chambre. J'aimerais remercier les bonnes gens de la circonscription de Waterloo de m'avoir choisie pour les représenter ici.

En qualité de ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme, je me suis engagée à représenter les petites entreprises de tout le pays. Je travaillerai en étroite collaboration avec le ministre des Finances pour que notre engagement à alléger le fardeau fiscal des petites entreprises soit tenu. Plus encore, nous collaborerons avec les petites entreprises, car nous savons qu'elles créent des emplois et qu'elles sont le moteur économique de notre pays. Nous continuerons de collaborer sans réserve avec elles. J'ai hâte...

Le Président: Le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola a la parole.

* * *

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, mon projet de loi d'initiative parlementaire visant à abroger une loi datant de l'époque de la prohibition et créant des obstacles au commerce interprovincial des vins canadiens a été adopté au cours de la dernière législature. Depuis, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et ma province, la Colombie-Britannique, ont souscrit à l'expédition directe de vins canadiens aux consommateurs de ces provinces. Or la première ministre de l'Ontario continue de bloquer le commerce interprovincial des vins.

Puisqu'il a fait campagne aux côtés de Kathleen Wynne, le premier ministre l'encouragera-t-il à appuyer la suppression des barrières commerciales visant les vins canadiens et à autoriser l'expédition directe aux consommateurs?

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada s'est engagé à encourager les échanges commerciaux à tous les niveaux, surtout à l'échelle nationale. Nous suivrons ce dossier de très près au cours du présent mandat et nous espérons arriver à stimuler le commerce interprovincial.

* * *

[Français]

L'INFRASTRUCTURE

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, la décision du gouvernement d'abolir le péage sur le pont Champlain aura des conséquences financières de 3 milliards à 5 milliards de dollars pour les 30 prochaines années. C'est plus de 100 millions de dollars par année.

Le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités peut-il nous dire si ce manque à gagner est inclus dans les prévisions du ministre des Finances ou s'il va simplement s'ajouter au déficit, qui n'en finit plus d'augmenter avec les libéraux?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Amarjeet Sohi (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, nous nous sommes engagés auprès de la province de Québec et des municipalités de la région de Montréal à faire du nouveau pont Champlain un pont sans péage, et nous avons l'intention de respecter cette promesse.

Le cadre actuel tient compte de tous les coûts liés à la construction du pont, à son entretien et à son exploitation. Tout est compris dans le cadre actuel, sur lequel les revenus du péage n'ont aucune incidence.

* * *

● (1140)

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Robert Sopuck (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Monsieur le Président, l'une des premières mesures prises par le gouvernement libéral a été d'approuver le déversement de huit milliards de litres d'eaux usées brutes non traitées dans le fleuve Saint-Laurent, l'un des cours d'eau les plus emblématiques du Canada, en violation directe de l'article 36 de la Loi sur les pêches. Et dire que le gouvernement se vante de ses engagements bidon en matière de science et d'environnement. Les villes et les municipalités en aval ont qualifié la décision de surprenante, de dégoûtante et de scandaleuse.

Pourquoi le ministre a-t-il renversé l'ordre émis par l'ancien gouvernement conservateur et permis la pollution d'importants habitats marins dans le Saint-Laurent, en violation directe de la Loi sur les pêches?

M. Serge Cormier (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je vais m'assurer de m'informer à ce sujet. Nous examinerons la question pour le député d'en face et je lui reviendrai avec une réponse.

* * *

POSTES CANADA

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, sous l'ancien gouvernement, 20 000 résidents de Winnipeg ont perdu leur service de livraison du courrier à domicile, tout comme bien d'autres Canadiens partout au pays. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a promis de rétablir ce service. Or, le gouvernement fait depuis marche arrière. J'ai été plutôt étonné de lire dans la *Free Press* cette semaine que les députés libéraux de Winnipeg disent que les gens de notre ville sont satisfaits de la réduction des services.

Je me demande si la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement expliquera aux aînés et aux personnes handicapées qui ont du mal à demeurer dans leur foyer familial pourquoi le premier ministre estime qu'il n'est pas nécessaire d'honorer les promesses qu'il leur a faites et à quel moment, exactement, il lui a dit que c'était correct de les décevoir.

Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, le plan d'abandon du service de livraison à domicile de Postes Canada a été mis en suspens. Le gouvernement s'est engagé à en faire l'examen et cet exercice fera en sorte que Postes Canada offre à un prix raisonnable le service de haute qualité attendu des Canadiens.

M. Matthew Dubé (Beloeil—Chambly, NPD): Monsieur le Président, passons en revue les engagements.

[Français]

Pendant la campagne électorale, le premier ministre a rencontré le maire de Montréal pour discuter notamment de Postes Canada. Debout, à ses côtés, il a clairement dit, et je cite: « Nous nous engageons à restaurer le courrier à domicile. » C'était sans équivoque. Si le gouvernement a besoin d'aide, c'est même enregistré.

Toutefois, maintenant qu'il est au pouvoir, le gouvernement tient un autre discours et alimente le cynisme.

Le premier ministre va-t-il respecter son engagement solennel et rétablir le service de courrier à domicile?

Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, il y a présentement un moratoire sur l'installation des boîtes postales communautaires et nous nous sommes engagés à faire une revue complète de Postes Canada. Cette revue mobilisera tous les Canadiens à la grandeur du pays.

* * *

[Traduction]

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les formidables habitants de Nickel Belt de m'avoir élu député. C'est un honneur et un privilège pour moi de les servir à la Chambre.

[Français]

Les Fêtes de fin d'année sont souvent une période de désespoir et de solitude qui pourrait mener à de tragiques événements pour ceux et celles souffrant de problèmes de santé mentale sévères.

Le ministre des Anciens Combattants pourrait-il dire à la Chambre ce que le ministère fera pour aider les vétérans dans de telles circonstances?

[Traduction]

L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de Nickel Belt de son dévouement à l'égard des anciens combattants. Les temps sont difficiles pour beaucoup de Canadiens, y compris les anciens combattants. Je veux qu'ils sachent que le gouvernement est là pour les aider. Les anciens combattants et leur famille peuvent joindre dès maintenant un professionnel de la santé mentale en communiquant avec le Service d'aide aux anciens combattants en tout temps. Nous lancerons une campagne dans les médias sociaux pour promouvoir ce service et souligner l'importance de demander de l'aide.

J'invite tous les députés à diffuser le message et à soutenir les anciens combattants.

* * *

● (1145)

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. David Yurdiga (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, les résidents du Nord canadien sont aux prises avec un coût de la vie exorbitant en raison de leur éloignement et des moyens de transport limités. Les libéraux ont promis, dans leur programme électoral, un allègement fiscal pour les habitants du Nord grâce à une augmentation de 33 % des déductions autorisées pour ces personnes.

Questions orales

Les habitants du Nord s'attendent à ce que cet allègement fiscal important entre en vigueur dès l'année d'imposition 2016. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il déjà de tenir compte des Canadiens du Nord?

Mme Yvonne Jones (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à ce que le député sache que nous avons pris cet engagement. Nous allons augmenter la déduction fiscale pour les habitants du Nord dans les prochains jours. C'est un engagement que nous avons pris durant la campagne et qui a été bien accueilli, il le sera aussi le jour où il sera mis en oeuvre par le gouvernement.

M. David Yurdiga (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, la version actuelle du formulaire TD1 pour 2016 de l'Agence du revenu du Canada et la description de la déduction pour les habitants du Nord n'indiquent aucune augmentation de cette importante déduction fiscale.

Le ministre prendra-t-il les mesures nécessaires afin de faire augmenter la déduction pour les habitants du Nord à compter de 2016?

Mme Yvonne Jones (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, les députés savent tous que les gens du Nord ont été pendant longtemps laissés pour compte au pays. Nous connaissons le coût de la vie en région nordique et nous sommes prêts à nous occuper de ce dossier négligé depuis des années. Nous avons pris cet engagement et nous allons le tenir.

* * *

LA SANTÉ

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, la fumée des produits du tabac est une substance qui peut causer la mort. Par conséquent, des gouvernements et des ONG du monde entier préconisent un resserrement de la réglementation, en particulier celle qui vise les jeunes. La science a démontré que la fumée de la marijuana peut être aussi nocive que celle du tabac, mais le gouvernement libéral fonce aveuglément pour réaliser son plan de décriminalisation de la marijuana au détriment de la santé des Canadiens.

Pourquoi la ministre de la Santé ne suit-elle pas les recommandations scientifiques et n'abandonne-t-elle pas ce plan risqué? En tant que médecin de famille, comment peut-elle être pour ce genre de chose?

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous nous soucions tous de la santé des Canadiens, jeunes et vieux, et nous sommes bien conscients des risques associés au tabagisme.

Toutefois, en ce qui concerne la question de la marijuana, nous avons perdu le combat. L'approche actuelle ne marche pas. Des résultats publiés cette semaine montrent que les jeunes consomment de la marijuana en quantité record. Le gouvernement entend légiférer pour tenir la marijuana hors de portée des enfants et des adolescents.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, en juillet dernier, le gouvernement conservateur a fièrement annoncé un financement de 1,53 milliard de dollars pour le plus grand projet d'infrastructure de transports en commun de l'histoire de Calgary. Le projet de train léger sur rail Green Line

North viendra doubler le réseau ferroviaire et réduira de moitié la durée des déplacements pour les gens de ma circonscription.

Aujourd'hui, le conseil municipal de Calgary débattait du modèle de financement en vue de lancer les travaux de construction en 2017. Le gouvernement compte-t-il honorer cet engagement pris par les conservateurs et appuyer le maire Nenshi et la ville de Calgary afin que les Calgariens puissent enfin circuler?

L'hon. Amarjeet Sohi (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, en 2013, le gouvernement précédent avait annoncé un financement de 14 milliards de dollars pour l'infrastructure, dont seulement un milliard est allé à l'Alberta. Malheureusement, bien peu de choses se sont concrétisées depuis.

Nous nous engageons à doubler à 125 milliards de dollars le financement de l'infrastructure. J'entends collaborer très étroitement avec le maire de Calgary et le député afin de tenir cette promesse.

* * *

LA JUSTICE

M. Murray Rankin (Victoria, NP): Monsieur le Président, durant la campagne électorale, les libéraux ont promis de légaliser, enfin, la possession simple de marijuana. L'actuel gouvernement aurait pu prendre des mesures immédiates à cet égard, mais a omis de le faire. Il n'y a aucun détail ni échéancier sur ce dossier et aucun engagement n'a été pris pour supprimer le casier judiciaire des centaines de milliers de Canadiens reconnus coupables de possession simple, dont des milliers risquent d'être arrêtés injustement, ce qui pourrait engorger les services policiers et l'appareil de justice.

Pourquoi le gouvernement n'agit-il pas pour légaliser la possession simple de marijuana?

M. William Blair (secrétaire parlementaire de la ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Lib.): Monsieur le Président, afin de protéger nos enfants des ravages de la marijuana, de réduire les méfaits de son usage pour la santé et la société et d'assurer la sécurité de nos collectivités, l'actuel gouvernement s'est engagé à légaliser, à réglementer et à limiter l'accès à la marijuana. Pour ce faire, nous mettrons sur pied un groupe de travail fédéral-provincial-territorial chargé de concevoir un système strict de vente et de distribution tenant compte des risques liés à la santé.

Ce dossier sera mené en partenariat avec les instances provinciales et territoriales et les personnes concernées de partout au pays.

* * *

● (1150)

[Français]

CBC/RADIO-CANADA

M. Pierre Nantel (Longueuil—Saint-Hubert, NP): Monsieur le Président, déjà, ce nouveau gouvernement déçoit de nombreux Québécois: il recule sur Postes Canada, recule sur les fonds de travailleurs, recule sur le français et conteste la loi sur les soins en fin de vie.

Pour en rajouter, cette semaine, la ministre du Patrimoine canadien ne s'est pas prononcée sur la vente de la Maison de Radio-Canada. Or le Conseil des ministres devra valider la décision. L'avenir de la production interne en français est en péril.

La ministre a-t-elle réellement l'intention d'approuver l'abandon de la Maison de Radio-Canada?

Questions orales

M. Randy Boissonnault (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question. Je remercie également les citoyens d'Edmonton-Centre de m'avoir amené ici à la Chambre des communes.

La ministre a pris en main cette situation. C'est clair que la Société Radio-Canada est une société distincte du gouvernement du Canada. Lorsque nous serons pleinement informés, nous informerons le député de cette question très importante.

* * *

[Traduction]

LA FISCALITÉ

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, nous avons créé la Prestation universelle pour la garde d'enfants parce que nous avons réalisé l'importance de redonner aux enfants canadiens, sans égard aux revenus de leurs parents. Les familles à faible revenu reçoivent plus de prestations et celles qui ont un revenu plus élevé en reçoivent moins, mais toutes les familles canadiennes en reçoivent, tandis que le programme des libéraux ne s'appliquerait qu'à certaines d'entre elles.

Pourquoi le gouvernement libéral aide-t-il certaines familles, mais pas d'autres?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous nous engageons à présenter des mesures fiscales pour aider les Canadiens qui en ont le plus besoin. L'Allocation canadienne aux enfants, qui sera étudiée dans notre prochain budget, aidera neuf familles sur dix et permettra à des centaines de milliers d'enfants de se sortir de la pauvreté.

Nous sommes fiers d'aider les Canadiens les plus vulnérables.

* * *

L'AIDE MÉDICALE À MOURIR

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement n'a que très peu de temps pour répondre à l'échéance imposée par la Cour suprême au sujet du suicide assisté.

Lors de mes consultations avec les électeurs et les organisations de ma circonscription et de partout au pays, j'ai constaté que la communauté des personnes handicapées était très inquiète. Elle veut surtout être certaine que les personnes les plus vulnérables seront protégées.

Au nom de toutes les personnes handicapées du Canada, je demande à la ministre comment elle s'assurera de protéger le droit à la vie.

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, comme le sait la députée d'en face, la question de l'aide médicale à mourir est complexe.

Le gouvernement respectera son engagement de tenir de vastes consultations sur la question, et nous créerons un comité parlementaire pour ce faire. Nous avons aussi hâte de lire le rapport du comité externe, qui devrait paraître la semaine prochaine, et qui fera état des nombreuses consultations qui ont déjà été tenues.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec ma collègue la ministre de la Justice en vue de traiter de cet enjeu important.

LES SPORTS

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, j'aimerais remercier les merveilleux habitants de Souris—Moose Mountain.

Le programme À nous le podium a été créé par le gouvernement conservateur. Il visait à aider nos athlètes et à contribuer à leur réussite. La ministre des Sports pourrait-elle assurer aux athlètes canadiens, qui se préparent en vue des Jeux olympiques de Rio, que leur financement ne sera pas éliminé par les libéraux lorsqu'ils chercheront des façons de limiter le déficit galopant?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre des Sports et des Personnes handicapées, Lib.): Monsieur le Président, en tant qu'ancienne athlète qui a représenté le Canada et qui est montée fièrement sur le podium, je puis assurer à la Chambre que nous plaçons les athlètes au coeur de toutes nos décisions.

Notre souci d'exercer constamment la diligence requise et de favoriser la reddition de comptes, la transparence et l'utilisation efficace des fonds publics s'applique à l'ensemble de notre stratégie en matière d'excellence, y compris le programme À nous le podium.

D'ailleurs, les athlètes et les entraîneurs savent que nous devons revoir constamment notre plan de match. C'est ce que nous ferons. Nous prendrons les meilleures décisions pour les athlètes, qui nous représenteront fièrement l'été prochain, à Rio.

* * *

[Français]

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, la crise des réfugiés syriens a rassemblé des citoyens canadiens et des groupes communautaires qui font tous d'importantes contributions afin d'atténuer la plus grande crise humanitaire depuis la Deuxième Guerre mondiale. C'est un projet véritablement national. Les entreprises canadiennes font également preuve d'énorme générosité au sein de ce projet.

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté peut-il informer la Chambre au sujet de la contribution des entreprises canadiennes en ce qui a trait aux efforts de rétablissement?

• (1155)

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue de Moncton—Riverview—Dieppe de cette question.

Je suis ravi d'annoncer que le CN et le président de son conseil d'administration, Robert Pace, ont établi le standard platine pour les dons d'entreprises, avec un don de 5 millions de dollars — je dis bien 5 millions de dollars — pour le logement des réfugiés syriens. La générosité de tous les Canadiens veillera au succès de ce projet national qui nous rend tous fiers.

Questions orales

[Traduction]

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Monsieur le Président, le plan des libéraux, qui consiste à adopter une réforme électorale sans tenir de référendum, a été vivement critiqué par l'ensemble des médias. Par exemple, le *Toronto Star* a déclaré qu'en adoptant une telle approche, le gouvernement affiche une arrogance sans précédent.

Le *Star* a raison, pour les motifs suivants: si le système uninominal majoritaire à un tour produit des mandats erronés, comme les libéraux le prétendent, manifestement, le fait d'avoir obtenu 39 % des voix grâce à ce système leur donne le mandat d'offrir des choix aux Canadiens, sans plus.

Ce sont les Canadiens eux-mêmes qui doivent prendre l'ultime décision, et seul un référendum pourra donner au gouvernement le véritable mandat de modifier le système actuel. N'est-ce pas exact?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, il est essentiel de lancer les discussions avec les Canadiens et les parlementaires sur les mesures qui doivent être prises pour adapter notre système électoral aux réalités du XXI^e siècle. C'est pour cette raison que nous proposons des changements historiques au système électoral. Nous entamerons des discussions ouvertes et transparentes avec les Canadiens et les députés. Le gouvernement n'a pas du tout l'intention d'entraver les débats sur la question, car nous avons tout intérêt à entendre tous les avis.

J'espère que mes collègues d'en face se joindront à nous dans cette démarche.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.): Monsieur le Président, en octobre, les Canadiens ont choisi un plan d'avenir positif et optimiste, qui fera croître l'économie grâce à des investissements dans l'emploi et à la réduction des impôts de la classe moyenne. Quand les Canadiens de la classe moyenne ont plus d'argent dans leurs poches pour épargner, investir et faire croître l'économie, nous y gagnons tous.

La ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme pourrait-elle parler à la Chambre des mesures que prend le gouvernement pour soutenir les petites entreprises?

L'hon. Bardish Chagger (ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme, Lib.): Monsieur le Président, je suis impatiente de travailler avec tous les députés et avec les Canadiens de partout au pays afin de bien représenter les petites entreprises.

Les petites entreprises sont des moteurs de l'économie. Elles emploient 90 % des employés du secteur privé et représentent environ 40 % du PIB. Notre gouvernement appuiera les petites entreprises. Nous les appuierons pour qu'elles puissent accroître leur productivité, innover et mettre davantage l'accent sur les exportations. Nous sommes résolus à réduire le fardeau fiscal des petites entreprises. Je collaborerai de près avec le ministre des Finances pour faire de cette priorité une réalité.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, hier, alors qu'il répondait à une question, le ministre des Affaires mondiales a prétendu qu'il était ridicule

d'affirmer que les fonctionnaires sont muselés, sauf qu'il les muselle bel et bien. Le Bureau de la liberté de religion a reçu des éloges à l'échelle internationale pour avoir fait valoir le rôle du Canada dans la défense de la liberté de religion aux quatre coins du monde. Les minorités religieuses et les autres pays s'attendent à ce que le Canada continue de donner l'exemple dans ce dossier si important pour un très grand nombre de minorités persécutées.

Pourquoi le ministre muselle-t-il l'ambassadeur de la liberté de religion? Est-ce un prélude à la fermeture du bureau?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue est mal renseigné. C'est le gouvernement précédent, dont il faisait partie, qui muselait les fonctionnaires. Nous n'agissons pas ainsi. Au contraire, nous encourageons les fonctionnaires à nous aider à nous acquitter de notre mandat. Ce mandat consiste, entre autres, à protéger la liberté de religion, ainsi que toutes les libertés, et à le faire fièrement et fermement, comme il se doit pour le Canada.

* * *

[Français]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement forme présentement un comité pour étudier la question qui aura probablement suscité le plus de passion au Québec au cours des dernières années, soit mourir dans la dignité. L'Assemblée nationale du Québec a d'ailleurs adopté à l'unanimité une résolution sur cette question.

Dans sa lettre de mandat transmise à son leader du gouvernement à la Chambre des communes, le premier ministre lui demande de s'assurer que les députés sont en mesure de bien représenter leurs électeurs.

Si le leader du gouvernement à la Chambre des communes juge important d'ajouter un député du troisième parti sans droit de vote et cinq sénateurs non élus à ce comité, comment peut-il justifier exclure un élu du Bloc québécois, parti qui compte 10 députés élus et représente plus d'un million de Québécois?

● (1200)

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question. Je suis un peu surpris qu'il la pose. Ce matin, j'ai été assez fier quand la Chambre a adopté à l'unanimité une motion pour créer un comité mixte, avec nos collègues du Sénat, afin d'étudier cette question si importante. Je remercie tous les députés de la Chambre de leur consentement unanime pour que nous puissions faire avancer cette question importante et, d'ailleurs, être inspirés par le leadership de la province de Québec.

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, comme le constatait le leader du gouvernement à la Chambre des communes, le Bloc québécois est favorable à la mise sur pied d'un comité spécial sur le suicide assisté. L'Assemblée nationale, elle, avait eu la sagesse de faire le débat sur le fait de mourir dans la dignité d'une manière non partisane en invitant des élus de toutes les formations politiques à faire partie de la commission itinérante sur la question.

Qu'est-ce qui empêche le leader du gouvernement à la Chambre des communes, qui prétend au réel changement et vouloir actualiser une réforme des institutions démocratiques et parlementaires, de constituer ce comité avec une approche transpartisane?

L'Adresse

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je réitère le fait que la motion sur la création du comité a été adoptée à l'unanimité par la Chambre et que la motion était très claire quant à la composition du comité. Je suis donc un peu surpris de voir mon collègue s'inquiéter concernant la participation de certains députés. Comme je l'ai dit tantôt, la motion adoptée à l'unanimité était très précise relativement à la composition du comité.

J'espère que nos collègues du Sénat vont se joindre à nous dans les prochaines heures pour participer à cet engagement historique.

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Monsieur le Président, le Bloc québécois a fait preuve de bonne volonté, ce matin, en donnant son consentement à la motion pour la formation du comité sur l'aide médicale à mourir.

Je siège ici depuis 30 ans. Plusieurs fois, des comités spéciaux furent formés concernant des dossiers délicats ou moraux. Cette honorable Chambre cherchait toujours à joindre toutes les formations politiques à ces comités, afin de trouver les consensus les plus larges.

Je demande donc respectueusement au leader du gouvernement s'il est prêt à réviser la composition du comité en discutant avec les autres leaders pour permettre à un député du Bloc québécois de siéger au comité, sans droit de vote. Seulement le droit de parole, est-ce trop?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, mes collègues vont peut-être trouver dans cette situation une certaine frustration, qui, je l'espère, n'aura absolument rien à voir avec le contenu de la motion adoptée unanimement par la Chambre des communes.

La Chambre sait très bien que nous voulons consulter tous les Canadiens de façon absolument appropriée et responsable. Ma collègue la ministre de la Justice s'est engagée à le faire. J'espère que, ultimement, quand le projet de loi sera déposé à la Chambre, tous les députés participeront à un débat robuste pour remplacer des mesures que la Cour suprême a jugées non constitutionnelles.

Comme je l'ai dit tantôt, nous sommes inspirés par le Québec.

AFFAIRES COURANTES

•(1205)

[Traduction]

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, hier soir, la députée de Calgary Nose Hill et moi nous sommes jointes au gouvernement pour accueillir au Canada, à l'aéroport de Toronto, 163 réfugiés syriens. Il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante, qui est appuyée par la ministre du Développement international et de la Francophonie et la députée de Calgary Nose Hill.

Que la Chambre, au nom de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens, accueille chaleureusement nos nouveaux voisins syriens et irakiens, de même que tous les réfugiés qui ont fui les conflits ailleurs dans le monde et qui sont arrivés sains et saufs au Canada, un pays dont l'engagement à l'égard du pluralisme, des droits de la personne et de la primauté du droit est inébranlable.

Le Président: La députée a-t-elle le consentement unanime de la Chambre pour proposer cette motion?

Des voix: D'accord.

Le Président: La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS

LA JUSTICE

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens veulent que le Parlement soit informé de l'histoire tragique de Cassandra Kaake, qui était enceinte de 31 semaines lorsqu'elle a été tuée à Windsor, en Ontario, il y a un an.

Malheureusement, il n'y aura pas de justice pour Molly, la petite fille à naître de Cassandra, qui a également été tuée lors de cette attaque violente. C'est parce que, en droit criminel, les enfants à naître ne sont pas reconnus comme des victimes distinctes lorsque des attaques sont commises contre leur mère.

La pétition demande au Parlement d'adopter une loi qui permettrait de porter une accusation distincte lorsqu'un enfant à naître est tué ou blessé pendant la perpétration d'un crime contre sa mère. Les Canadiens veulent que justice soit faite pour les victimes comme Molly.

* * *

•(1210)

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

Le vice-président: Il restait trois minutes à la période de questions et d'observations du député de Sault Ste. Marie

Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Sault Ste. Marie d'avoir prononcé aujourd'hui son premier discours à la Chambre.

L'Adresse

Il a parlé de garde d'enfants. Il en coûte tellement cher, de nos jours au Canada, pour faire garder ses enfants que la situation a pris l'ampleur d'une crise. Les familles étouffent sous les coûts de la garde des enfants. Le Centre canadien de politiques alternatives a publié une étude dans laquelle il compare la situation dans les 27 villes les plus occupées du pays. On y apprend notamment qu'il y a des différences considérables entre les coûts de garde des enfants dans les deux plus grandes villes canadiennes. Pour un mois, il en coûte 1 033 \$ pour faire garder ses enfants à Toronto, alors qu'il n'en coûte que 174 \$ à Montréal. Cet écart est inacceptable et nuit aux familles canadiennes.

Donc, le gouvernement va-t-il cesser de s'opposer à la création d'un programme universel de garde d'enfants qui aiderait les familles canadiennes?

M. Terry Sheehan (Sault Ste. Marie, Lib.): Monsieur le Président, pendant mon allocution, j'ai insisté sur l'importance de la nouvelle Allocation canadienne aux enfants, qui va permettre de sortir 315 000 enfants de la pauvreté et soutiendra 9 familles sur 10. Elle constituera le complément parfait aux allègements fiscaux pour la classe moyenne, car nous entendons aider les familles canadiennes. Nous allons voir aux besoins de tout le monde, et personne ne sera laissé pour compte.

Bon nombre des investissements que nous ferons dans les infrastructures, y compris les infrastructures sociales, donneront un coup de pouce aux familles qui ont besoin d'un toit. Il y a beaucoup de choses là-dedans, et je me réjouis déjà à l'idée de voir aux besoins de tous les enfants de notre grand pays; je sais d'ailleurs que je pourrai compter sur la députée et tous mes autres collègues.

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, plus tôt, en réponse à une question du député de Barrie—Innisfil au sujet de l'investissement du gouvernement dans les régions urbaines, on a parlé d'infrastructures vertes et d'infrastructures sociales.

Le député pourrait-il nous donner un exemple de la façon dont les infrastructures sociales renforceront les ponts dans les régions urbaines, et comment elles contribueront à la solution au problème général d'infrastructures?

M. Terry Sheehan: Monsieur le Président, notre programme d'infrastructure historique est d'une grande importance, tout comme la décision de doubler les dépenses, les amenant à 125 milliards de dollars. Lorsque je me suis penché sur le programme et ses modalités, j'ai appris que les municipalités accéderaient aux fonds de la même manière qu'elles obtiennent le transfert de la taxe sur l'essence. J'ai constaté avec plaisir que les localités comme Sault Ste. Marie auront l'occasion de faire appel au gouvernement pour combler leurs besoins en infrastructures, qui concernent notamment les routes et les conduites d'adduction.

J'en suis vraiment ravi. Le programme est d'une importance capitale, car nos infrastructures commencent à tomber en ruines et les municipalités sont nombreuses à avoir besoin de nouvelles routes et de nouveaux ponts; je ne parle pas seulement de Sault Ste. Marie, mais aussi des régions rurales avoisinantes.

Le programme a été présenté, et j'ai hâte de travailler avec tous les députés. Je demande au député de se renseigner et d'amener sa localité à se préparer et à déterminer ses priorités afin qu'elle puisse présenter une demande et lancer ses projets le plus vite possible.

• (1215)

Mme Yvonne Jones (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, c'est un très grand honneur pour moi d'intervenir à la Chambre

aujourd'hui pour parler du discours du Trône. Je tiens à remercier mon collègue de l'excellent discours qu'il a prononcé ce matin et de sa réponse à de nombreuses questions qui sont certainement importantes pour nos concitoyens.

D'entrée de jeu, je tiens à remercier les habitants de ma circonscription, Labrador, que je suis très fier de représenter à la Chambre. Lors des dernières élections, ils m'ont réélue en ayant à l'esprit un certain nombre de questions. Ils étaient animés des meilleures intentions du monde et espéraient vivement qu'un changement se produise pour eux, tout comme pour bien d'autres Canadiens partout au pays. Je tiens à souligner l'excellent travail des nombreux bénévoles qui ont oeuvré pour moi tous les jours au cours de cette longue et épuisante campagne. Ils n'ont jamais abandonné leur mission, car ils étaient persuadés qu'on pouvait améliorer les choses. Ils ont travaillé d'arrache-pied parce qu'ils croyaient en un Canada plus fort.

Je tiens à remercier mes amis et ma famille de l'amour, du soutien et de la loyauté dont ils font preuve à mon égard depuis le début de ma vie politique. Je leur en suis très reconnaissante et je les remercie du fond du coeur.

Je suis contente de prendre la parole aujourd'hui en tant que députée du nouveau gouvernement, un gouvernement tout à fait emballant. Sous la direction du premier ministre, nous avons promis de travailler sans relâche au service des Canadiens. Nous avons promis de nous occuper des dossiers importants pour leur région, leur ville, leur famille et leur vie professionnelle. Les Canadiens étaient préoccupés par tous les graves problèmes que le Canada devait surmonter et souhaitaient un gouvernement qui fasse vraiment preuve de leadership, qui crée des emplois, qui fasse croître l'économie, qui renforce la classe moyenne et, surtout, qui fasse du Canada un pays inclusif, accueillant et équitable pour tous les gens qui y habitent.

Je viens d'une circonscription du Labrador qui comprend un certain nombre de communautés autochtones, autant inuites qu'issues des Premières Nations. Cette région a toujours été une terre d'accueil pour les pays alliés de partout dans le monde; plus de sept d'entre eux en ont d'ailleurs occupé le territoire au cours de l'histoire. Dans cette partie du Nord canadien, l'avenir est maintenant envisagé de façon optimiste plutôt que pessimiste. Nous avons réussi à progresser malgré les difficultés et nous sommes tournés vers l'avenir.

Nous avons la chance de faire partie de la province de Terre-Neuve-et-Labrador, dont je suis extrêmement fière de dire qu'elle sera dirigée par le premier ministre Dwight Ball et son équipe libérale pendant les quatre prochaines années. Je félicite le premier ministre Ball de son excellent travail et de tout ce qu'il fait pour la population de la province; il a présenté un programme remarquable, qui reflète les problèmes et les préoccupations des gens de Terre-Neuve-et-Labrador. Je les remercie, son équipe et lui, d'avoir véritablement donné à la population de la province la possibilité d'opter pour un vrai changement aux dernières élections.

Je tiens à saluer les membres de l'assemblée législative qui ont été élus dans ma circonscription: la députée de Cartwright—L'Anse au Clair, Lisa Dempster; le député de Torngat Mountains, Randy Edmunds; le député de Labrador-Ouest, Graham Letto; et le député de Lake Melville, Perry Trimper. Je les félicite tous et je leur signale que j'ai hâte de travailler avec eux à améliorer la vie des gens que nous représentons collectivement dans la circonscription de Labrador.

L'Adresse

Je suis également très heureuse de travailler aux côtés de six excellents députés de Terre-Neuve-et-Labrador. Avoir d'aussi bons collègues dans la province facilite grandement la tâche. Je salue et félicite de leur élection les députés de St. John's-Sud—Mount Pearl, d'Avalon, de St. John's-Est, de Long Range Mountains, de Bonavista—Burin—Trinity et de Coast of Bays—Central—Notre Dame. Je vous demande de vous joindre à moi pour les féliciter de leur élection à la Chambre des communes.

● (1220)

Comme mon collègue de St. John's South—Mount Pearl l'a mentionné dans son allocution aujourd'hui, nous rouvrons le centre de sauvetage maritime à St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce centre a été fermé il y a trois ans par le gouvernement précédent sans que les gens de notre province aient vraiment été consultés. Cette mesure a été prise au péril de ceux qui travaillent et vivent proche de la mer et tirent leur subsistance de cette île maritime. Tous les travailleurs des secteurs des hydrocarbures extracôtiers et de la pêche doivent, pour leur sécurité, pouvoir compter sur un service adéquat de recherche et sauvetage et, en cas de crise, avoir un endroit où appeler en sachant que quelqu'un répondra à l'appel. Je suis fière que le gouvernement rétablisse le centre de recherche et sauvetage à Terre-Neuve-et-Labrador. Nous nous emploierons aussi à améliorer les services de recherche et sauvetage dans toute la province et dans tout le pays pour que les Canadiens, qu'ils travaillent sur la terre ferme ou en mer, bénéficient de la protection d'un service de recherche et sauvetage et que quelqu'un soit là pour intervenir en cas de besoin.

Je représente une région à la culture très diversifiée, dont je vais parler pendant quelques minutes.

C'est dans ma province que se trouve la base de la 5^e Escadre Goose Bay, l'une des bases aériennes exceptionnelles du Canada. Cette base militaire sert non seulement le Canada, mais aussi plusieurs de nos alliés du monde entier. Elle a offert de la formation aux forces italiennes, européennes, allemandes, néerlandaises, américaines et britanniques. Elle continue d'offrir de la formation aux pays alliés qui veulent que leurs troupes poursuivent leur entraînement dans cette région de notre pays, ce qui arrive très souvent. Cela fait partie de l'exercice auquel se livrera le NORAD au Canada au cours des cinq prochaines années. Nous sommes ravis de participer à ce programme et d'appuyer les efforts que déploient les militaires dans notre région afin de s'acquitter de tâches importantes pour le compte de l'ensemble de nos forces armées.

Je viens d'une famille de militaires. Je n'ai pas moi-même servi dans l'armée, mais de nombreux membres de ma famille l'ont fait et le font encore, que ce soit dans l'Aviation canadienne, dans la Marine canadienne ou dans la GRC. Je suis bien placée pour connaître les précieux services que ces intervenants de première ligne rendent à notre pays. Aujourd'hui, je rends hommage à ces proches et aux membres de toutes les familles, d'un bout à l'autre du Canada, qui travaillent fort pour protéger nos droits, nos libertés et notre pays. Je les félicite.

Je viens aussi d'une région habitée par des Autochtones formidables, qui sont fiers de leur culture, de leur identité et de leur appartenance au Canada. Ils travaillent fort tous les jours pour faire des gains, que ce soit à propos de la culture inuite ou des terres des Premières Nations.

Le gouvernement a pris un solide engagement envers les Autochtones. Je suis on ne peut plus fière que le gouvernement formé par mon parti entreprenne un examen de la question des relations de nation à nation entre le Canada et les Autochtones et de

la gouvernance qui devrait en résulter. C'est un engagement remarquable de la part du gouvernement, et je veillerai avec joie à ce que nous travaillions d'arrache-pied en compagnie des Autochtones du pays pour arriver à bon port.

J'aurais encore beaucoup à dire aujourd'hui, mais le temps file. J'aimerais seulement énumérer quelques-uns des besoins que nous souhaitons voir comblés dans ma circonscription, à l'instar de nombreuses autres circonscriptions du Nord et des régions rurales du Canada.

● (1225)

En tant que députée désireuse de collaborer avec mes collègues des deux côtés de la Chambre, qui sont nombreux à avoir les mêmes préoccupations, je peux prendre l'engagement, devant la Chambre, de ne ménager aucun effort pour résoudre les problèmes qui affligent les régions du Nord et les régions rurales, notamment dans les dossiers suivants: télécommunications, Internet, réseaux cellulaires et à large bande; transport et liens aériens et routiers; logement; création d'emplois et croissance de l'économie.

Je serai heureuse de pouvoir servir les gens de ma circonscription et beaucoup d'autres personnes, au cours des quatre prochaines années, concernant ces dossiers, qui ont une importance cruciale pour le développement de notre pays et pour donner à chacun une chance équitable de se développer et de réussir.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue de son discours. J'ai bien aimé participer à des tribunes politiques avec elle lors de la dernière législature, et j'ai bien aimé son discours d'aujourd'hui.

Cependant, je prédis que, malheureusement, au cours de la présente législature, la 5^e Escadre de Goose Bay sera incluse dans le plan d'amaigrissement des Forces armées canadiennes que le gouvernement a déjà mentionné. Je crains qu'il ne ferme cette base. Pour dire cela, je m'appuie sur le fait que la députée a fait un plaidoyer passionné pour que la 5^e Escadre participe au projet en Syrie, mais elle n'a pas été choisie. De plus, sous le gouvernement libéral précédent, on a mis fin aux vols à basse altitude de l'OTAN à cette base.

Le gouvernement conservateur a assuré le maintien de la 5^e Escadre et a investi dans son infrastructure et d'autres besoins. Toutefois, dans le discours du Trône, on parle clairement d'une force militaire rationalisée; de ce côté-ci, nous savons bien que cela signifie qu'il y aura des coupes. Le gouvernement libéral précédent a failli fermer la 5^e Escadre de Goose Bay, et je crains réellement, malgré la ferveur qui anime la députée, que l'escadre ne soit déjà sous le couperet. La députée pourrait-elle le confirmer à la Chambre aujourd'hui?

Mme Yvonne Jones: Monsieur le Président, c'est une question très importante, et je suis heureuse d'y répondre. La différence entre le gouvernement précédent et le nôtre, c'est que nous voyons les possibilités pour l'avenir, et il y a d'énormes possibilités, en ce qui concerne la 5^e Escadre de Goose Bay, dans le cadre de la mission au Nord et dans l'Arctique. Le gouvernement précédent n'a pas envisagé cette possibilité pour cette base et les habitants de cette région du pays.

D'ailleurs, c'est le gouvernement précédent qui a poursuivi le démantèlement des bases comme la 5^e Escadre de Goose Bay. Il a détruit des dizaines de bâtiments et de maisons et a commencé à démanteler toute la base. Notre travail sera de renforcer la défense militaire au pays, ce que nous entendons faire, et de veiller à utiliser nos installations et nos biens à bon escient.

L'Adresse

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, dans son discours, la députée a parlé de l'importance de renouveler la relation de nation à nation avec les communautés autochtones, inuites et métisses. Dans ma collectivité, il y a la coalition pour les femmes assassinées ou disparues. Composée de membres des familles touchées, de défenseurs des intérêts communautaires et d'organisations de défense des femmes, la coalition travaille avec acharnement depuis longtemps. Elle réclame depuis très longtemps la tenue d'une enquête nationale. L'occasion se présente enfin.

Nous devons tirer des leçons de ce qui a été fait auparavant, notamment en ne répétant pas les erreurs que le gouvernement de la Colombie-Britannique a commises dans le cadre de la commission Oppal. La coalition pour les femmes autochtones assassinées ou disparues demande trois choses. Premièrement, elle demande au gouvernement de veiller à ce que le mandat comprenne l'étude des causes profondes de la violence envers les femmes et les filles autochtones. Deuxièmement, elle demande à ce que les membres des familles touchées et les organisations qui possèdent une expertise et des connaissances dans ce domaine se voient accorder un financement, du soutien et des ressources ainsi que la possibilité de participer à l'enquête afin de ne pas être exclus de ce processus. Troisièmement, elle réclame un engagement et des ressources pour la mise en oeuvre des recommandations qui découleront de l'enquête.

Je me demande si la secrétaire parlementaire pourrait répondre à ces trois demandes et prendre cet engagement devant la coalition et les membres des familles concernées.

Mme Yvonne Jones: Monsieur le Président, nous avons été très fiers d'amorcer le processus en vue de la tenue de l'enquête sur les femmes et les filles autochtones assassinées ou disparues de notre pays. Nous savons que c'est une initiative importante, mais aussi qu'il faut la mettre en oeuvre correctement. Cela implique de consulter les familles, ce qui est fait actuellement, et nous continuerons de le faire. Par ailleurs, nous allons consulter d'autres experts afin que l'enquête réponde aux besoins, produise les résultats escomptés et donne lieu à l'intervention requise afin que nous puissions assurer la réussite de l'initiative, honorer les victimes et atténuer la douleur des familles.

● (1230)

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon bon ami le député d'Edmonton Riverbend.

C'est un grand privilège de prendre la parole à la Chambre pour prononcer ma première allocution, en réponse au discours du Trône.

Je tiens tout d'abord à remercier les dizaines de milliers de citoyens de la circonscription de St. Albert—Edmonton qui m'ont accordé leur confiance. Je ferai tout mon possible chaque jour pour faire valoir leurs intérêts à Ottawa.

Comme tous les députés, je ne dois pas ma présence ici à mes seuls efforts. Je suis ici grâce aux centaines de personnes qui m'ont offert leur appui, leur loyauté et leur aide non seulement pendant la campagne, mais tout au long de ma vie. Elles m'ont aidé à devenir celui que je suis.

Il me serait impossible de remercier individuellement ces personnes, mais je tiens à saluer et à remercier ma famille, particulièrement mes parents, Tom et Rita Cooper. Ils m'ont inculqué, dès mon plus jeune âge, l'importance de travailler dur, de s'instruire et de s'investir dans la société.

En fait, ce sont eux qui m'ont incité à participer à la vie politique lorsque j'étais jeune. Ils ont constaté que je m'intéressais de près à la politique et ils m'ont dit qu'au lieu d'être un simple spectateur, je devrais apporter ma contribution. Eux-mêmes n'ont jamais été actifs sur la scène politique. J'ai suivi leurs conseils et, à 14 ans, je suis devenu membre du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta. Depuis, je pense que je n'ai jamais regretté mon engagement politique.

J'aimerais remercier mon frère, Timothy Cooper, un médecin qui termine sa résidence en oto-rhino-laryngologie à l'Université de l'Alberta, qui est mon ami depuis toujours.

Je veux aussi rendre hommage à mes grands-parents paternels, qui sont venus ici en provenance de l'Irlande, de même qu'à mes grands-parents maternels, qui ont fui le communisme et sont arrivés au Canada en provenance de la Lituanie. Comme beaucoup de gens partout dans le monde qui viennent s'installer au Canada, ils n'avaient pas beaucoup d'argent, mais ils étaient déterminés à trimer dur, à contribuer à la société canadienne et à bâtir une vie meilleure pour leur famille. C'est pour cette raison que je tiens à leur rendre hommage.

J'aimerais également remercier Mary O'Neill, l'ancienne députée provinciale de St. Albert, de même que Doug Horner, l'ancien député provincial de Spruce Grove—St. Albert, qui a occupé divers postes au sein du gouvernement de l'Alberta, dont ceux de vice-premier ministre et de ministre des Finances. J'ai appris à connaître Mary et Doug lorsque je les ai appuyés dans le cadre de leurs campagnes. Au fil des ans, ils ont été d'extraordinaires mentors politiques pour moi, et je suis très fier qu'ils m'aient appuyé lors de l'investiture et pendant la campagne électorale.

Je veux aussi remercier l'ancien maire de St. Albert, M. Richard Plain, qui s'est fort bien acquitté de son rôle de directeur de campagne, que ce soit lors de mon investiture ou pendant les élections.

Dernière chose, et non la moindre, j'aimerais remercier les partenaires du cabinet d'avocats Ogilvie LLP à Edmonton, qui m'ont offert leur soutien et ont fait preuve d'une grande compréhension envers moi alors que je tentais de concilier les responsabilités associées aux nombreuses poursuites civiles dont je m'occupais et les tâches à accomplir pour me faire élire.

● (1235)

Sur ce, je vais aborder le vif du sujet, soit ma réponse au discours du Trône du gouvernement.

Le discours du Trône a précisé à juste titre que les Canadiens veulent avoir confiance en leur gouvernement. Ce que l'on peut affirmer, après moins de deux mois, c'est qu'il est clair que les Canadiens ne peuvent pas avoir confiance dans le gouvernement libéral. La liste de promesses non tenues en moins de deux mois est tout à fait phénoménale. Chaque jour, une autre promesse des libéraux n'est pas tenue.

L'une de ces promesses a trait à l'engagement du gouvernement d'accuser un déficit de 10 milliards de dollars au cours du présent exercice. Il semble maintenant qu'il faille déjà ajouter 1,2 milliard de dollars à cette somme. Il faudra peut-être des milliards de dollars de plus pour assumer les folles dépenses du gouvernement. Qui les financera? Bien évidemment, ce sont les travailleurs canadiens qui paieront, parce que, bien sûr, il n'y a qu'un seul contribuable. C'est quelque chose que le gouvernement libéral semble avoir déjà oublié, s'il en était même conscient au départ.

L'Adresse

Pour les travailleurs canadiens, vivre au Canada coûtera beaucoup plus cher grâce au gouvernement libéral. Plus coûteux, mais de quelle façon? Le gouvernement veut imposer une taxe sur le carbone. Il veut augmenter les charges sociales. Il veut éliminer le fractionnement du revenu pour les familles à revenu unique. Il veut éliminer la Prestation universelle pour la garde d'enfant. Il veut réduire la cotisation maximale au CELI.

On voit tout de suite que le gouvernement n'a pas de plan ni de vision à part les mêmes vieilles rengaines misant sur la redistribution, la hausse des impôts et les dépenses, et ayant pour corollaire de faire disparaître des emplois. J'en veux pour preuve le fait qu'il n'est nulle part fait mention du Partenariat transpacifique dans le discours du Trône, alors qu'il s'agit du plus important accord commercial de notre histoire. En fait, cet accord va permettre aux entreprises canadiennes de commercialiser leurs produits dans un marché de 800 millions de consommateurs sans qu'ils y soient assujettis à des droits de douane, mais le gouvernement n'a même pas jugé bon d'y faire allusion.

Il n'a pas davantage parlé du secteur — pourtant vital — de l'énergie en Alberta. Rien non plus sur une quelconque stratégie concrète pour créer des emplois, stimuler l'économie et redonner du travail aux Canadiens.

Au chapitre de la sécurité des Canadiens, le gouvernement a fait preuve de la même absence de vision. La plus grande menace pesant sur le Canada vient de l'EIIS. Cette organisation a massacré des dizaines de milliers de personnes en Irak, en Syrie et ailleurs dans le monde. Des villages entiers ont été mis à sac et des rivières de sang coulent littéralement en Irak et en Syrie. Et que fait le gouvernement? Il choisit de se défilier en retirant les CF-18. Le ministre de la Défense nationale, le ministre des Affaires étrangères et le premier ministre sont incapables de nous expliquer en quoi leur stratégie va aider la coalition internationale à vaincre l'EIIS. C'est parce qu'elle ne l'y aidera en rien.

Pour terminer, je dirai aux députés d'en face que ce n'est pas en dépensant, en réglementant, en imposant et en redistribuant davantage qu'on peut aspirer à la prospérité. C'est en agissant de manière financièrement responsable, en faisant confiance aux contribuables et en créant les conditions nécessaires à la croissance.

SANCTION ROYALE

[Français]

Le vice-président: Avant que nous poursuivions les questions et commentaires, j'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'une communication dont voici le texte a été reçue:

Résidence du Gouverneur général
Ottawa

Le 11 décembre 2015

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que le très honorable David Johnston, Gouverneur général du Canada, se rendra à la salle du Sénat, aujourd'hui, le 11 décembre 2015 à 13 heures, afin de donner la sanction royale à un certain projet de loi.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
Stephen Wallace

DISCOURS DU TRÔNE

• (1240)

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a présenté lors de l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Matt DeCoursey (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de son discours.

[Traduction]

Je m'inscris en faux contre une bonne partie de ses observations, mais ce n'est pas grave. Durant les séances de la Chambre, il est important d'écouter attentivement les députés des autres partis exprimer leur point de vue et ceux de leurs électeurs. Je me réjouis de voir que bon nombre de mes collègues agissent ainsi, en faisant montre d'un niveau de respect qui sied à cette enceinte.

Le week-end dernier, au marché agricole Boyce, chez nous, à Fredericton, j'ai constaté l'espoir et l'optimisme qu'inspirait aux gens la nouvelle attitude de leadership inclusif, de collaboration et de bonne volonté manifestée par les députés de ce côté-ci de la Chambre envers les Canadiens et les députés des autres partis.

Le député ne convient-il pas qu'il est important d'adopter une attitude de civilité, de collaboration et d'écoute attentive envers ceux qui transmettent leurs idées? S'engage-t-il à agir de façon constructive et à élaborer des politiques positives pour les Canadiens?

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, je remercie le député de Fredericton de sa question et le félicite de son élection, remportée sans doute de haute lutte.

Je comprends le député lorsqu'il souligne que nous sommes tous ici pour représenter une circonscription comptant en moyenne quelque 100 000 personnes aux points de vue et aux intérêts différents. Nous devons tous faire de notre mieux pour défendre et promouvoir à Ottawa les questions et les priorités qui importent aux gens de nos circonscriptions. C'est certainement ce que je m'engage à accomplir, de même que le député sans doute.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de son discours. Il parle avec grande éloquence et présente des arguments intéressants; j'aimerais lui souhaiter la bienvenue à la Chambre et le remercier de nous avoir raconté une tranche de vie personnelle, ce qui fut très instructif, et d'avoir parlé du sujet en cours.

Je dois dire que je ne partage pas tous ses points de vue, surtout en ce qui concerne l'économie. J'ai quelques questions à lui poser à la lumière du fait que nous sortons d'une campagne électorale au terme de laquelle les Canadiens ont pris certaines décisions — en grande partie, selon moi, en réaction au bilan du précédent gouvernement. Ce bilan comprend l'un des plus grands déficits de l'histoire du Canada, les plus écrasants déficits commerciaux de l'histoire du Canada, mais surtout, le niveau d'endettement personnel des familles canadiennes le plus accablant de toute notre histoire.

L'Adresse

Beaucoup de gens de ma circonscription pensent qu'il n'y a rien de tel que des politiques conservatrices de développement économique, et compte tenu du bilan du précédent gouvernement conservateur, il semble qu'ils aient raison. Je demanderais donc au député de nous parler de toutes ces choses — les grands déficits, les déficits commerciaux écrasants, l'endettement record des familles canadiennes moyennes — et du lien qu'elles pourraient avoir avec les politiques que les conservateurs risquent de préconiser à la Chambre des communes dans les mois à venir.

M. Michael Cooper: Monsieur le Président, je suis très fier des réalisations de l'ancien gouvernement conservateur. Pendant neuf ans, ce dernier a assuré une saine gestion de l'économie qui a permis au Canada de se hisser à la tête des pays industrialisés pour ce qui est des emplois, de la croissance économique et du maintien du plus faible taux de chômage moyen.

Quant aux déficits, il est vrai que l'ancien gouvernement a enregistré des déficits, mais il ne faut pas oublier que c'était dans le cadre de la pire récession mondiale depuis des décennies. Nous avons donc mis en place des mesures de relance à court terme qui ont permis à l'économie canadienne de se redresser et de croître à un rythme plus rapide que celle de n'importe quel autre pays, menant ainsi à une croissance et à une prospérité durables.

Je rappelle au député que, grâce au gouvernement conservateur, le Canada a le ratio dette-PIB le plus bas des pays industrialisés. Je n'ai pas d'excuses à présenter pour le bilan de mon parti au cours de ces neuf années.

• (1245)

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Monsieur le Président, avant de commencer, je tiens à signaler que je partagerai mon temps de parole avec le député de Mississauga—Streetsville.

Je veux profiter de l'occasion pour saluer mon épouse Rose ainsi que nos filles Eliana et Natalia, qui suivent ce débat de chez nous, à Vaughan. J'aimerais aussi remercier les électeurs de Vaughan—Woodbridge de m'avoir accordé leur confiance.

À titre de député nouvellement élu, c'est un véritable honneur pour moi de pouvoir présenter, au nom des habitants de ma circonscription, mon point de vue sur le discours du Trône. Cependant, avant de le faire, il importe de situer mes remarques dans leur contexte et d'expliquer pourquoi je suis ici aujourd'hui.

Au début de la semaine, le premier ministre a affirmé que le discours du Trône porte sur ce qui compte le plus aux yeux des gens qui comptent le plus. En présentant un discours du Trône qui vise à aider les étudiants, les aînés, les collectivités et les familles, le gouvernement dresse un plan pour notre avenir et celui de nos enfants.

Il y a 50 ans, mes grands-parents ont quitté le Sud de l'Italie avec rien d'autre que ce qu'ils pouvaient porter. Ils sont arrivés au quai 21 à Halifax avec rien de plus qu'une éthique de travail irréprochable et le désir d'un avenir meilleur pour leurs sept enfants. L'une de ces sept enfants, ma mère Vincenza, a marié mon père Rocco et ensemble, ils sont partis bâtir leur vie. Ils ont travaillé dur et fait des sacrifices tous les jours. Ils ont transformé leur esprit d'entrepreneuriat et leur dynamisme en une vie bonne et productive parce que le Canada leur a permis de le faire. Ils ont travaillé dur et le Canada leur en a donné la possibilité.

Je crains que le genre de possibilités que mes parents et moi avons eu ne seront pas offertes à mes filles. En tant que père et époux, je tiens à m'assurer que mes deux filles merveilleuses, Eliana et Natalia,

grandissent et aient la chance de réussir. Certes, mon épouse Rose et moi travaillons dur pour subvenir aux besoins de nos enfants, mais, comme bien des familles au Canada, un peu d'aide venant d'un gouvernement attentionné améliorerait notre sort.

Je comprends que certains veulent nous faire croire que le travail acharné suffit à garantir le succès, mais ce n'est pas le cas. Le travail acharné y est pour beaucoup, mais les possibilités sont tout aussi importantes. C'est pourquoi je me suis porté candidat. C'est pourquoi je suis heureux d'appuyer le discours du Trône, parce qu'il promet des possibilités à ceux qui sont prêts à travailler fort. La plupart des députés seraient d'accord pour dire que les familles et les collectivités sont les pierres d'assise de notre pays. Je suis très fier d'être ici pour représenter les familles de Vaughan—Woodbridge, mais pendant trop longtemps, les familles et les collectivités ont été oubliées. Il est toujours possible de faire mieux et il est maintenant temps d'apporter de vrais changements pour aider les gens à améliorer leur sort.

Avant de poursuivre, j'aimerais prendre le temps de remercier les électeurs de Vaughan—Woodbridge de me faire confiance et de m'appuyer. C'est la première fois que je prends la parole en tant que député, mais chacune de mes interventions tient compte du point de vue des personnes que je représente, et je remercie celles-ci de leur aide, de leur soutien et de leur confiance. Il est important pour mes concitoyens de savoir que le discours du Trône tient compte des priorités qui sont importantes pour les gens qui habitent sur Chancellor Drive, sur Davos Road et sur Maria Antonia Road, et partout ailleurs.

Ce discours du Trône n'a pas été rédigé à Ottawa. Il est plutôt inspiré de ce qui se dit dans les cafés, les cuisines et les milieux de travail de notre grand pays. Ce discours du Trône est destiné à tous les Canadiens. Le nouveau gouvernement se concentrera sur la création de bons emplois et de débouchés pour tous, ainsi que sur la sécurité des rues. Je tiens à dire aux gens de Vaughan—Woodbridge que, tout comme eux, j'accorderai la priorité à ces enjeux.

La semaine dernière, le gouvernement a présenté un discours du Trône entièrement axé sur la classe moyenne, c'est-à-dire des gens comme ceux qui vivent dans ma circonscription. Le gouvernement s'est engagé à aider les aînés à faible revenu, les étudiants, les familles et les travailleurs partout au pays. Il est résolu à utiliser tous les moyens mis à sa disposition pour créer des emplois, pour améliorer les services et pour rétablir la réputation du Canada pour tous ses citoyens.

La classe moyenne n'a pas vu ses revenus augmenter décemment depuis des années, et il est temps d'accorder un répit aux travailleurs et aux chômeurs. Il est temps de créer de nouveau des conditions qui permettront au travail acharné de susciter des possibilités et une prospérité qui profiteront à tout le monde. Voilà à quoi ressemble un vrai changement, et c'est précisément ce que le gouvernement entend réaliser. À ma gauche, des critiques disent que le gouvernement devrait rester en retrait et laisser le libre marché prendre toute la place. Je rejette cette approche de non-intervention parce qu'elle abandonne à leur sort les personnes à faible revenu.

Je connais bien le milieu des finances international. J'ai travaillé à Wall Street et à Bay Street pendant près de 25 ans. Je sais que l'économie ne peut croître que si la classe moyenne est forte. Au lieu de se croiser les bras, le gouvernement fait ce qu'il peut pour favoriser la croissance de la classe moyenne, pour investir dans les infrastructures afin de dénouer l'impasse qui étouffe notre économie, pour créer un environnement sain et pour renforcer la sécurité de la retraite pour tous.

L'Adresse

• (1250)

Il s'agit d'objectifs auxquels nous pouvons et devrions tous nous rallier, non pas parce qu'ils ont été fixés par les libéraux, mais parce que nous allons tous en bénéficier. Les Canadiens ont élu un gouvernement qui saura être rassembleur. Le Canada est fort grâce à ses différences, et non en dépit d'elles.

Il est aussi vrai que la nouvelle Allocation canadienne aux enfants viendra directement en aide à ceux qui en ont le plus besoin, et je suis fier de cet aspect de notre plateforme. Grâce à la nouvelle Allocation canadienne aux enfants, 9 familles canadiennes sur 10 toucheront des prestations plus élevées. Cette allocation sera exempte d'impôt, mais surtout, elle permettra de sortir 300 000 enfants de la pauvreté.

Pourquoi est-ce important? Pourquoi ne pas continuer de mettre en œuvre les politiques à courte vue auxquelles nous étions habitués? Pourquoi ne pas laisser les marchés tout décider?

Tout simplement parce qu'il y a trop de Canadiens qui occupent deux ou trois emplois aux minces avantages sociaux et qui vivent quand même dans la pauvreté. Comme si ce n'était pas suffisant, les infrastructures publiques tombent en ruine. Le secteur manufacturier s'érode. La dette des ménages atteint des records, et le prix des biens de première nécessité n'arrête pas d'augmenter. Ces contraintes exercent une pression inimaginable sur les gens que je représente, qu'il s'agisse des familles, des étudiants ou des aînés, et le discours du Trône cherche à corriger la situation.

Le débat d'aujourd'hui est le premier d'une longue série à venir, mais il est extrêmement important parce qu'il donnera le ton pour tout ce qui suivra. Les nouveaux investissements dans le transport en commun, les infrastructures vertes et sociales et la sécurité de la retraite laissent tous entrevoir un changement réel et concret pour les citoyens qui m'ont élu pour les représenter.

C'est pour ces raisons — avec ma femme Rose et nos deux filles, Eliana et Natalia, qui nous regardent — que j'ai le plaisir de donner mon appui au discours du Trône, car plus qu'un simple document, il s'agit d'un véritable plan pour le vrai changement. J'aurai le plaisir de voter en faveur de ce projet d'avenir à cause de ce qu'il représente pour les aînés, les étudiants, les familles et les travailleurs de ma circonscription et de partout au Canada.

Que Dieu bénisse toujours le Canada.

Le vice-président: Avant que nous passions aux questions et observations, j'aimerais souligner que j'ai commis une erreur en accordant la parole au député de Vaughan—Woodbridge avant de la donner au député d'Edmonton Riverbend. Nous allons reprendre l'ordre prévu après les questions et observations.

Le député d'Edmonton Riverbend prendra la parole, puis ce sera au tour du député de Mississauga—Streetsville.

Encore une fois, je présente mes excuses, en particulier au député d'Edmonton Riverbend. J'implore l'indulgence de la Chambre en espérant que ce changement d'ordre sera acceptable.

Nous passons aux questions et observations. La députée d'Essex a la parole.

Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de Vaughan—Woodbridge de son premier discours à la Chambre. Il a parlé de la classe moyenne et de la baisse d'impôt offerte par les libéraux. J'aimerais dire que la classe moyenne n'aura pas plus d'argent, car, comme le député l'a souligné, ces mesures fiscales excluent 70 % des Canadiens.

Le député a parlé des cafés. Or, c'est dans ces endroits que les travailleurs de ma circonscription se réunissent, et ils demanderont sûrement au gouvernement libéral pourquoi 70 % des Canadiens sont exclus des modifications fiscales que le gouvernement a proposées. Pourquoi ne peuvent-ils pas bénéficier également d'un allègement fiscal?

Que leur répondra le député, à moins qu'il ne représente que les 30 % avec qui il a travaillé sur Bay Street?

• (1255)

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, je tiens à exprimer mon soutien indéfectible à l'industrie de l'automobile, si importante pour toute la province de l'Ontario, en particulier le Sud-Ouest, et pour notre capacité manufacturière.

J'ajouterai que, parmi les mesures que notre programme comporte se trouve la nouvelle Allocation canadienne aux enfants, dont j'ai parlé plus tôt. Les études d'organismes comme le Caledon Institute indiquent que cette nouvelle allocation libre d'impôt qui, espérons-le, sera versée à compter de l'année prochaine, assurera à 9 familles sur 10 des prestations accrues et sortira 300 000 enfants de la pauvreté.

C'est là une excellente nouvelle pour les familles canadiennes, il me semble.

Le vice-président: J'ai l'impression de tout faire à l'envers, cet après-midi. Nous allons maintenant donner la parole à l'opposition officielle pour les questions et observations.

Le député de Durham a la parole.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, c'est le dernier jour de séance en 2015, alors nous allons faire preuve d'indulgence à votre égard. Vous vous acquittez admirablement de votre tâche au fauteuil, et les gens des deux côtés vous en sont reconnaissants.

Je félicite le député de Vaughan—Woodbridge de sa première intervention et de l'enthousiasme avec lequel il veut servir le public.

Je trouve cependant particulièrement ironique que le gouvernement, le ministre des Finances en particulier, et ce député, compte tenu de son expérience à Bay Street et à Wall Street, laissent complètement aller le déficit, espérant qu'il se situera entre 10 milliards et 20 milliards de dollars par année.

Le député ne conviendra-t-il pas avec moi qu'un déficit finit toujours par entraîner ou bien une hausse des impôts, ou bien des compressions? Si le gouvernement veut sincèrement atteindre l'équilibre budgétaire d'ici la fin de son mandat, il devra augmenter considérablement le fardeau fiscal ou réduire les services.

Que préfère le député: une hausse des impôts ou une réduction des services?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, je trouve un peu fort que le député de Durham parle de déficits et de dette alors que le gouvernement conservateur a alourdi la dette nationale de 150 milliards de dollars au cours des 10 dernières années. À son arrivée au pouvoir, il y avait un excédent de 15 milliards de dollars qu'il a transformé en déficit avant même que la grande récession frappe.

Je signale que les taux d'intérêt sont actuellement très bas. Je conseilerais humblement au gouvernement de faire des investissements stratégiques dans les infrastructures pour stimuler l'économie.

Ainsi, notre ratio dette-PIB continuera de baisser sous le présent gouvernement et nous équilibrerons le budget, comme nous l'avons dit, à la fin de la période de quatre ans.

L'Adresse

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député pour son allocution remarquable, remerciant sa famille et ainsi de suite, mais j'ai remarqué qu'il avait mentionné l'industrie automobile, un secteur très important.

Je me demande s'il voudrait commenter davantage l'importance de l'industrie automobile pour l'Ontario et, à vrai dire, pour tous les Canadiens.

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, pour avoir travaillé dans le domaine des finances pendant 25 ans et couvert le secteur automobile au cours des 15 dernières années, je peux dire que c'est un secteur qui me tient à coeur et j'estime que notre pays doit le soutenir.

Nous devons garder les emplois dans ce secteur ici, au Canada, et le gouvernement fera tout en son pouvoir, en consultant ses partenaires, pour les équipementiers, les fournisseurs du secteur et les petits fabricants de pièces dans tout le Sud-Ouest de l'Ontario afin de s'assurer que nous garderons ces emplois ici et que nous garderons un secteur automobile d'envergure mondiale très solide et robuste.

Nous avons besoin de ces emplois et le gouvernement entend veiller à ce qu'ils restent au Canada et à ce que nous favorisions l'expansion du secteur des équipementiers et des fournisseurs. C'est très important et nous ferons le nécessaire en ce sens.

* * *

MESSAGE DU SÉNAT

Le vice-président: J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté le projet de loi C-3, Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2016.

* * *

• (1300)

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite. Vous êtes maintenant notre ambassadeur à l'intérieur et à l'extérieur de cette enceinte. Vous avez toute mon admiration et je fais appel à vous pour faire de notre législature l'une des plus grandes de l'histoire canadienne. Cela ne sera pas facile, mais je vous appuie sans réserve. Je vous promets ceci : si je commets la grave erreur de chahuter le gouvernement, je veillerai à le faire le plus furtivement possible afin que vous ne sachiez pas que c'était moi.

Je suis très ému d'être ici et, à 34 ans, d'avoir été élu au provincial et au fédéral. Je peux en être fier. Cependant, ce dont je suis le plus fier, c'est de deux petites filles très intelligentes, gentilles et généreuses qui s'appellent Molly et Lily Jeneroux. Ce sont mes filles et c'est à cause d'elles que je suis ici. Je sais que, dans notre monde, il faut que des gens fassent passer leur vie personnelle au second plan et je suis fier de ce qu'elles sont à l'âge de six ans et de huit ans, mais il me tarde de les voir quand elles grandiront. Je suis convaincu qu'elles deviendront des jeunes femmes remarquables.

À ce propos, j'ai la chance incroyable d'être aimé par la plus belle, la plus réfléchie et la plus aimable des personnes, ma compagne de vie et en toute chose, qu'on appellera bientôt Dre Elizabeth Clement.

Je tiens également à remercier l'ancien député de ma région, James Rajotte, un homme de principes et dévoué à son pays. C'est avec honneur et beaucoup d'humilité que je suivrai ses traces. C'est un homme qui a du coeur à l'ouvrage, et c'est une qualité que j'entends manifester pour représenter les meilleurs citoyens de notre pays, ceux de ma région, Edmonton Riverbend.

C'est là où j'arrêterai de parler de moi. Bien honnêtement, il y a des questions bien plus importantes dont il faut discuter. J'aimerais profiter de mon temps de parole pour parler de ce que le discours du Trône signifie pour les générations futures. Je pense que cela pourrait être intéressant, car je suis à la fois enthousiaste et inquiet pour nos futurs dirigeants. Je suis enthousiaste parce que je crois sincèrement qu'il n'y a rien qu'ils ne peuvent accomplir, mais je suis également inquiet parce que notre pays suscite beaucoup d'admiration dans le monde pour sa liberté et sa prospérité. Ce sont les décisions que nous ne prenons pas aujourd'hui qui pourraient mettre tout cela en péril.

Cependant, nous risquons de perdre d'ici une génération le mode de vie que nous avons construit à force de travail acharné. Je veux que les générations futures aient une vie meilleure et plus brillante. Tâchons d'en faire un projet collectif. Au fond de nous-mêmes, nous rêvons tous d'un certain avenir pour le Canada, d'ici 20 ou 50 ans, mais nous devons accepter la responsabilité de la réalisation de ce rêve. Je mets les jeunes générations au défi de réaliser les rêves qu'ils ont pour notre pays. Je les mets au défi de dire « oui » à leurs rêves, de ne pas se contenter de la médiocrité et de travailler sans relâche. Il y a des choses qui ne sont pas faciles dans la vie. Elles sont difficiles. Tâchez de réaliser ce qui est difficile et, faites-moi confiance, l'effort en vaudra la peine.

Les distractions sont nombreuses dans ce monde: Facebook, Twitter, les autres médias sociaux. Toutefois, les générations futures devraient se concentrer sur leurs objectifs et leurs rêves. Elles ont la responsabilité de le faire envers notre pays.

Nos jeunes générations devront assurément surmonter de nombreux obstacles dans les années à venir, mais je veux qu'elles se rappellent chaque jour du Canada qu'elles espèrent façonner. À chaque tournant de la vie, des milliers de personnes voudront les dissuader de continuer, mais il ne faut pas les écouter. Je veux que les générations futures s'efforcent sans cesse de faire mieux, pour le monde et pour nous. Il est difficile de repousser ses limites, mais c'est exactement ce qu'il faut rechercher: accomplir le difficile. Les jeunes générations se définissent par leur intégrité et leur honneur. Elles ne devraient jamais laisser qui que ce soit leur dire qu'elles sont incapables de faire quelque chose. Lorsque l'on veut quelque chose, il suffit de travailler dur. Honnêtement, ce n'est pas plus compliqué que cela. Je veux que nos jeunes générations se rappellent ces paroles. Aucun d'entre nous ne devrait jamais oublier ce que nous accomplissons pour elles dans cette enceinte.

Le reste de mon discours portera sur ma province, l'Alberta.

L'Adresse

J'ai grandi dans une province qui est passée à l'action, une province qui a beaucoup fait pour stimuler l'économie. C'est aussi une province qui est attaquée de toutes parts, que ce soit par son propre gouvernement néo-démocrate ou par le gouvernement fédéral libéral. Je crains pour l'avenir de notre province. Si les gens ne me croient pas, je peux leur dire que la décision de confier certaines responsabilités propres à l'Ouest à un ministre de Toronto est bien mal vue par les Albertains ordinaires. On songe par exemple à laisser tomber les pipelines et à mettre fin à la circulation des pétroliers sur la côte Ouest. Je demande aux députés de ne pas prendre ces décisions à la légère, car elles auront des répercussions sur la vie et l'avenir de bien des gens. Je demande aussi aux députés de ne pas prendre de décisions politiques. L'Ouest est une véritable terre d'avenir pour le Canada lorsque la situation économique est difficile, et elle peut le redevenir.

Le gouvernement doit se joindre aux députés qui sont assis en face de lui et faire le nécessaire pour que nous ayons les emplois, la main-d'œuvre et, au bout du compte, le soutien nécessaire pour entrer dans une nouvelle ère de prospérité dans l'Ouest. Au cours des dix dernières années, nous avons été la région économique la plus forte en Amérique du Nord. Je tiens à souligner que les conservateurs sont au service des hommes et des femmes qui ont perdu leur emploi dans le secteur pétrolier. Ils sont aussi au service des agriculteurs qui sentent que leur moyen de subsistance est menacé. Et il ne fait aucun doute qu'ils sont également au service des mères et des pères qui travaillent et qui se préparent à s'endetter davantage. Je le leur garantis.

● (1305)

Je pousserai même l'audace jusqu'à faire cette promesse au nom des 99 députés conservateurs, des députés extraordinaires. Nous lutterons avec acharnement tant que nous serons ici.

Nous sommes toutefois ici pour un temps limité, et je veux m'assurer que nous pensions tous à ceux qui seront nos futurs leaders. Tous les députés doivent voir à prendre des décisions qui amélioreront la qualité de vie de ces futurs leaders. On constate déjà que les décisions prises ici sont guidées davantage par l'idéologie et les manoeuvres électoralistes que par le souci d'assurer un bon avenir à nos enfants et petits-enfants.

Comme le discours du Trône a porté beaucoup plus sur la marijuana, le financement de Radio-Canada et la réforme électorale que sur l'emploi, je crains fortement que le gouvernement libéral ait déjà laissé tomber les Canadiens, puisqu'il ne leur offre aucune possibilité d'améliorer leur qualité de vie.

En guise de conclusion, je lance un défi aux députés libéraux, celui de travailler avec ardeur pour continuer de bâtir le pays que nos ancêtres nous ont légué. C'est une tâche difficile, et qui doit être difficile. Les générations futures nous regardent. Elles nous regardent parce que nos décisions les toucheront aussi.

Nous sommes tous des individus qui, rassemblés, forment la Chambre des communes. Nous serons liés à tout jamais, ne l'oublions pas. Il faut du courage pour travailler ensemble. Je tiens à faire ma part pour que le Canada connaisse toujours plus de succès. C'est d'ailleurs pour cette raison que je suis ici en tant que député d'Edmonton Riverbend.

Je propose:

Que l'amendement soit modifié par adjonction, après les mots « fardeau fiscal élevé pour les Canadiens », de ce qui suit: « et revenir sur son plan antidémocratique d'abolir le mode de scrutin en vigueur au Canada sans d'abord consulter les Canadiens par référendum, comme l'ont fait la majorité des gouvernements partisans de la démocratie, notamment la Colombie-Britannique, l'Île du Prince Édouard, l'Ontario, la Nouvelle Zélande et le Royaume Uni, ».

Le Président: Le sous-amendement est recevable.

LA SANCTION ROYALE

● (1315)

[Traduction]

L'huisier du bâton noir apporte le message suivant:

Monsieur le Président, c'est le désir de Son Excellence le gouverneur général que cette honorable Chambre se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.

En conséquence, le Président et les députés se rendent au Sénat.

Et, de retour:

Le Président: J'ai l'honneur de faire savoir à la Chambre que, lorsque celle-ci s'est rendue auprès de Son Excellence le gouverneur général aujourd'hui, au Sénat, il a plu à Son Excellence d'octroyer, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au projet de loi C-3, Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2016 — chapitre 42.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, j'étais particulièrement enthousiasmé par le fait que le député parle de l'avenir. Le gouvernement libéral se préoccupe de l'avenir des jeunes et des jeunes familles comme la mienne. C'est pourquoi nous investissons dans l'avenir. C'est pourquoi nous investissons dans les jeunes. Nous allons créer des milliers d'emplois pour les jeunes et restaurer les infrastructures, qui, franchement, tombent en ruine depuis 10 ans.

Le député ne croit-il pas qu'il est important d'investir dans notre avenir et dans l'avenir de nos jeunes?

M. Matt Jeneroux: Monsieur le Président, notre avenir est prometteur, particulièrement si nous conservons les décisions de l'ancien gouvernement conservateur. Nous avons pris des décisions au sujet de la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Nous avons pris des décisions au sujet des contributions au CELI et du fractionnement du revenu. J'espère que ces décisions seront examinées de nouveau par les députés de l'autre côté parce qu'il s'agit de mesures qui pourraient aider les jeunes familles et les générations futures.

● (1320)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député d'Edmonton Riverbend de son élection et de son excellente allocution. J'aime le fait qu'il ait abordé des questions aussi importantes que l'avenir des enfants et l'aide aux grands-parents et aux mères du pays. Nous avons beaucoup de choses en commun. Nous voulons tous les deux stimuler l'économie tout en protégeant l'environnement.

L'Adresse

Le député a parlé du secteur pétrolier et des pipelines ainsi que de la nécessité de faire parvenir nos ressources jusqu'aux marchés. J'aimerais que le député nous livre ses observations sur les façons d'acheminer le pétrole vers les marchés et de veiller à ce que les Britanno-Colombiens soient entendus dans ce dossier, car ce sont les mères, les grands-mères et les filles des Britanno-Colombiens qui s'inquiètent au sujet des pipelines. Il y a eu un petit déversement de mazout à English Bay récemment, et la situation n'a pas été réglée adéquatement. En 1988, il y a eu un déversement sur une plage de Tofino, perturbant un écosystème qui contribue à maintenir notre sécurité alimentaire et qui accueille des activités récréatives et culturelles.

J'aimerais que le député me dise comment il envisage de collaborer en vue de protéger la côte de la Colombie-Britannique et de repenser l'économie, comme il y a fait allusion.

M. Matt Jeneroux: Monsieur le Président, j'ai des amis qui vivent à Tofino, et j'ai le regret de dire qu'ils n'ont pas voté pour le député, même s'il a l'air d'un type bien.

Nous devons construire les pipelines qui permettront d'acheminer notre pétrole jusqu'aux marchés parce que c'est ce qui fait rouler notre économie. C'est ce qui fait rouler l'économie albertaine. Il ne manque pas de trains, mais nous souhaitons qu'il y ait plus de pipelines parce qu'un déversement ferroviaire de pétrole, c'est un pensez-y-bien sur le plan environnemental.

Je suis particulièrement déçu du gouvernement libéral parce que, lorsqu'on a annoncé que le projet Keystone n'irait pas de l'avant, c'est à peine si on a pu tirer quelques mots du premier ministre, lui qui ne manque pourtant jamais une occasion de dire quelques mots ici et là. Mais cette fois-là, il était introuvable. Ce qui ne l'a pas empêché, comme on l'a vu hier, de ne plus tenir en place à la perspective d'un dîner chic en compagnie du président Obama.

Nous devons défendre les intérêts de l'Alberta et du Canada, voilà ce qui compte quand on y pense. Ceux de l'Alberta surtout, parce que c'est le pétrole albertain qui fait rouler l'économie.

L'hon. Mike Lake (Edmonton—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon collègue, ami et voisin d'Edmonton d'avoir été élu. Il le méritait. J'ai vu de mes propres yeux la qualité des liens qui l'unissent à ses filles, et c'est quelque chose à voir.

En pensant à ses filles et aux Canadiens qui font partie de la même génération qu'elles, je me demande si le député pourrait nous rappeler l'importance de l'équilibre budgétaire pour l'avenir du pays.

M. Matt Jeneroux: Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir posé, comme d'habitude, une question percutante.

Il est important de répéter que nous présentons des bilans équilibrés, bien évidemment, et ceux d'en face ont déjà enregistré l'un des plus importants déficits de l'histoire de notre pays. Ces députés-là ne pensent pas aux générations futures lorsqu'ils agissent de la sorte. C'est une des choses que les Albertains nous ont répétées à maintes reprises durant la campagne.

C'est ce que nous avons constaté à l'échelle provinciale, et maintenant le fédéral nous réserve le même sort. J'implore les députés d'en face de bien vouloir envisager la possibilité de ne pas enregistrer de déficit pour l'amour de nos enfants, de leurs enfants, de nos petits-enfants et des générations futures. C'est important pour eux et c'est important pour nous, à la Chambre.

M. Gagan Sikand (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, comme il s'agit de ma première intervention devant cette honorable assemblée, j'aimerais en profiter pour remercier tous

les résidents de Mississauga—Streetsville de m'avoir choisi pour les représenter ici, à Ottawa. J'aimerais aussi remercier les membres de ma famille, autant d'hier que d'aujourd'hui, de leur soutien indéfectible.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des milliers de résidents au cours des deux dernières années, mais surtout d'être à l'écoute de leurs inquiétudes, auxquelles nous avons répondu dans le discours du Trône.

La circonscription de Mississauga—Streetsville regroupe de nombreux quartiers: Lisgar, Levi Creek, Meadowvale et les charmants quartiers que sont Streetsville et l'Historique Meadowvale Village. C'est avec grande fierté que j'affirme à la Chambre avoir grandi à Streetsville, dont je suis maintenant député.

Cela dit, cette circonscription de la classe moyenne a connu maintes difficultés par le passé. J'ai parlé à des parents seuls qui ont du mal à subvenir aux besoins de leurs enfants. Quand je fais du bénévolat dans les banques alimentaires d'Eden et de Seva, je vois des familles qui peinent tous les jours à joindre les deux bouts.

Dans un pays aussi riche que le Canada, chaque enfant mérite que ses besoins essentiels soient comblés. C'est pourquoi je suis très fier d'avoir entendu, dans le discours du Trône, que l'Allocation canadienne aux enfants que nous nous sommes engagés à instaurer permettra de sortir 315 000 enfants de la pauvreté.

Nous nous sommes également engagés à améliorer les perspectives d'avenir des jeunes Canadiens. L'une des principales préoccupations des parents vivant dans la circonscription de Mississauga—Streetsville, c'est que leurs enfants ne jouiront pas des mêmes avantages qu'eux. Il est impératif que les générations futures soient instruites pour assurer la prospérité à long terme de notre grand pays.

En plus d'avoir écouté les préoccupations de mes citoyens, j'ai consulté la mairesse et les conseillers municipaux de Mississauga ainsi que nos homologues provinciaux. Pour que la circonscription prospère, la municipalité a besoin de fonds dédiés et prévisibles pour l'infrastructure, et surtout d'investissements dans le transport en commun. Les habitants de ma circonscription qui travaillant au centre-ville de Toronto ont du mal à rentrer chez eux à temps pour le souper.

Le 6 juillet 2013, nous avons tous observé avec horreur les images du déraillement tragique survenu à Lac-Mégantic. Les habitants de Mississauga—Streetsville ont été choqués d'entendre que ce même train était passé près de nos arrières-cours et de nos centres commerciaux. Le dossier est revenu à l'avant-plan quand un train similaire a pris feu durant la campagne. Ce train se trouvait entre des centres commerciaux, une garderie et les cours arrière de certaines résidences.

Une autre préoccupation relative aux infrastructures est le logement abordable. Le temps d'attente pour un logement social ou abordable à Mississauga est actuellement de sept à dix ans. Notre circonscription compte également de nombreuses unités de logement en coopérative. Mes collègues et moi avons visité l'une de ces coopératives et avons été surpris d'apprendre qu'à peine 50 000 \$ d'aide financière du gouvernement empêcherait bon nombre de locataires de se retrouver à la rue. Voilà pourquoi notre investissement de 125 milliards de dollars dans les infrastructures n'est pas seulement un investissement dans les infrastructures, mais un investissement dans les familles canadiennes. En fin de compte, nous avons besoin d'un gouvernement qui respecte les municipalités.

L'Adresse

Pendant la campagne électorale, divers groupes et particuliers de toutes les allégeances politiques ont communiqué avec moi pour discuter de réforme électorale. Les citoyens ont souvent le sentiment que leur vote ne sert à rien. Lorsque notre parti a annoncé que l'élection de 2015 serait la dernière sous le système uninominal majoritaire à un tour, c'était l'annonce que le gouvernement libéral serait à l'écoute des citoyens, qu'il a des idées progressistes, et qu'il veut instaurer un changement véritable.

Les parcs et les sentiers de ma circonscription font partie des plus beaux souvenirs de mon enfance. Notre circonscription compte une multitude d'espaces verts, de terres protégées, de pistes cyclables, d'étangs, un lac et, bien entendu, la rivière Credit. J'emmène souvent mes cousins avec moi à des activités de plantation d'arbres pour qu'ils puissent non seulement profiter de ces espaces, mais aussi comprendre l'importance de les préserver.

Le gouvernement s'est engagé à préserver l'environnement et à lutter contre les changements climatiques. Comme il a été mentionné dans le discours du Trône, nous prendrons des décisions éclairées par des données probantes scientifiques.

Le gouvernement introduira de nouveaux processus d'évaluation environnementale. Mais surtout, le gouvernement comprend qu'un environnement propre et une économie forte vont de pair.

● (1325)

Le programme du gouvernement montre également que la force du Canada réside dans sa diversité. J'en suis le meilleur exemple, ici aujourd'hui.

Le Canada est vraiment la terre des possibilités. Mon père a quitté l'Inde et s'est installé ici pour donner une meilleure vie à sa famille. Il a commencé par faire de petits boulots, puis il est devenu chauffeur de taxi, a économisé et a pu démarrer sa petite entreprise. Le Canada l'a récompensé pour son travail acharné et son ambition. Mon jeune frère est urgentologue. Il sauve des vies tous les jours. Je suis avocat et propriétaire d'une petite entreprise, et j'ai l'honneur d'être député. Tout cela n'est possible qu'au Canada.

J'ai eu la chance d'étudier le droit à Londres, en Angleterre. L'un des avantages d'étudier à l'étranger est l'accès facile aux pays voisins. À l'époque, lorsque les gens apprenaient que j'étais Canadien, ils m'accueillaient chaleureusement et me disaient que le Canada était reconnu pour sa tradition de maintien de la paix. Toutefois, ce sentiment s'est perdu depuis des années. Le gouvernement contribuera au processus de paix partout dans le monde, et nous renouvellerons notre engagement à l'égard des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Notre réputation sur la scène internationale à titre de pays qui lutte contre l'intolérance et pour la paix en sera inévitablement rétablie.

Ici, chez nous, de nombreux électeurs m'ont dit qu'ils avaient quitté leur pays d'origine pour s'installer au Canada parce qu'ils y sont en sécurité. C'est un pays idéal pour fonder une famille. C'est pourquoi le gouvernement continuera de travailler à assurer la sécurité de tous les Canadiens.

J'aimerais une fois de plus remercier tous mes électeurs de m'avoir choisi pour représenter Mississauga—Streetsville. Ma circonscription est le miroir du Canada. Elle a beaucoup d'histoire, un commerce dynamique, une diversité ethnique et compte plusieurs petits villages au sein d'une grande ville. Je suis on ne peut plus fier de dire que c'est chez moi. Je sais que notre mandat servira les gens de ma circonscription.

● (1330)

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au sujet des impôts mentionnés dans le discours du Trône. La réduction destinée à la classe moyenne exclut près de 70 % des Canadiens tout en éliminant la hausse de cotisation du CELI. Nous attendons le revers de la médaille, c'est-à-dire les hausses d'impôt qu'il faudra prévoir pour compenser les dépenses que le gouvernement s'est engagé à faire et les nouveaux programmes dont la Chambre n'a pas encore été saisie. Il y aura donc moins d'économies pour les Canadiens.

Nous savons que près de 11 millions de Canadiens ont profité du CELI et que 60 % d'entre eux avaient un revenu inférieur à 60 000 \$ par an. Plus de la moitié de ces gens sont des aînés. Lorsqu'on donne aux gens des moyens d'agir sur le plan financier, ils épargnent davantage pour l'avenir. Nous le savons d'expérience. Nous n'avons certainement pas besoin d'une nounoucratie s'occupant des gens du berceau à la tombe. Nous avons tous entendu parler de ce sujet à la Chambre.

La Banque de Montréal a publié en septembre un rapport d'enquête d'après lequel 56 % des répondants disposaient de moins de 10 000 \$ de fonds d'urgence. Je crois que le CELI est un programme extraordinaire. En maintenant le plafond annuel à 10 000 \$, nous veillons à ce que les Canadiens puissent économiser eux-mêmes. Par conséquent, pourquoi le gouvernement ne revient-il pas sur sa décision et ne rétablit-il pas le rehaussement du plafond, qui constitue le meilleur moyen d'épargne de toute une génération?

M. Gagan Sikand: Monsieur le Président, j'ai en fait entendu le contraire au cours de la campagne électorale. Il n'y avait pas beaucoup de gens à qui j'ai parlé qui disposaient de 10 000 \$ à placer chaque année dans un CELI. Ils utilisent l'argent pour nourrir leur famille, payer les factures, les services publics, etc. Dans la région métropolitaine de Toronto, Mississauga—Streetsville est un endroit où la vie coûte cher.

Notre gouvernement comprend les besoins des Canadiens et se rend compte qu'ils n'ont pas 10 000 \$ de trop à placer chaque année. C'est la raison pour laquelle nous avons pris des mesures énergiques qui les aideront à bien s'occuper de leur famille.

M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD): Monsieur le Président, je remercie le député de son excellent discours. Je suis d'accord avec lui sur une grande partie de ce qu'il a dit.

À titre d'ancien maire de Cranbrook, en Colombie-Britannique, je voudrais parler un peu de l'infrastructure. En 2014, gouvernement conservateur a mis en place son programme Chantiers Canada. Pas un seul dollar de ce programme n'a été versé à nos communautés en 2014 ou 2015. Le problème découle en partie du fait que les municipalités étaient tenues d'avancer le premier tiers du prix de ces projets.

Le député convient-il que le gouvernement devrait avoir à l'avenir une formule un peu plus favorable aux municipalités?

M. Gagan Sikand: Monsieur le Président, c'est à Streetsville que vit notre ancienne mairesse, Hazel McCallion, qui figure dans le *Guinness Book of World Records* parce qu'elle a rempli ses fonctions pendant très longtemps. Elle a dit explicitement qu'elle n'a jamais reçu du gouvernement fédéral la coopération dont elle avait besoin. Notre maire actuel est du même avis.

Je suis en faveur d'un dialogue ouvert avec les municipalités en vue de mettre à leur disposition une grande part des fonds d'infrastructure et de leur permettre de s'en servir à leur gré.

L'Adresse

• (1335)

M. Vance Badawey (Niagara-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face a fait de l'excellent travail.

J'ai une petite question à poser. Nous avons parlé à la Chambre des avantages fiscaux que notre gouvernement établira au profit des enfants et de la classe moyenne. Toutefois, pour ce qui est des contributions à l'infrastructure que nous offrirons aux différentes municipalités, je dois reconnaître, parce que j'ai été maire pendant les 14 dernières années, que ces contributions ont certaines incidences sur les contribuables au niveau municipal. Comment notre gouvernement ira-t-il de l'avant à l'égard des contributions à l'infrastructure municipale et comment augmentera-t-il les économies des contribuables, et particulièrement ceux qui paient l'impôt foncier et les taxes d'eau et d'égoût?

M. Gagan Sikand: Monsieur le Président, l'un des avantages que nous voyons réside dans notre situation géographique par rapport à Toronto. Si nous faisons beaucoup d'investissements dans l'infrastructure publique et les transports en commun, cela fera naturellement monter la valeur des maisons dans des secteurs tels que Mississauga—Streetsville, qui auront un accès plus facile au centre-ville de Toronto.

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Nous revenons à la situation normale. Toutefois, avant de reprendre le débat, j'aimerais formuler une petite observation dans l'intérêt de tous les députés.

À la Chambre, les députés se servent de la troisième personne, ce qui n'est pas dans nos habitudes. J'ai deux petits conseils à donner aux députés qui prennent la parole soit pendant la période des questions et observations, soit pour prononcer un discours. S'ils sont tentés de dire « vous » ou « votre », ce qui est courant dans le langage ordinaire, ils doivent comprendre qu'à la Chambre, nous avons plutôt tendance à dire « le député », « la députée » ou encore « les députés » selon le cas. Il y a un moyen qui permet d'éviter de se tromper. Lorsqu'un député adresse ses propos à la présidence, il se tourne vers la présidence et ne voit donc plus nécessairement le député à qui ses propos s'adressent vraiment. Ainsi, il aura moins tendance à dire « vous » ou « votre ».

C'était simplement un petit conseil. Je sais qu'il y a une adaptation à faire, mais jusqu'ici, je dois dire que les députés se sont magnifiquement débrouillés.

Nous reprenons le débat. La députée de Saint-Hyacinthe—Bagot a la parole.

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, avant de commencer mon discours, j'aimerais indiquer que je partagerai mon temps de parole avec l'honorable député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest.

Comme il s'agit de mon premier discours à la Chambre des communes, je profite de l'occasion pour remercier les électeurs de Saint-Hyacinthe—Bagot de la confiance qu'ils m'ont accordée le 19 octobre dernier. C'est un immense privilège de les représenter à la Chambre des communes.

Je continuerai à travailler sans relâche pour mériter cet honneur et donner une voix à mes concitoyennes et concitoyens. Je remercie aussi ceux et celles qui m'ont appuyée en travaillant à mes côtés lors de la dernière campagne électorale: bénévoles, amis, ainsi que ma famille. Sans leur soutien quotidien, je ne serais pas ici aujourd'hui.

J'ai la chance de représenter une circonscription extraordinaire, que j'invite mes collègues à découvrir. Elle comprend deux MRC, celles d'Acton et des Maskoutains, composées de 25 municipalités et

comprenant trois villes: Acton Vale, Saint-Pie et, bien évidemment, Saint-Hyacinthe. Une région d'innovation, Saint-Hyacinthe a été récipiendaire du titre de capitale canadienne de l'emploi en 2015. Nous portons aussi prestigieusement le titre de capitale agroalimentaire du Québec depuis longtemps.

Comme beaucoup de Canadiens et Canadiennes, j'ai écouté le discours du Trône avec beaucoup d'attention. J'ai aimé plusieurs des engagements énoncés par ce gouvernement. Par contre, certains éléments sont manquants et d'autres m'ont déçue.

Dans ma circonscription, l'agriculture est l'un des vecteurs économiques fort importants. D'ailleurs, Saint-Hyacinthe est réputée pour être une technopole agroalimentaire reconnue mondialement, notamment en raison de ses institutions d'enseignement, telles que le cégep, l'Institut de technologie agroalimentaire et la seule faculté de médecine vétérinaire francophone en Amérique, de ses centres de recherche et de plusieurs entreprises d'innovation en biotechnologie. Chez nous, l'agriculture est le pilier de notre économie.

Sur une base quotidienne, des producteurs agricoles inquiets me parlent des risques associés au Partenariat transpacifique. Je suis préoccupée par le fait que les libéraux semblent toujours prêts à aller de l'avant avec l'accord de Partenariat transpacifique des conservateurs. Cet accord mettra en péril nos agriculteurs. Dans le comté, seulement dans la MRC des Maskoutains, c'est plus de 250 entreprises familiales qui seront touchées par cette entente.

D'ailleurs, dans le discours du Trône, je n'ai pas entendu que les consultations publiques promises pendant la campagne électorale auraient lieu prochainement. Il n'y avait rien non plus sur les compensations promises aux agriculteurs qui vont subir les contrecoups de cet accord. Je dois avouer que les gens de chez nous en sont très inquiets.

Dans ma circonscription de Saint-Hyacinthe—Bagot, plusieurs grands projets d'infrastructure sont en attente de financement fédéral. Ce gouvernement a promis aux Canadiens et Canadiennes du changement, un changement rapide, urgent et positif dans ses méthodes de travail. Il s'est engagé, entre autres, à investir massivement dans les infrastructures.

Dans mon comté, le boulevard routier Casavant, à Saint-Hyacinthe, nécessite la construction d'un viaduc ferroviaire. Ce projet est d'une importance capitale pour le développement économique de la ville, puisqu'il permettra de désenclaver le parc industriel. Le financement fédéral de ce projet est attendu depuis plus de 10 ans. Je connais bien ce dossier, ayant été conseillère municipale à la Ville de Saint-Hyacinthe depuis six ans.

La Ville de Saint-Hyacinthe a investi plus de 20 millions de dollars dans une voie de contournement, qui était située dans mon district, d'ailleurs, et qui se termine présentement par un cul-de-sac, en raison de la voie ferrée. De plus, les négociations entre la Ville et le CN sont difficiles, voire impossibles, et les conditions exigées par le transporteur totalisent la majorité des coûts du projet.

Le prolongement du boulevard Casavant est une nécessité pour le développement et la croissance de Saint-Hyacinthe. Il est essentiel que le gouvernement fédéral agisse rapidement et de façon structurante dans ce dossier, afin de permettre l'achèvement de cette infrastructure routière.

Un autre grand projet d'envergure est actuellement en cours de réalisation à Saint-Hyacinthe. En 2012, l'industrie du tourisme d'affaires de ma région a vécu une onde de choc à la suite de la fermeture d'un important complexe hôtelier.

L'Adresse

● (1340)

Ce drame a occasionné plusieurs pertes d'emploi tout en touchant négativement de nombreux commerçants. Aujourd'hui, nous travaillons de façon concertée à la relance de ce secteur. Avec l'aide financière du fédéral et du provincial, la Ville de Saint-Hyacinthe souhaite construire un tout nouveau centre des congrès, qui sera adjacent à un nouvel hôtel.

Ce partenariat permettra de relancer l'industrie du tourisme d'affaires dans Saint-Hyacinthe—Bagot et de créer de nombreux emplois de qualité tout en consolidant le secteur commercial de la ville. Ce partenariat est noué notamment avec la Société d'agriculture de Saint-Hyacinthe, qui possède déjà un centre de foire. Grâce au centre des congrès et au centre de foire, Saint-Hyacinthe sera le plus grand lieu pour tenir de tels événements, en dehors des grands centres que sont Montréal et Québec.

Finalement, la ville de Saint-Pie oeuvre à la concrétisation d'un tout nouveau projet de centre communautaire. Il s'agit d'un projet d'infrastructure qui lie à la fois les loisirs, le secteur communautaire, le milieu scolaire et la bibliothèque municipale. C'est un bon exemple de communauté qui se mobilise afin d'optimiser les ressources disponibles pour améliorer concrètement la vie des familles.

Encore une fois, voici un projet structurant qui mérite l'attention du gouvernement et qui démontre bien l'urgence de mettre en place un programme de soutien financier lié aux infrastructures qui sera à la fois généreux et souple.

Ces projets d'envergure, pour ne nommer que ceux-là, sont fort importants pour ma circonscription. Je m'attends à ce que le gouvernement engage des sommes d'argent suffisantes, afin que les communautés puissent assurer leur plein potentiel de développement économique selon les priorités qu'elles auront choisies.

J'ai l'honneur d'être la porte-parole du NPD pour ce qui est de la responsabilité des familles, des enfants et du développement social ainsi que porte-parole adjointe en matière de santé. D'ailleurs, je me réjouis de la perspective de collaborer avec mes collègues dans ces importants portefeuilles de responsabilité et leur offre mon entière collaboration.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours du Trône et les mesures touchant, entre autres, mes responsabilités de porte-parole. Je suis contente d'entendre que le gouvernement va bonifier le Régime de pensions du Canada, après tant d'années d'inaction de la part des conservateurs. Par contre, je dois avouer que j'étais très déçue de constater qu'il n'est fait aucunement mention, dans le discours du Trône, de la lutte contre la pauvreté ici, au Canada, pas plus qu'on ne parle de présenter un plan pour lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités au Canada.

Je n'ai rien entendu au sujet de la bonification promise du Supplément de revenu garanti, qui permettrait de sortir les aînés de la pauvreté, ni rien de l'annulation des compressions à la Sécurité de la vieillesse.

Je n'ai pas entendu non plus le gouvernement prendre des mesures nécessaires pour ramener l'âge de la retraite de 67 à 65 ans. Je ne l'ai pas plus entendu dire qu'il annulerait les changements nocifs apportés par les conservateurs au programme d'assurance-emploi en vue de l'améliorer. Pourtant, ces mesures permettraient d'aider nos communautés, de lutter concrètement pour réduire les inégalités sociales et d'aider nos aînés.

Dans le discours du Trône, on peut entendre, et je cite:

[...] le gouvernement estime que tous les Canadiens et Canadiennes devraient avoir des chances réelles et égales de réussite [...]

Hier, je mentionnais à la Chambre que malheureusement, encore aujourd'hui, des enfants vont à l'école le ventre vide et des aînés vivent dans la pauvreté. C'est chez nous que cela se passe, en 2015, et c'est inacceptable!

Je pense qu'il est grand temps de lutter contre la pauvreté et de se donner un plan national de lutte contre la pauvreté, afin de s'assurer que tous ont réellement des chances égales de réussite.

Comme porte-parole adjointe en matière de santé, j'aurais voulu que des engagements concrets aient été pris pour annuler les compressions du gouvernement conservateur en santé. Il faut investir dans les soins aux aînés et dans la couverture des médicaments d'ordonnance, et le gouvernement doit prendre des mesures afin de faciliter l'accès aux médecins de famille.

Nous espérons que les libéraux ne vont pas chercher à revenir sur les engagements qu'ils ont pris envers les Canadiens. En tant qu'opposition progressiste, nous continuerons à faire pression sur le gouvernement libéral pour qu'il tienne ses promesses.

Les Canadiens et Canadiennes doivent avoir l'assurance que, dorénavant, ce Parlement va se battre pour leur emploi, va se battre pour leur famille et va se battre pour leur communauté.

● (1345)

[Traduction]

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, je félicite la députée de son discours. Comme je suis membre d'une association anti-pauvreté et fondateur de la section locale de notre région, j'ai été touché par beaucoup des choses qu'elle a dites.

Je vais poser ma question en premier pour que la députée ait le temps de réfléchir à la réponse pendant que je finis mes observations.

Ma question porte sur l'infrastructure. Il y a différents moyens d'améliorer l'infrastructure; les municipalités, les provinces et les territoires en aiment certains plus que d'autres. Pour la députée, quel est le meilleur moyen d'améliorer l'infrastructure?

Au chapitre de la pauvreté, c'est avec enthousiasme que je pense à notre plateforme. Nous tiendrons la promesse de ramener à 65 ans l'âge d'admissibilité à la pension de vieillesse. Nous avons l'intention de majorer la pension et de bonifier le Régime de pensions du Canada. Nous construirons plus de logements pour les aînés et investirons d'énormes sommes dans les soins à domicile. À l'autre extrémité de l'échelle, parmi les plus pauvres des pauvres, nous aiderons les sans-abri en créant les plus importantes infrastructures de logement de l'histoire. Bien sûr, pour nos enfants, qui comptent sans doute plus que tout pour nous, nous mettrons en place la plus importante prestation pour enfants de l'histoire, qui aidera neuf familles sur dix et qui sortira de la pauvreté 300 000 enfants.

Je crois que nous serons tous d'accord sur cela, mais je veux poser ma question concernant les moyens d'améliorer l'infrastructure.

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy: Monsieur le Président, c'est justement là le problème. Cela ne reste que des promesses. Toute la semaine, on m'a répondu qu'on avait de bonnes idées et qu'on allait les réaliser. Pourquoi n'a-t-on pas parlé de ces différents éléments dans le discours du Trône?

L'Adresse

D'abord, en ce qui a trait aux infrastructures, les municipalités doivent choisir elles-mêmes leurs priorités. Au Québec, au sein des ententes fédérales-provinciales, le gouvernement provincial établit aussi ses priorités. Toutefois, il est important que notre gouvernement arrête de nous dire ce qu'il va faire, que nous devons attendre et que nous ne devons pas nous inquiéter parce que cela va venir. Je ne suis pas patiente longtemps. Plutôt qu'on me parle des promesses, j'aimerais qu'on me dise quand et comment on va les réaliser.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours de ma collègue, que je félicite d'ailleurs pour son élection.

Depuis le début de la semaine, depuis que je suis arrivé à la Chambre des communes, j'ai entendu le gouvernement parler de beaucoup d'engagements qui vont coûter très cher aux Canadiens. Ces engagements vont faire en sorte que les déficits ne seront pas simplement modestes, mais plutôt modestes à l'extrême.

J'ai écouté les commentaires et les différents propos de ma collègue, et j'aimerais savoir combien elle voudrait ajouter encore à ce déficit déjà annoncé par les libéraux, compte tenu de tout ce qu'elle souhaite voir se réaliser. La députée peut-elle chiffrer les engagements qu'elle aimerait voir se réaliser au cours de ce mandat et qu'elle aimerait ajouter au déficit des libéraux?

• (1350)

Mme Brigitte Sansoucy: Monsieur le Président, nous sommes ici, à la Chambre, pour faire des choix. Il est évident que, quand on donne la priorité à certaines choses, on en met d'autres de côté. Je pense que les priorités qu'on met en avant en matière de lutte contre la pauvreté sont importantes. Les Canadiens ont décidé d'élire un gouvernement libéral qui a effectivement annoncé sa volonté de faire des déficits. À partir du moment où les libéraux ont fait des promesses importantes en infrastructure, il est clair qu'ils ont créé beaucoup d'attentes dans nos communautés. Les deux MRC que je représente m'ont invitée à aller les rencontrer au cours des prochaines semaines, car elles ont leurs listes. Le gouvernement a créé beaucoup d'attentes dans nos communautés. Il est évident que nous aurons des choix difficiles à faire. Il est important que nous gardions toujours cela en tête.

Étant donné que le député qui m'a posé la question a oeuvré aussi en milieu municipal, il sait combien il est difficile de faire un budget et de faire des choix. Nous souhaitons évidemment avoir les budgets les plus équilibrés possible. Le gouvernement nous a annoncé qu'il y aurait effectivement un déficit, mais il est important, en ce qui a trait au budget, de faire des choix qui permettent de lutter contre la pauvreté et qui permettent aux municipalités de réaliser leurs priorités. Nous sommes ici pour faire des choix. Les questions que j'ai posées cette semaine portent sur ce à quoi le gouvernement doit, à mon avis, accorder la priorité.

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole pour la première fois. Je voudrais commencer par remercier les électeurs d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir chargé de les représenter à la Chambre.

Je voudrais remercier particulièrement les nombreux bénévoles qui ont travaillé fort pour me faire élire comme premier député de la belle et grande circonscription d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest. Je remercie également ma femme Margaret, qui comptait parmi les bénévoles qui ont travaillé le plus fort et qui a toujours été le pilier sur lequel je pouvais m'appuyer. J'aimerais aussi mentionner le travail ardu d'Alex Atamanenko, député respecté de l'ancienne

circonscription de Colombie-Britannique-Southern Interior, qui a récemment pris sa retraite.

Étant né et ayant grandi là, j'ai évidemment un certain parti pris, mais je pense que ma circonscription — allant des vignobles et des vergers d'Okanagan-Sud, aux pins ponderosa du Kettle, en passant par le fleuve Columbia qui s'écoule à travers Kootenay-Ouest jusqu'aux cimes enneigées qui dominent les lacs Slokan et Arrow — est sans nul doute la plus belle de tout le pays. Comme écologiste, j'en aime la diversité et le caractère unique puisqu'elle abrite une foule d'espèces qu'on ne trouve nulle part ailleurs au Canada.

Il y a également les terres non cédées des Syilx, des Sinixt et des Ktunaxa, dont les traditions, la culture et les connaissances nous ont enrichis. D'autres communautés ajoutent à la diversité culturelle, y compris les communautés indo-canadienne et portugaise d'Okanagan-Sud, les Doukhobors de Grand Forks et de Castlegar ainsi que la grande communauté italienne concentrée à Trail.

Malgré sa beauté, ma circonscription connaît de grandes difficultés. Des prairies désertiques d'Okanagan-Sud aux forêts de Kootenay-Ouest, les changements climatiques apportent des étés plus longs et plus chauds, une diminution des chutes de neige et des incendies plus fréquents. Cet été encore, les collectivités d'Oliver, Osoyoos, Grand Forks et Christina Lake ont été menacées par une série d'incendies. Un incendie catastrophique a détruit 30 maisons dans le village de Rock Creek. Je voudrais profiter de l'occasion pour transmettre à la Chambre les remerciements de mes électeurs aux hommes et femmes courageux qui ont combattu ces incendies et aux nombreux bénévoles qui ont nourri et accueilli chez eux les pompiers et les résidents qui avaient dû quitter leur foyer.

Les changements climatiques sont un grand sujet de préoccupation pour les habitants de ma circonscription. J'espère que le gouvernement ajoutera aux belles paroles qu'il a mis à ce sujet dans le discours du Trône un plan clair, des objectifs audacieux et une action rapide. Les étés plus chauds et la diminution des pluies ont également obligé les agriculteurs locaux à s'adapter rapidement pour rester compétitifs. L'agriculture a toujours été au cœur de l'économie dans la partie occidentale de la circonscription. J'ai grandi dans une pommeraie, au milieu d'une région qui est fière de ses abricots, de ses pêches, de ses cerises, de son raisin de cuve, de ses tomates, de ses poivrons, de ses melons, de ses pommes et de son bœuf. Beaucoup de locaux s'inquiètent de la sécurité alimentaire. J'ai donc été très déçu de noter que l'agriculture n'a même pas été mentionnée dans le discours du Trône. J'espère sincèrement que le gouvernement reprendra la stratégie nationale de sécurité alimentaire élaborée par le NPD au cours de la législature précédente.

Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest est une très importante destination touristique grâce à ses lacs étincelants, ses belles plages de sable, ses sentiers de randonnée, ses pistes cyclables, ses possibilités d'escalade rocheuse et ses pistes de ski de calibre mondial. Le tourisme constitue une énorme part de notre économie, non seulement dans la circonscription que je représente, mais partout dans cette région spectaculaire. Je dois dire que j'ai été déçu de constater que rien de tout cela n'était mentionné dans le discours du Trône.

Nous devons faire la promotion de notre pays d'une façon plus efficace. Je tiens à profiter de l'occasion pour féliciter l'Association touristique Thompson Okanagan pour ses remarquables programmes de marketing. Le gouvernement fédéral ferait bien d'investir dans des programmes de ce genre en contribuant davantage à Destination Canada.

L'Adresse

Comme c'est le cas partout dans le pays, les ressources naturelles constituent un important élément de l'économie d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, des énormes fonderies Teck à Trail à l'usine Celgar de Castlegar sans compter les autres exploitations minières et forestières de la région.

• (1355)

J'ai été fier d'être nommé porte-parole adjoint du NPD en matière de ressources naturelles. J'ai hâte de commencer à travailler sur ce dossier qui joue un rôle tellement crucial dans la richesse du Canada.

Nous devons continuellement renforcer la durabilité de nos méthodes d'extraction afin d'éviter d'exporter des emplois bien rémunérés.

La beauté naturelle et la douceur du climat d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest attirent de nombreux retraités de tous les coins du Canada. Le prix de l'immobilier est relativement élevé, et ce facteur jumelé aux salaires relativement bas des habitants de la circonscription font qu'une importante partie de la population tire le diable par la queue. Le logement abordable et l'itinérance sont de grands problèmes dans toutes les collectivités de la circonscription.

De plus, un très important pourcentage de la population d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest est composé d'ainés. Beaucoup d'entre eux ont une pension insuffisante, et les problèmes de santé qui accompagnent le vieillissement alourdissent le fardeau de notre système de santé.

Les jeunes aussi doivent affronter un avenir difficile. Certains avaient quitté la circonscription pour aller chercher du travail dans le secteur énergétique dans le nord-est de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, mais comme ce secteur est en régression, beaucoup sont rentrés en espérant trouver localement un travail équivalent. J'espère qu'ils ont écouté les promesses du gouvernement concernant l'infrastructure et les investissements en technologie verte qui pourraient changer radicalement la situation de centaines de collectivités du pays.

De nombreux autres se sont inscrits à des programmes d'études postsecondaires. Certains fréquentent de grandes universités à l'extérieur de la circonscription, tandis que d'autres suivent des programmes d'apprentissage ou apprennent un métier. Beaucoup de jeunes fréquentent le Collège Okanagan et le Collège Selkirk, deux excellents établissements d'enseignement postsecondaire de ma circonscription qui sont bien connus pour leurs programmes innovateurs, comme celui de techniques d'écoconstruction offert au Collège Okanagan et le programme d'études prémédicales en milieu rural offert au Collège Selkirk.

Pour connaître du succès au XXI^e siècle, le Canada doit offrir aux jeunes un système d'éducation de première qualité. Par conséquent, je suis fier d'être le porte-parole du NPD en matière d'éducation postsecondaire. Le discours du Trône a mentionné brièvement le sort des étudiants qui croulent sous un endettement croissant. Toutefois, nous devons examiner la cause profonde de cet endettement, c'est-à-dire la hausse fulgurante des droits de scolarité provoquée par la diminution à long terme du financement fédéral.

Au cours des dernières élections, les Canadiens ont voté pour le changement. Pendant la longue campagne électorale, les libéraux ont fait beaucoup de promesses au sujet de l'environnement, d'un rôle plus positif pour le pays en matière d'affaires étrangères, des infrastructures sociales, du logement, de la réduction de la pauvreté, de la réforme des pensions et de la santé. Les gens de ma circonscription vont surveiller le gouvernement de près pour s'assurer qu'il tient ses promesses. En tant que député du NPD, le parti de l'opposition progressiste, je vais également le talonner au

cours des prochains mois. Nous demeurons optimistes et nous gardons espoir, mais nous ferons aussi preuve de diligence et nous demanderons des comptes au gouvernement.

En terminant, j'aimerais simplement souhaiter un joyeux Noël ainsi qu'une bonne et heureuse année à tous les députés et à tous nos concitoyens.

• (1400)

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue d'en face de son excellent discours, un autre discours passionné et empreint de conviction qui a touché de nombreux points. Le député a certes parlé de nombreuses questions que les libéraux de ce côté-ci de la Chambre ont à cœur.

L'une des choses sur lesquelles les libéraux ont misé lors de la campagne électorale était certainement une augmentation des dépenses en infrastructures au pays. Ce n'est un secret pour personne que nous sommes en déficit au chapitre des infrastructures depuis les 10 dernières années. Partout au pays, des infrastructures tombent en ruine. Les libéraux ont promis de doubler l'investissement à cet égard.

Une autre chose importante à souligner est la promesse des libéraux d'instituer l'Allocation canadienne aux enfants. Cela améliorera le sort de neuf familles sur dix au pays. Cela sortira 315 000 enfants de la pauvreté et sera une bonne chose pour bien des communautés.

Je viens de Saint John—Rothesay, une ville qui, malheureusement, se classe au premier rang pour la pauvreté chez les enfants au Canada. Des mesures telles que l'Allocation canadienne aux enfants seraient très, très positives pour les collectivités d'un bout à l'autre du pays.

Je suis également content que le député d'en face croie en la civilité et aux bonnes relations mutuelles. J'espère sincèrement que nous continuerons ainsi des deux côtés de la Chambre.

M. Richard Cannings: Monsieur le Président, j'aimerais intervenir au sujet des infrastructures. Lorsque j'ai fait campagne dans la circonscription, j'ai rencontré presque tous les maires et conseillers municipaux des 41 collectivités. Les infrastructures étaient immanquablement leur grande priorité. Ils réclamaient un accès facilité aux fonds du gouvernement fédéral pour les infrastructures des petites collectivités. Tant de programmes de financement ciblent les grandes collectivités. De plus, il est très difficile pour les petites collectivités de trouver des partenaires.

Pour ce qui est d'aider les enfants qui vivent dans la pauvreté et les familles dans le besoin, le NPD a fait campagne en promettant un programme visant à offrir des garderies abordables partout au pays. Cela allait vraiment chercher les gens d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest. Tant de gens ont dit que cela les aiderait vraiment beaucoup plus qu'un montant forfaitaire.

M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD): Monsieur le Président, mon collègue a fait une excellente première allocation. En tant que porte-parole du NPD en matière de parcs nationaux — nous connaissons tous, d'ailleurs, la valeur des parcs nationaux sur le plan du tourisme et de l'environnement —, je suis très content de voir que le gouvernement libéral compte annuler les compressions des conservateurs à hauteur de 25 millions de dollars et affecter 25 millions de dollars par année à la gestion des écosystèmes.

J'aimerais que le député nous parle un peu de la proposition qui consiste à créer un parc national dans le Sud de la vallée de l'Okanagan, et qu'il nous dise quelles en seront les retombées pour les gens de la région.

L'Adresse

M. Richard Cannings: Monsieur le Président, je dois admettre, bien qu'à contrecœur, que la circonscription de Kootenay—Columbia, que représente le député, est presque aussi belle que la mienne.

Comme je l'ai dit, la circonscription d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest est une région unique au Canada. Elle fait partie de la région intérieure sèche de la Colombie-Britannique, l'une des dernières zones écologiques où il n'y a pas de parc national. Le projet de création d'un parc national dans cette région remonte à plus de 10 ans. Je crois que cette initiative a été amorcée en 2003. J'aimerais beaucoup qu'elle se concrétise.

Depuis une dizaine d'années, Parcs Canada s'emploie à élaborer une politique qui permettrait à la fois de faire avancer le dossier du parc, sans priver les éleveurs et les autres intervenants de leurs moyens de subsistance, et de faire participer étroitement les communautés autochtones de la région au processus. Je suis impatient de collaborer avec les députés provinciaux de la circonscription à la réalisation de ce projet.

●(1405)

Mme Celina Caesar-Chavannes (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Long Range Mountains.

Je remercie le Président de me permettre de m'adresser à cette assemblée pour la première fois pour livrer une allocution à la Chambre dans le cadre du présent débat. Je vous félicite, monsieur le Président, pour votre élection et je félicite aussi tous les députés.

J'ai eu une belle carrière dans le domaine de la recherche sur le cerveau et je défends avec passion la cause de la santé du cerveau et de la santé mentale. À ce titre, j'aimerais remercier le député d'Ottawa—Vanier pour le courage dont il a fait preuve en annonçant son diagnostic de SLA, ou sclérose latérale amyotrophique. Sa courageuse déclaration a mis en lumière les maladies neurodégénératives et je l'en remercie personnellement. Je lui souhaite le meilleur de ce que la recherche, l'espoir et les prières de ma famille peuvent lui apporter.

Je m'en voudrais de ne pas remercier mes prédécesseurs qui siégeaient ici à la 41^e législature, Pat Perkins et le regretté Jim Flaherty, qui ont représenté la ville de Whitby et les villages de Brooklyn, Ashburn et Myrtle avec une passion, une conviction et une fierté hors du commun.

Il y a 10 ans, mon époux, Vidal, et moi avons décidé de nous établir à Whitby. Au cours des 10 dernières années, nous avons bénéficié de l'amitié de nos voisins, de l'accès aux meilleures écoles pour nos trois enfants, Desiray, Candice et Johnny, et d'un havre de paix dans une collectivité tranquille et chaleureuse.

Les gens de Whitby m'ont accordé leur confiance au moyen d'un bout de papier, d'un crayon et d'un vote. Je leur en suis infiniment reconnaissante et je suis touchée qu'ils croient en ma capacité de les représenter à Ottawa.

Whitby est une ville en croissance dont la population change; elle possède une chambre de commerce forte, une communauté d'affaires, d'excellents établissements d'enseignement sur son territoire et dans la région de Durham, ainsi que des installations de santé et de loisirs reconnues dans le monde entier, comme l'Ontario Shores Centre for Mental Health Science et l'Abilities Centre.

C'est pourquoi, dans ma première allocution à la Chambre, j'aimerais faire ressortir quelques-unes des forces dont elle peut faire profiter les communautés nationale et internationale.

Plus de la moitié de la population de Whitby a fait des études postsecondaires. Nous avons accès aux routes 401 et 407, qui entourent littéralement notre ville. Nos grands établissements d'enseignement, comme le Collège de Durham, ont des répercussions directes sur le bien-être socioéconomique de Whitby, de la région de Durham et de la province de l'Ontario. Le Collège de Durham a conclu d'innombrables partenariats avec des entreprises et d'autres organismes, afin de permettre à ses étudiants d'acquérir une expérience et des compétences utiles. Ses retombées économiques sont supérieures à 800 millions de dollars par année.

L'engagement du gouvernement à investir dans le transport en commun, les infrastructures vertes et les infrastructures sociales, à créer des emplois et à renforcer la classe moyenne suscite des possibilités de croissance illimitées pour l'économie de Whitby, car des économies locales fortes conduisent à une économie nationale forte.

Récemment, la ville de Whitby a été nommée parmi les meilleurs endroits où faire des affaires au Canada et elle figurait au cinquième rang de la liste de 10 villes publiée dans le magazine *Profit*. Les entreprises canadiennes et étrangères qui tireront profit de nos ressources peuvent avoir l'assurance que les retombées de leurs investissements à Whitby seront mutuellement avantageuses pour des années à venir.

Cela dit, 70 % des habitants de Whitby travaillent à l'extérieur de la ville. C'est pourquoi je suis fière que le gouvernement se soit engagé à investir dans les infrastructures et le transport en commun afin de contribuer à créer des emplois locaux et de faire en sorte que les habitants de Whitby habitent, travaillent et se divertissent dans leur collectivité.

Je souligne également le travail des hommes et des femmes en uniforme comme les pompiers de la section 2036 de l'AIP de Whitby, les membres du service de police régional de Durham, le personnel des services médicaux d'urgence de Durham. Je tiens aussi à mentionner les hommes et les femmes en uniforme de tout le pays qui ont besoin de soutien régulier et continu en matière de santé, surtout ceux atteints du trouble de stress post-traumatique. Ils sont confrontés quotidiennement à des situations qui nous feraient fuir et ils méritent notre soutien inconditionnel.

●(1410)

Je suis très heureuse que le gouvernement se soit engagé à offrir à nos militaires le soutien dont ils ont besoin et à faire preuve de leadership à cet égard.

Par ailleurs, les problèmes de santé mentale et de dépendance ont des conséquences sociales et économiques désastreuses au Canada. Ce sont des problèmes de santé complexes qui ont des effets sur l'éducation, les services sociaux, l'emploi, le logement et la justice. Afin que nous puissions assurer un traitement, voire une guérison, de façon efficace, nous devons tenir compte de tous ces systèmes sociaux.

Je suis encouragée par la volonté des centres d'excellence comme Ontario Shores, à Whitby, de s'employer activement à favoriser la collaboration dans ma circonscription afin de trouver de nouvelles solutions novatrices pour améliorer les traitements et les soins offerts à ceux qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale complexes.

L'Adresse

Je tiens à dire à quel point je suis fière des élèves de 11^e année de Beth Mah, professeure à l'école secondaire Donald A. Wilson, à Whitby. Ils ont écrit une lettre au premier ministre afin de demander notamment à ce que l'on songe à offrir dans les écoles des cours qui portent sur tous les aspects de la vie de l'élève, y compris la santé mentale et la gestion du stress. Ces jeunes leaders sont conscients de l'importance de la santé mentale, et je tenais à parler d'eux aujourd'hui.

J'aimerais finalement parler des aînés de Whitby. Depuis de nombreuses années, nous entendons dire que nous devons faire face à plusieurs problèmes liés à une population de plus en plus vieillissante. Il est temps d'y remédier.

J'applaudis le fait que, dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage à aider les aînés à vivre leur retraite à l'abri des soucis financiers et à favoriser la bonne santé et le bien-être des Canadiens en mettant en oeuvre un nouvel accord sur la santé.

À mon sens, il faut absolument, pour le bien de la population, que les soins fassent l'objet d'une approche multidisciplinaire. Il faut plus d'établissements où on soigne les maladies complexes et chroniques afin d'alléger le fardeau des hôpitaux spécialisés dans les soins de courte durée. Or, il ne faut pas négliger pour autant le parti qu'il y a à tirer d'une stratégie de soins à domicile qui utiliserait efficacement les services des infirmières praticiennes pour faire baisser les coûts en santé, évidemment, mais aussi pour permettre aux aînés de Whitby et de partout au Canada de rester chez eux plus longtemps.

C'est donc un honneur pour moi de faire savoir à la Chambre qu'il n'est pas seulement agréable de venir de la ville de Whitby, il est aussi agréable d'y vivre.

Merci encore aux habitants de Whitby et à vous, monsieur le Président.

De joyeuses Fêtes à tous les députés, à leurs employés ainsi qu'à leurs proches.

Le vice-président: Avant de passer aux questions et observations, je vois que le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes invoque le Règlement.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, le Comité permanent des finances puisse tenir des séances d'organisation le 11 décembre 2015; et que la composition dudit comité soit la suivante: Wayne Easter, Raj Grewal, Steven MacKinnon, Jennifer O'Connell, Robert-Falcon Ouellette, Francesco Sorbara, Lisa Raitt, Ron Liepert, Phil McColeman et Guy Caron; et que, durant son étude des délibérations conformément à l'article 83.1 du Règlement, le Comité permanent des finances, accompagné du personnel nécessaire, puisse voyager à travers le Canada et autoriser la diffusion de ses délibérations; et que, nonobstant les dispositions de l'article 83.1 du Règlement, le Comité permanent des finances soit autorisé à présenter son rapport sur les consultations prébudgétaires au plus tard le 5 février 2016.

• (1415)

[Français]

Le vice-président: L'honorable secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes a-t-il le consentement unanime de la Chambre afin de proposer cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

[Traduction]

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée de sa première allocution à la Chambre des communes.

Comme j'ai moi-même été agent de secours d'urgence, ses propos sur le trouble de stress post-traumatique m'intéressent. Ce trouble est de plus en plus prévalent, non seulement dans les services d'urgence, mais aussi chez les militaires. Dans ma circonscription, une femme nommée Natalie Harris est très active dans ce domaine et fait un travail formidable.

Je m'interroge au sujet des plans du gouvernement. Quelles sont ses intentions en ce qui concerne le discours du Trône?

Mme Celina Caesar-Chavannes: Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à accorder plus d'attention au dossier du trouble de stress post-traumatique et à établir un plan d'action national pour les hommes et les femmes des forces armées. Toutefois, j'espère que ce plan ne s'arrêtera pas là et qu'il inclura tous les militaires du pays qui souffrent de problèmes de santé mentale et dont il faut s'occuper. Nous savons qu'actuellement, le système n'est pas uniforme, en particulier pour ceux qui souffrent d'un autre problème de santé mentale. Nous espérons qu'en consultant les gens localement, nous serons en mesure d'établir un plan national pour tous les hommes et toutes les femmes des forces armées.

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son élection ainsi que pour son discours. Je suis tout à fait d'accord avec les besoins qu'elle a définis sur le plan de la santé. Toutefois, nous le savons, les provinces ont besoin d'argent pour fournir des soins de santé de qualité. La première chose à faire pour les améliorer est d'annuler les compressions conservatrices dans ce domaine, afin de travailler avec les provinces à l'amélioration des soins de santé.

Ma collègue va-t-elle exhorter le gouvernement à annuler les compressions de 36 milliards de dollars imposées aux provinces en soins de santé?

[Traduction]

Mme Celina Caesar-Chavannes: Monsieur le Président, nous savons tous que les services de santé ont une importance vitale dans chacune de nos circonscriptions et pour l'ensemble des Canadiens. Ainsi, la ministre de la Santé a dit cette semaine que le gouvernement continuerait de consulter les provinces dans le but d'élaborer un nouvel accord sur la santé qui tienne compte des divers problèmes de santé touchant les gens, de manière à fournir des ressources adéquates à notre système de santé et à prendre soin adéquatement des Canadiens.

Mme Karen McCrimmon (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui a trait à la responsabilité que nous avons de prendre soin des anciens combattants atteints de trouble de stress post-traumatique, nous avons pris l'engagement d'établir un centre d'excellence pour l'étude de ce trouble. Nous financerons pleinement ce centre et le doterons en personnel. Il ne sera pas seulement bénéfique pour les militaires puisque les résultats de ses travaux pourront aider également les premiers intervenants du pays qui souffrent de cette maladie.

L'Adresse

Mme Celina Caesar-Chavannes: Monsieur le Président, je crois qu'il est très important d'adopter une approche globale pour lutter contre la maladie mentale. Comme je l'ai dit dans mon intervention, les élèves se soucient beaucoup de leur état mental. Les militaires canadiens aussi. Nous sommes heureux que le gouvernement prenne au sérieux le dossier du trouble de stress post-traumatique, ainsi que tous les autres problèmes de santé mentale dont peuvent souffrir les soldats. Nous espérons déployer autant d'efforts pour aider les jeunes afin de faire diminuer le taux de suicide et la fréquence des problèmes de santé mentale.

• (1420)

Le vice-président: Nous reprenons le débat. La secrétaire parlementaire à la Petite entreprise et au Tourisme a la parole. Je tiens à l'informer que, bien qu'elle bénéficie en théorie de 10 minutes de temps de parole, il reste un peu moins de temps à cette séance. Elle n'a cependant pas à se hâter pour autant de finir son discours. Si elle dépasse son temps de parole d'une trentaine de secondes, je suis convaincu que les députés auront la courtoisie de rester à la Chambre 30 secondes de plus après 14 h 30.

La secrétaire parlementaire à la Petite entreprise et au Tourisme a la parole.

Mme Gudie Hutchings (secrétaire parlementaire pour la Petite entreprise et du tourisme, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre élection, ainsi que chacun de mes collègues des deux côtés de la Chambre pour leur élection ou leur réélection à ces éminentes fonctions.

Comme il s'agit de ma première allocution dans cette illustre enceinte, j'aimerais dire à quel point je me réjouis de pouvoir intervenir ici, au cœur de la démocratie canadienne. Je tiens à remercier les nombreux amis et bénévoles qui ont fait partie de mon équipe électorale. Sans l'aide de chacun d'entre eux, je ne serais pas ici aujourd'hui. Ils ont travaillé sans relâche pour moi.

J'aimerais aussi remercier ma famille. Comme l'ont constaté nombre de mes collègues, il n'est pas possible de faire ce travail sans le soutien des êtres qui nous sont chers. Je remercie mon fils David, mes trois soeurs et ma mère de 95 ans, qui regarde les débats tous les jours. Ils m'ont accompagné à toutes les étapes et m'ont donné l'amour et l'encouragement dont j'avais besoin pour arriver jusqu'ici.

Tout d'abord, je tiens à remercier les habitants de la nouvelle circonscription de Long Range Mountains de m'avoir fait confiance en m'élisant comme leur premier député à la Chambre des communes. La circonscription de Long Range Mountains se compose de près de 200 localités éparpillées dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la belle île de Terre-Neuve. Lors de leur fondation, bon nombre d'entre elles étaient de petits villages de pêcheurs. L'esprit communautaire et le sens des traditions de ces localités témoignent de l'engagement, de la résilience et du caractère des Terre-Neuviens qui résident dans ma circonscription. Mes parents, tous deux originaires de Terre-Neuve, m'ont inculqué les valeurs que sont le travail acharné, la générosité et la persévérance, et je tiens à faire savoir à tous mes électeurs que je défendrai solidement et positivement leurs intérêts dans cette enceinte.

C'est un honneur pour moi d'intervenir à la Chambre aujourd'hui pour appuyer le discours du Trône. Les priorités qu'il énonce devraient rendre tous les Canadiens aussi fiers du gouvernement que je le suis. Chacun de ces engagements engendrera des retombées positives partout dans notre grand pays et plus particulièrement dans ma circonscription.

Comme le premier ministre l'a dit, aucune relation n'est plus importante pour le Canada que celle qu'il entretient avec les peuples

autochtones. La promesse de renouer nos liens avec les Autochtones et d'établir des rapports de nation à nation fondés sur le respect, la coopération et la reconnaissance des droits est essentielle pour faire entrer la mosaïque du Canada dans le XXI^e siècle. Moi qui suis députée de Long Range Mountains, je peux dire que cette promesse me tient particulièrement à cœur, car elle permettra de renouveler le dialogue avec la bande de la nation Qalipu Mi'kmaq.

L'engagement du gouvernement à l'égard de la transparence et de l'ouverture nous obligera à rendre des comptes aux Canadiens et contribuera à rétablir la confiance de la population, perdue depuis trop longtemps, envers le gouvernement. C'est d'autant plus vrai à Terre-Neuve-et-Labrador, où les promesses non tenues ont miné comme jamais auparavant, et pendant beaucoup trop longtemps, les relations avec les représentants du fédéral. Cette situation se fait le plus durement sentir dans le secteur traditionnel terre-neuvien de la pêche. Il ne fait aucun doute que bien des gens de ma circonscription ont souffert du déclin de certains aspects de ce secteur au cours des dernières années. Je me suis entretenue avec des milliers d'entre eux au cours des 14 derniers mois, et lorsqu'on discute avec eux, on apprend que le manque de consultation avec les groupes locaux et l'absence de politiques fondées sur des données probantes ont d'autant plus aggravé la situation.

Grâce à son engagement à prendre ses décisions en toute transparence et à les fonder sur les données scientifiques à sa disposition, le gouvernement changera la manière dont il aborde à peu près tous les dossiers, y compris celui des pêches. Il sollicitera notamment la participation des gens du coin. Il permettra aux scientifiques de faire valoir le rôle des sciences dans le processus. Résultat: l'industrie sera plus prospère et plus stable, mais surtout plus durable pour les générations à venir.

Je suis convaincue que tous mes collègues ont entendu les électeurs de leur circonscription se plaindre du prix des logements et du coût de la vie, tous deux en hausse, et des salaires qui stagnent. De nombreux Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts, et ceux de ma circonscription ne font pas exception. Voilà pourquoi je suis aussi fière du plan du gouvernement pour soutenir la classe moyenne et faire en sorte que de plus en plus de gens en fassent partie.

Qui plus est, l'engagement qu'a pris le gouvernement de quasiment doubler les dépenses en infrastructures au cours des 10 prochaines années aura des effets considérables sur l'ensemble du pays, mais plus particulièrement sur les circonscriptions rurales comme Long Range Mountains. Une occasion historique se présente à nous: celle d'investir maintenant dans notre avenir. Ensemble, avec la collaboration de nos partenaires municipaux, provinciaux et territoriaux, nous allons changer le cours des choses.

L'agriculture fait aussi partie des piliers économiques de Long Range Mountains et de nombreuses autres circonscriptions du pays. Les investissements dans nos routes et nos ponts en décrépitude permettront aux agriculteurs et aux pêcheurs de commercialiser plus rapidement leurs produits, et à moindre coût. Ils permettront aussi aux petites ressources d'obtenir les ressources dont elles ont besoin pour tirer leur épingle du jeu sur les marchés mondiaux.

L'Adresse

L'accès à large bande est tout aussi important. La circonscription de Long Range Mountains et de nombreuses localités rurales de tous les coins du pays ont un accès limité à Internet haute vitesse, si tant est qu'elles en aient. Sans cet accès, il est difficile pour nos petites entreprises d'être concurrentielles. Leur capacité à atteindre de nouveaux marchés et à gérer leurs affaires quotidiennes est limitée. Les possibilités d'éducation dans les localités s'en trouvent réduites et notre système de soins de santé en souffre également. Les soins dispensés à distance sont monnaie courante pour les personnes âgées de ma province, surtout celles qui vivent dans les régions rurales.

• (1425)

Ces investissements ne sont pas uniquement des investissements dans notre économie actuelle, mais aussi dans notre économie future. Pour peu que nous saisissons cette occasion unique, nous permettrons à nos enfants de réussir et, espérons-le, d'améliorer à leur tour le pays pour la génération suivante.

L'idée d'investir dans l'avenir est présente dans tout le discours du Trône. Le gouvernement propose un ambitieux programme, fondé sur une vision du Canada que nous partagerons tous. Un Canada où la croissance économique est propulsée par la classe moyenne, où tous les enfants ont des chances égales et où nous prenons soin des personnes âgées et préservons l'environnement pour la prochaine génération.

Ce programme n'est pas seulement sensé pour des raisons morales, mais aussi pour des raisons économiques. Les PME, qui créent plus de 80 % de tous les nouveaux emplois au pays, sont le plus grand moteur de la croissance économique au Canada. Si nous voulons que notre économie continue de prospérer, nous devons investir dans nos petites entreprises et leur donner les ressources dont elles ont besoin pour réussir dans une économie mondiale où la concurrence est de plus en plus vive.

En tant qu'exploitant d'une petite entreprise à Terre-Neuve-et-Labrador, je comprends les défis que doivent relever les petites entreprises. L'économie actuelle se fonde sur les idées et sur l'innovation, et, pour réussir, les petites entreprises doivent avoir accès à une main-d'œuvre hautement qualifiée. C'est pourquoi j'ai été très heureuse d'entendre que la collaboration avec les dirigeants provinciaux et territoriaux en vue de rendre l'éducation postsecondaire plus abordable est une priorité. Qu'il s'agisse de formation professionnelle, collégiale ou universitaire, les études postsecondaires sont la clé du succès des jeunes dans l'économie d'aujourd'hui. Dans Long Range Mountains, nous avons la chance d'avoir trois établissements postsecondaires de première qualité: le campus Grenfell de l'Université Memorial, le Collège de l'Atlantique Nord et Academy Canada. En travaillant à rendre l'éducation postsecondaire plus abordable, nous permettons aux petites entreprises de miser sur la relève pour bâtir une économie concurrentielle aujourd'hui et des décennies durant.

J'aimerais parler un instant de l'Université Memorial et du campus Grenfell. Ce campus est situé à Corner Brook. Il a été baptisé en l'honneur de Sir Wilfred Grenfell, un médecin missionnaire qui a oeuvré sur la côte accidentée de Terre-Neuve-et-Labrador. L'Université Memorial a été fondée en l'honneur des 1 500 soldats de Terre-Neuve-et-Labrador morts pendant la Première Guerre mondiale. Elle a été nommée par leurs mères, qui voulaient commémorer leur sacrifice. L'Université Memorial perpétue le souvenir de ces soldats.

Nous nous souviendrons à jamais des disparus et nous serons toujours fiers des personnes qui ont choisi de servir dans les Forces armées canadiennes. Je suis très heureuse que le soutien supplé-

mentaire pour les anciens combattants permette de rouvrir des bureaux d'Anciens Combattants partout au pays, notamment dans ma circonscription, Corner Brook. Ces bureaux constituent une source importante de soins et d'aide pour des centaines de milliers d'anciens combattants aux quatre coins du pays.

Dans le discours du Trône, il a été question d'investir dans notre avenir. C'est tout particulièrement important lorsqu'il s'agit de notre relation avec l'environnement. Le gouvernement a promis de s'attaquer aux changements climatiques et de se concentrer sur la croissance économique tout en protégeant l'environnement. Ce sont des mesures importantes pour tous les Canadiens. Nous avons la chance de vivre dans un pays magnifique où les ressources sont abondantes. En prenant soin des deux, nous préserverons ces trésors pour la prochaine génération.

Dans ma circonscription, Long Range Mountains, nous avons deux sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, soit le lieu historique national de L'Anse aux Meadows et le parc national du Gros-Morne. Ces deux sites, ainsi que de nombreux autres trésors touristiques, favorisent l'essor de l'industrie touristique, de nos petites entreprises et, surtout, de la culture et du patrimoine quelque peu particuliers de Terre-Neuve-et-Labrador. Je suis ravie que le gouvernement accorde la priorité à la protection de l'environnement.

Je crois que le discours du Trône a exposé un programme ambitieux et une vision que partagent les Canadiens et je serai ravie de travailler avec mes collègues des deux côtés de la Chambre dans l'intérêt des habitants de Long Range Mountains et de tous les Canadiens.

Étant donné que je suis la dernière députée à prendre la parole aujourd'hui, j'aimerais profiter de l'occasion pour souhaiter à tous de passer un joyeux Noël et de célébrer le temps des Fêtes dans la sécurité et la joie. Nous nous reverrons l'an prochain.

Le vice-président: Il restera à la secrétaire parlementaire cinq minutes pour les questions et observations lorsque la Chambre reprendra le débat sur la question dont elle est saisie.

Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique a indiqué qu'il souhaitait invoquer le Règlement. Je constate que nous avons dépassé l'heure ordinaire de l'ajournement. Je vais le laisser intervenir brièvement, mais nous n'avons plus de temps.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

• (1430)

M. Greg Fergus: Je vous remercie beaucoup de votre indulgence, monsieur le Président.

Il y a eu consultations entre les partis et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: Que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, le Comité permanent des finances puisse tenir des séances d'organisation le 11 décembre 2015; et que la composition dudit comité soit la suivante: Wayne Easter, Raj Grewal, Steven MacKinnon, Jennifer O'Connell, Robert-Falcon Ouellette, Francesco Sorbara, Lisa Raitt, Ron Liepert, Phil McColeman et Guy Caron; et que, durant son étude des délibérations conformément à l'article 83.1 du Règlement, le Comité permanent des finances, accompagné du personnel nécessaire, puisse voyager à travers le Canada et autoriser la diffusion de ses délibérations; et que, nonobstant les dispositions de l'article 83.1 du Règlement, le Comité permanent des finances soit autorisé à présenter son rapport sur les consultations prébudgétaires au plus tard le 5 février 2016.

L'Adresse

Le vice-président: Le secrétaire parlementaire a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le vice-président: Je sais que les leaders parlementaires ont déjà glissé un mot à ce sujet, mais j'aimerais aussi, au nom du Président et de la présidence en général, alors que nous nous apprêtons à retourner dans notre circonscription après l'ajournement de la

Chambre, souhaiter à tous les députés une joyeuse saison des Fêtes et un merveilleux Nouvel An. J'espère que vous atteindrez tous sains et saufs votre destination.

Comme il est 14 h 38, la Chambre s'ajourne au lundi 25 janvier 2016, à 11 heures, conformément aux paragraphes 28(2) et 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 32.)

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 11 décembre 2015

DISCOURS DU TRÔNE			
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse			
M. Johns	283		
M. Ouellette	285		
Mme Malcolmson	285		
M. Long	285		
Les travaux de la Chambre			
M. Lamoureux	285		
Motion	285		
Adoption de la motion	286		
Reprise du débat sur l'adresse en réponse			
Mme Ramsey	286		
M. Samson	288		
M. Nuttall	288		
M. Johns	289		
M. Sheehan	289		
Recours au Règlement			
Le budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016			
M. Poilievre	290		
M. Lamoureux	291		
Le Président	291		
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse			
Motion	291		
M. Brassard	291		
DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS			
La journée nationale de la promotion de l'indépendance du peuple québécois			
M. Barsalou-Duval	291		
Les opérations de recherche et de sauvetage			
M. O'Regan	292		
Red Deer—Mountain View			
M. Dreeshen	292		
Rivière-des-Mille-Îles			
Mme Lapointe	292		
L'industrie sidérurgique			
M. Duvall	292		
Acadie—Bathurst			
M. Cormier	293		
Le secteur de l'automobile			
M. Carrie	293		
Fredericton			
M. DeCoursey	293		
Cloverdale—Langley City			
M. Aldag	293		
Harry Pratt			
M. Brown	294		
Julia Turner			
M. Badawey	294		
		James Chaplin	
		M. May (Cambridge)	294
		La défense nationale	
		M. Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)	294
		Le Parti libéral de Terre-Neuve-et-Labrador	
		M. Simms	294
		L'agriculture	
		Mme Ramsey	295
		Le 18^e premier ministre du Canada	
		M. Nicholson	295
		Toronto—Danforth	
		Mme Dabrusin	295
		QUESTIONS ORALES	
		Le Sénat	
		M. Lebel	295
		M. LeBlanc	295
		Les nominations gouvernementales	
		M. Lebel	295
		M. LeBlanc	296
		Immigration, réfugiés et citoyenneté	
		M. Scheer	296
		M. McCallum	296
		La réforme démocratique	
		M. Scheer	296
		Mme Monsef	296
		M. Brown	296
		Mme Monsef	296
		L'environnement	
		M. Julian	297
		M. Dion	297
		M. Julian	297
		M. Dion	297
		La garde d'enfants	
		Mme Ashton	297
		M. Duguid	297
		Mme Ashton	297
		M. Duguid	297
		Les transports	
		Mme Block	297
		M. Vaughan	297
		L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
		M. Lobb	298
		M. McCallum	298
		Les pêches et les océans	
		M. Strahl	298
		M. Cormier	298
		M. Arnold	298
		M. Cormier	298
		La défense nationale	
		Mme Boucher	298

M. Sajjan	298	L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Les télécommunications		Mme Petitpas Taylor	302
M. Waugh	298	M. McCallum	302
M. Fergus	298	La réforme démocratique	
Le logement		M. Reid	303
Mme Sansoucy	299	Mme Monsef	303
M. Duguid	299	La petite entreprise	
Mme Malcolmson	299	M. Ehsassi	303
M. Duguid	299	Mme Chagger	303
La petite entreprise		Les affaires étrangères	
Mme Wong	299	M. Anderson	303
Mme Chagger	299	M. Dion	303
Les relations intergouvernementales		Les travaux de la Chambre	
M. Albas	299	M. Fortin	303
M. Fergus	299	M. LeBlanc	303
L'infrastructure		M. Thériault	303
M. Berthold	299	M. LeBlanc	304
M. Sohi	300	M. Plamondon	304
Les pêches et les océans		M. LeBlanc	304
M. Sopuck	300		
M. Cormier	300		
Postes Canada			
M. Blaikie	300		
Mme Alleslev	300		
M. Dubé	300		
Mme Alleslev	300		
Les anciens combattants			
M. Serré	300		
M. Hehr	300		
Les affaires autochtones			
M. Yurdiga	300		
Mme Jones	301		
M. Yurdiga	301		
Mme Jones	301		
La santé			
M. Carrie	301		
Mme Philpott	301		
L'infrastructure			
M. Kmiec	301		
M. Sohi	301		
La justice			
M. Rankin	301		
M. Blair	301		
CBC/Radio-Canada			
M. Nantel	301		
M. Boissonnault	302		
La fiscalité			
M. Zimmer	302		
M. Morneau	302		
L'aide médicale à mourir			
Mme Harder	302		
Mme Philpott	302		
Les sports			
M. Kitchen	302		
Mme Qualtrough	302		
		AFFAIRES COURANTES	
		L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
		Mme Kwan	304
		Motion	304
		Adoption de la motion	304
		Pétitions	
		La justice	
		Mme Harder	304
		Questions au <i>Feuilleton</i>	
		M. Lamoureux	304
		LE DISCOURS DU TRÔNE	
		Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
		Mme Ramsey	304
		M. Sheehan	305
		M. Nuttall	305
		Mme Jones	305
		M. O'Toole	306
		Mme Kwan	307
		M. Cooper	307
		SANCTION ROYALE	
		Le vice-président	308
		DISCOURS DU TRÔNE	
		Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
		M. DeCoursey	308
		M. Julian	308
		M. Sorbara	309
		Mme Ramsey	310
		M. O'Toole	310
		M. Lamoureux	311
		Message du Sénat	
		Le vice-président	311
		Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
		Motion	311
		M. Jeneroux	311

Sous-amendement	312	M. Stetski	314
		M. Badawey	315
LA SANCTION ROYALE			
Le Président	312	Mme Sansoucy	315
		M. Bagnell	316
DISCOURS DU TRÔNE			
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse			
Motion	312	M. Berthold	317
M. Fisher	312	M. Cannings	317
M. Johns	312	M. Long	318
M. Lake	313	M. Stetski	318
M. Sikand	313	Mme Caesar-Chavannes	319
M. Kmiec	314	M. Brassard	320
		Mme Sansoucy	320
		Mme McCrimmon	320
		Mme Hutchings	321

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes
à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the
following address: <http://www.ourcommons.ca>